

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL

EVALUATION DE L'INTEGRATION DU GENRE
DANS LE DSRP DU RWANDA

MEMOIRE
PRESENTE COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE
PROGRAMME 3847

PAR
LINA DEMNATI

JANVIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES	IV
RESUME	V
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I.....	4
MISE EN CONTEXTE HISTORIQUE ET THEORIQUE	4
1.1- Introduction aux approches relatives au thème « femmes et développement »	4
1.1.1 Présentation des différents modèles de développement ciblant l'égalité des femmes avec les hommes (WAD, WID, GED)	5
1.1.2 Approches politiques du développement élaborées pour les femmes	11
1.2- Les politiques de la Banque Mondiale.....	19
1.2.1 Présentation des politiques et stratégies de développement de la Banque Mondiale relatives au genre : évolution selon une perspective historique.	20
1.2.2 Introduction aux modalités des SRP de la Banque Mondiale	26
1.3 - La planification selon le genre	31
1.3.1 Historique de la « planification selon le genre » (ou gender planning) : objet, but, bénéficiaires.....	32
1.3.2 La nécessité d'avoir une planification selon le genre	33
1.3.3 Les caractéristiques de la planification de genre et sa méthodologie	37
CHAPITRE II	47
LE DSRP AU NIVEAU NATIONAL	47
2.1- Mise en contexte politique, économique et social.....	47
2.1.1 Situation politique.....	47
2.1.2 Situation socio-économique	49
2.1.3 Développement social	54
2.2- Les engagements pris par le Rwanda en vue de la réduction de la pauvreté .	56

2.3 La situation des femmes au Rwanda entre 1994 et 2000	66
CHAPITRE III	74
ANALYSE DE L'INTEGRATION DE LA DIMENSION GENRE	74
3.1- Le genre est-il intégré de façon transversale dans les politiques du Rwanda ?	74
3.1.1 Participation au processus d'élaboration des DSRP	76
3.1.2 Renforcement du pouvoir économique des femmes [Voir annexe A]	78
3.1.3 Renforcement des capacités humaines des femmes	79
3.1.4 Renforcement du pouvoir de décision des femmes	83
3.1.5 Budgétisation sensible au genre dans les dépenses publiques	85
3.1.6 Évaluation de l'analyse selon le genre si transversale ou ponctuelle	89
3.1.7 Secteurs d'intervention du DSRP non sensibles à la dimension genre	89
3.2- Les politiques de réduction de la pauvreté adoptées par le Rwanda répondent-elles aux besoins pratiques et/ou stratégiques de genre ?	94
3.3- Quels sont les obstacles à une intégration du genre de façon transversale ?	103
3.3.1 Obstacles	104
3.3.2 L'institutionnalisation du genre par les organisations internationales	113
CONCLUSION	115
ANNEXES	119
BIBLIOGRAPHIE	124

ACRONYMES

CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

DSRP : Document de stratégies pour la réduction de la pauvreté

GED : Genre et développement

IDH : Indice de Développement Humain

IPH-1 : Indicateur de pauvreté humaine

PAS : Programme d'ajustement structurel

PED : Pays en développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

ONG : Organisation non gouvernementale

SRP : Stratégie de réduction de la pauvreté

WAD: Women and Development

WID: Women in Development

RESUME

La Banque Mondiale a choisi d'inscrire l'intégration transversale de la dimension genre comme l'un des critères clés pour l'obtention de financement par les pays bénéficiaires, notamment dans le cadre de sa plus récente politique de développement qui a pour objectif premier la réduction de la pauvreté. Les modifications au sein des politiques de développement de la Banque Mondiale, ont obligé les pays tributaires de son aide à réorienter leur stratégie de développement en élaborant des documents de stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

L'objectif de ce mémoire est d'analyser les politiques de réduction de la pauvreté adoptées par le Rwanda dans son DSRP de 2002 et d'évaluer si l'intégration de la dimension genre est bien appliquée par le gouvernement rwandais de façon transversale. Plus précisément, le DSRP ainsi que les rapports annuels consécutifs élaborés par le Rwanda entre les années 2000 et 2005 ont été analysés grâce à des critères d'évaluation spécifiques et au cadre méthodologique de la planification selon le genre développé par Caroline Moser.

La conclusion du mémoire est que l'intégration de la dimension genre n'est effective que dans certains domaines. De plus, les mesures adoptées en faveur de l'égalité des sexes ont essentiellement des impacts à court terme sur le renforcement des capacités des femmes. En somme, l'approche genre intégrée dans la stratégie de réduction de la pauvreté du Rwanda ne vise pas une transformation en profondeur de la société rwandaise, elle a plutôt pour objectif de combler des besoins de base (matériels etc.) immédiats de la population.

Mots clés : Genre et développement ; Document de stratégies pour la réduction de la pauvreté ; Banque Mondiale ; Rwanda, Planification pour le développement.

INTRODUCTION

Le présent mémoire procédera à l'évaluation de l'intégration de la dimension genre au sein du document de stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP) élaboré par le Rwanda en 2002. L'étude que nous allons mener permettra d'établir si l'approche genre est véritablement prise en compte par le gouvernement rwandais et si cela se traduit par des politiques qui favorisent une réelle égalité femmes-hommes en terme de renforcement du pouvoir, de partage des bénéfices et d'accès à des programmes et projets aptes à répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires selon leur sexe.

Plus précisément, l'étude se fera dans le contexte du dispositif des DSRP mis en place, de façon formelle, par la Banque Mondiale à partir de 1999. Un DSRP est un document, élaboré par le pays, qui fait le bilan de l'avancement des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) et fait état des politiques adoptées par secteur d'intervention (social, économique, politique etc.). Les DSRP modifient les modalités des prêts concessionnels pour les pays bénéficiaires en exigeant notamment l'intégration de la dimension genre au sein de leur cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Avec les DSRP, la Banque Mondiale œuvre pour la première fois de façon explicite pour une réelle égalité entre les sexes. Les nouvelles orientations politiques de la Banque Mondiale sont un cadre général d'étude intéressant car, en théorie, elles remettent en question le modèle de développement traditionnel de cette institution principalement basé sur l'économique. En d'autres termes, les stratégies de développement reposant uniquement sur des politiques économiques sont délaissées au profit du développement humain et social. Désormais l'analyse économique sensible à la

Ainsi, en considérant l'évolution des stratégies de développement l'accent sera mis, au cours de la présente étude, sur le lien entre ces stratégies et la prise en compte de la dimension genre dans les politiques de lutte contre la pauvreté du Rwanda. Et ce, à travers l'analyse de l'évolution de divers indicateurs que nous avons élaborés et qui permettront de dresser un portrait de l'évolution de la situation des femmes dans ce pays tant au niveau économique, politique que social. Toutefois étant donné que le sujet choisi est assez récent, peu d'ouvrages critiques sur l'intégration du genre dans les DSRP sont disponibles. De ce fait pour notre étude, les données proviennent principalement du DSRP rédigé par le Rwanda, de documents émanant de la Banque Mondiale ainsi que d'Organisations Non Gouvernementales et des ouvrages d'experts sur le sujet.

Un cadre d'analyse spatio-temporel a été délimité pour les besoins de ce mémoire. Sur le plan temporel l'étude couvrira la période allant de l'année 2000 à 2005, le pays étudié, le Rwanda, n'ayant produit pour la dite période qu'un DSRP et des rapports annuels. Ce pays a été choisi comme cas d'étude car d'après des rapports internationaux, il semblait se distinguer en matière d'intégration du genre dans sa stratégie de réduction de la pauvreté. En effet, ce pays se serait montré plus sensible que d'autres, à l'intégration de la dimension genre bien que celle-ci ne soit pas appliquée de façon transversale et systématique dans tous les domaines touchés par le DSRP. La présente étude visera donc à expliquer quels sont les éléments positifs et les lacunes des mesures proposées par le Rwanda en vue de l'intégration de l'approche genre dans ses politiques de réduction de la pauvreté.

L'hypothèse avancée est que l'approche genre n'est pas intégrée de façon transversale dans tous les secteurs d'intervention du DSRP élaboré par le Rwanda et que les mesures adoptées en faveur de l'égalité des sexes répondent principalement à des besoins pratiques de genre plutôt qu'à des besoins stratégiques de genre.

Enfin, aux fins de cette recherche nous procéderons dans le premier chapitre à une mise en contexte théorique qui présentera : les approches et les modèles de

développement élaborés pour le bénéfice des femmes; les politiques de la Banque Mondiale en faveur de l'intégration de la dimension genre; enfin, la méthodologie sur laquelle se base notre étude, notamment le modèle de planification pour le développement selon le genre. Dans le second chapitre, nous étudierons le contexte politico-social et économique du Rwanda, puis les engagements pris par ce pays envers la réduction de la pauvreté, enfin un portrait global de la situation des femmes rwandaises entre les années 1994 et 2000 sera présenté. Le troisième chapitre évaluera dans un premier temps l'étendue de l'intégration du genre dans le DSRP et les rapports de progrès annuels du Rwanda, grâce à l'analyse de l'évolution d'indicateurs choisis. Puis dans un second temps nous étudierons les mesures sensibles au genre adoptées par le Rwanda, afin d'estimer si elles ont pour objectif une véritable transformation sociale ou si l'intégration du genre n'est que superficielle. En troisième lieu, nous analyserons les obstacles à une intégration effective du genre de façon transversale dans les politiques rwandaises de réduction de la pauvreté.

CHAPITRE I

MISE EN CONTEXTE HISTORIQUE ET THEORIQUE

Le présent chapitre présente le contexte théorique et méthodologique du sujet traité, à savoir l'évaluation de l'intégration du genre dans le DSRP du Rwanda. Dans un premier temps, les trois principales approches relatives au thème femmes et développement seront abordées ; suivra une présentation des politiques de la Banque Mondiale en matière d'approche genre ainsi que sa politique de réduction de la pauvreté. La dernière partie de ce chapitre introduira de façon détaillée, le cadre d'analyse méthodologique sur lequel se base cette étude.

1.1- Introduction aux approches relatives au thème « femmes et développement »

Le discours des organisations internationales sur le thème des femmes et du développement, a connu une importante évolution au cours des dernières décennies. Le constat est que ces organisations ont intégré une perspective sexospécifique¹ dans leurs politiques de développement en plus de se réapproprier certaines revendications des mouvements féministes.

Depuis les années 1970, le mouvement international des femmes a exercé des pressions pour que les gouvernements et les agences de développement international considèrent les femmes dans le processus de développement, par exemple lors des Conférences Mondiales sur les femmes de l'ONU. L'une des premières réponses institutionnelles fut la mise en place de commissions sur le

¹ **Définition:** l'intégration d'une perspective sexospécifique signifie la prise en compte de l'impact différencié selon le sexe dans les projets, politiques et programmes et ce à toutes les étapes d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi.

femmes et de leur bien être ainsi que le nombre limité de projets spécifiquement conçus pour elles. Cette situation a mené à la redéfinition des stratégies internationales en faveur des femmes, désormais les institutions internationales vont de plus en plus privilégier le « *mainstreaming* » - soit l'inclusion des besoins des femmes de manière transversale au cœur des politiques de développement. La stratégie du « *mainstreaming* » comporte deux volets, soit d'une part l'intégration des problématiques liées au genre dans toutes les activités subventionnées ou exécutées par l'institution. D'autre part, cela revient à offrir, en principe, des sessions de formation en matière de genre à tous les employés, afin que la perspective de genre soit intégrée de manière optimale à tous les niveaux du processus de développement.² L'auteur Marquès-Pereira affirme dans son livre La citoyenneté politique des femmes, qu'il y a eu une accélération de l'internationalisation des revendications féministes au cours des années quatre-vingt, ce qui a conduit à faire de l'intégration des femmes au processus de décision politique et publique un enjeu mondial.³

1.1.1 Présentation des différents modèles de développement ciblant l'égalité des femmes avec les hommes (WAD, WID, GED)

Cette étude s'intéresse à la place des femmes au sein des stratégies nationales de développement. Dans le but de mieux appréhender ces stratégies, il est nécessaire de faire un bref survol de l'évolution historique des modèles et approches de développement élaborés pour le bénéfice des femmes. Au cours des dernières décennies, la nécessité d'adapter les modèles de développement aux besoins spécifiques des femmes s'est peu à peu imposée.

² Verloo M.. *Another Velvet Revolution? gender mainstreaming and the politics of implementation*. Institute for Human Sciences.
http://www.lfq.nrw.de/services/downloads/gender/implementation_von_gender_mainstreaming.pdf. Working Paper No.5. Vienna, 2001

³ Marquès-Pereira B. *La citoyenneté politique des femmes*. Coll. Compact. Ed. Armand Colin. Paris, 2003. p.23

Le nouveau mouvement féministe est né à la fin des années 60 dans les pays occidentaux et a été notamment porté par des femmes issues de la classe moyenne. Les théoriciennes féministes de l'époque se sont attaquées à diverses thématiques reliées à toutes les sphères de la vie des femmes (privée et publique) tel que la famille, la sexualité, le travail domestique. Les féministes issues des PED de même que les femmes immigrantes, les femmes de couleur etc. ont également imposées des revendications liées à leur propre réalité, à savoir les rapports de classes, ethniques et raciaux qui sont étroitement liés aux rapports sociaux de sexe ainsi qu'à l'impérialisme occidental sur les PED.⁴ De plus afin de pallier aux effets négatifs de la mondialisation, notamment sur les populations du Sud, les féministes ont élaboré cinq stratégies qui remettent en cause le statu quo économique en vue de favoriser la création d'économies équitables et durables :

- 1) La transformation du modèle économique dominant
- 2) La remise en question de la Banque Mondiale
- 3) Le changement des comportements des entreprises
- 4) Des pressions sur les gouvernements nationaux
- 5) Le développement de l'économie participative⁵

Par ailleurs, au cours des deux dernières décennies, les groupes de femmes africaines ont contribué au consensus international relativement à l'application de l'approche basée sur les droits, pour les droits des femmes. Ce consensus sur l'approche basée sur les droits est le résultat d'échanges et de débats au niveau mondial, qui sont de plus en plus façonnés par des organisations issues des pays du Sud. A titre d'exemple, l'appropriation de l'agenda international de l'approche basée sur les droits des femmes a été particulièrement visible dans le cas de la lutte pour l'intégration transversale de l'approche genre, la budgétisation sensible au genre, les quotas pour les femmes lors des élections, la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle et la violence

⁴ Dagenais Huguette, « Méthodologie féministe pour les femmes et le développement ». In *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque, Centre de recherches pour le Développement International, Ottawa, 1994, p.258-290

⁵ Kerr Joanna, « Répondre au défi de la mondialisation les féministes peuvent-elles transformer le développement ? ». In *Genre, Mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, Ed. l'Harmattan, 2002, p.219

envers les femmes. De même, les organisations œuvrant, en Afrique, sur les lois coutumières et les droits reliés à la propriété foncière et terrienne ont joué un rôle important quant à l'avancement de ces approches basées sur les droits.⁶

En outre, au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, la mise en relation des notions de femmes et de développement a conduit à l'élaboration de plusieurs paradigmes et approches soit : « femmes dans le développement » ; « femmes et développement » ; enfin, la plus récente et la plus utilisée est : « genre et développement ». Ces modèles de développement ne font pas néanmoins l'unanimité en ce qui a trait à leur mise en œuvre pratique.

Dans le but de mieux comprendre l'évolution théorique de l'intégration des problématiques spécifiques aux femmes dans les politiques de développement, il convient d'analyser les postulats inhérents aux différentes approches concernant les femmes et le développement. Chacune de ses expressions a été associée à une conception bien précise du développement et a mené à la mise en œuvre de diverses politiques visant à intégrer les femmes dans le processus du développement.

La première stratégie de développement élaborée est Femmes dans le développement ou *Women in Development (WID)*, celle-ci représentait la pensée du courant féministe libéral. Intégrée dans l'élaboration des politiques des agences de développement, suite à la publication du livre de l'économiste danoise Ester Boserup, *Women's Role In Economic Development*⁷, cette perspective est liée à la théorie de la modernisation, qui s'est imposée comme méthode d'analyse dans le champ du développement international entre les années 1950 et 1970. En d'autres termes, cette théorie affirme que la modernisation – par le biais de l'industrialisation – conduit à l'amélioration des niveaux de vie dans les pays en développement. Dans la littérature de cette époque sur la modernisation, les femmes étaient peu sinon jamais considérées comme une unité

⁶ Tripp Aili Mari. "Regional Networking as Transnational Feminism: African Experiences". *Feminist Africa Women Mobilized*. <http://www.feministafrica.org/index.php/rcgional-networking>. Issue 4, 2005

⁷ Yokozaki Y. "Gender in Education and Development". *Journal of International Cooperation in Education*. <http://home.hiroshima-u.ac.jp/cice/yokozeki1-1.pdf>, vol. 1, no. 1, p. 45-63

d'analyse séparée. On pensait alors que les normes établies à partir de l'expérience des hommes pouvaient être simplement généralisées aux femmes et que la modernisation croissante des sociétés profiterait à tout le monde. Ester Boserup fut la première à utiliser systématiquement la variable sexuelle dans son analyse. Ainsi, grâce à la perspective *WID* l'expérience des femmes dans les domaines du développement et du changement social est reconnue comme étant différente de celle des hommes et il devient désormais légitime que la recherche s'intéresse plus spécifiquement à l'expérience et aux perceptions des femmes. Toutefois, au cours des années 1970, cette approche est remise en question suite à la publication de plusieurs études démontrant que la situation des femmes s'était peu améliorée au cours des décennies précédentes et que l'approche *WID* ne remettait pas en question les fondements même des rapports femmes-hommes, elle affirmait plutôt que ces rapports évolueraient d'eux-mêmes à mesure que les femmes deviendraient des partenaires économiques à part entière dans le processus du développement.⁸

Ensuite, est apparue au milieu des années 1970 l'approche « Femmes et développement » ou *Women and Development (WAD)*. Celle-ci, influencée par la théorie marxiste, a été élaborée en réaction à la théorie de la modernisation. La perspective « Femmes et développement »⁹ met l'accent sur la corrélation entre les femmes et le processus de développement plutôt que de mettre uniquement de l'avant des stratégies pour intégrer les femmes dans le développement. Le postulat sous jacent de cette approche est que la situation des femmes s'améliorera lorsque les structures internationales deviendront plus équitables. Ainsi, on privilégie des interventions ciblées pour régler le problème de la sous représentation des femmes au sein des structures économiques, sociales et politiques, sans tenter toutefois de s'attaquer aux rapports de pouvoir existants entre les femmes et les hommes. L'approche *WAD*, a fait l'objet de critiques car elle soutient que les deux sexes sont également désavantagés par

⁸ Rathgeber Eva, « WID. WAD. GAD. tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Femmes, féminisme et développement*, sous la dir. de Huguette Dagenais. McGill-Queen's University Press. Montreal. 1994, p.66

⁹ Yokozaki, Y. "Gender in Education and Development". *Journal of International Cooperation in Education*. <http://home.hiroshima-u.ac.jp/cice/yokozaki1-1.pdf>, . vol. 1. no.1, pp. 45-63.

les structures mondiales d'oppression qui sont basées sur les classes sociales et le capital. En somme, la faiblesse de cette approche réside dans l'absence d'une analyse systématique de l'influence du système patriarcal car la condition des femmes est perçue ici comme une conséquence des structures inégalitaires mondiales et des inégalités de classes.

Il a été reproché aux deux approches précédentes, « WID » et « WAD » d'encourager les femmes à s'investir dans des activités génératrices de revenus, sans prendre en compte les contraintes de temps que cela leur impose. A titre d'exemple le labeur des femmes dans la sphère privée n'est pas reconnu comme un travail. Eva Rathgeber argue que cette situation reflète la tendance commune aux théoriciens de la modernisation et ceux de la dépendance à n'utiliser que des analyses économiques ou d'économie politique et à discréditer les apports des autres sciences sociales.¹⁰

Enfin, au cours des années 1980 est apparue l'approche Genre et développement¹¹ (GED) ou *Gender and Development* dont les fondements théoriques s'inscrivent dans la lignée du féminisme socialiste. D'une part l'approche GED identifie la construction sociale de la production et de la reproduction¹² comme fondements de l'oppression des femmes. D'autre part, elle porte plus d'attention aux rapports sociaux de sexe, déconstruisant ainsi la validité des rôles assignés aux femmes et aux hommes dans les sociétés. Ainsi, au lieu de s'intéresser uniquement à l'apport des femmes à la production, l'approche GED analyse la nature de la contribution des femmes au travail

¹⁰ Rathgeber Eva, « WID, WAD, GAD : tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Femmes, féminisme et développement*, sous la dir. de Huguette Dagenais, McGill-Queen's University Press, Montréal, 1994, p.66

¹¹ Centre de Recherche pour le Développement International. *Glossaire*, http://www.idrc.ca/fr/ev-42971-201-1-DO_TOPIC.html

Définition : Le genre d'une personne est défini par les règles, normes, coutumes et pratiques qui transposent les différences biologiques entre les individus mâles et femelles de l'espèce humaine en différences socialement construites entre hommes et femmes et entre garçons et filles.

¹² Kabeer Naila, *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement : manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*, Centre de recherches pour le Développement International & Les Presses de l'Université Laval, <http://www.idrc.ca/openbooks/178-7/>, 2005.

Définition : « la « reproduction » regroupe les activités qui accroissent les ressources humaines d'une société ou améliorent leur bien-être et leur qualité de vie, par exemple : porter les enfants et les élever; prodiguer les soins quotidiens indispensables aux êtres humains; s'occuper des personnes âgées, des malades, des handicapés et autres personnes fragilisées. Pour devenir le « facteur de production » [...] l'être humain doit d'abord être mis au monde, élevé, nourri, soigné, instruit d'un ensemble complexe de normes, de valeurs et de savoir-faire. ».

productif réalisé à l'intérieur et à l'extérieur de la maison. Cependant cette approche est difficile à mettre en pratique car elle exige un degré d'engagement pour le changement structurel et les transferts de pouvoir entre femmes et hommes qu'il est peu probable de trouver au sein des organisations nationales et internationales.¹³

Ce qui distingue l'approche GED des deux précédentes WID et WAD est le rôle accru accordé à l'Etat en matière de promotion et d'émancipation des femmes. L'État aurait pour mission de prendre en charge certains services sociaux que les femmes fournissent sur une base individuelle et privée dans de nombreux pays (soins aux enfants, soins de santé etc.). Avec l'approche GED, les femmes ont désormais un statut d'agente du développement plutôt que d'être de simples bénéficiaires passives de l'aide au développement; de même, les femmes sont encouragées à s'organiser pour augmenter leur influence politique. En somme, l'approche GED va plus loin que les précédentes car en plus de conduire à l'élaboration de stratégies d'intervention assurant une meilleure intégration des femmes aux initiatives de développement en cours, elle entraîne également une modification fondamentale des structures et des institutions sociales, ce qui mène à une perte de pouvoir des élites et engendrera des impacts positifs sur la vie des femmes autant que celle des hommes.¹⁴

1.1.2 Approches politiques du développement élaborées pour les femmes

Les paradigmes reliés au thème « femme et développement »: WID, WAD et GED, ont conduit à l'élaboration de diverses approches politiques du développement destinées aux femmes, (allant de l'approche bien-être, à équité, anti-pauvreté, puis à efficacité et renforcement du pouvoir) et dont l'évolution est comparable à celle des politiques de

¹³ Ryckmans Hélène, « *La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets et politiques de développement en Afrique Francophone: le monde selon les Femmes* », colloque international genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 2001

¹⁴ Rathberg Eva, « WID, WAD, GAD : tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Femmes, féminisme et développement*, sous la dir. de Huguette Dagenais. McGill-Queen's University Press, Montreal, 1994, p.78

développement pour les femmes des PED qui sont passées de politiques axées sur la hausse de la croissance à des stratégies orientées sur les besoins primaires, puis aux mesures compensatrices associées avec des politiques d'ajustement structurel. Les changements survenus au niveau des politiques de développement ont fait naître de la confusion parmi les acteurs du développement, ce qui a parfois mené à l'élaboration de programmes et projets souvent inadaptés aux besoins des femmes issues des pays bénéficiaires de l'aide au développement. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de faire un bref survol historique des approches politiques de développement, classées par ordre chronologique, afin d'évaluer à quel degré les interventions de ces politiques sont appropriées et adaptées aux besoins des femmes.¹⁵

L'approche bien-être

Introduite au cours des années 1950 et 1960, cette approche est la première à se préoccuper des femmes issues des PED. Son but est d'inclure les femmes dans le processus du développement en reconnaissant essentiellement leurs qualités maternelles. Seul le rôle reproductif des femmes est mis en valeur, de sorte que les politiques ont pour but de répondre aux *besoins pratiques de genre*¹⁶. L'approche bien-être se base sur trois postulats. Le premier est que les femmes sont des bénéficiaires passives du processus de développement. Le second est que la maternité est le rôle le plus important joué par les femmes au sein de la société. En troisième lieu on estime que l'éducation des enfants est le rôle le plus important joué par les femmes dans le processus de développement. L'approche bien-être est largement endossée par les États car elle ne remet pas en cause les relations de genre ni les rôles de chaque sexe au sein de la société. Plusieurs groupes de femmes du Sud ont critiqué cette approche du fait qu'elle n'a pas pour but de répondre aux *besoins stratégiques de genre*¹⁷, tel que le

¹⁵ Moser, Caroline O. N., *Gender planning and development: theory, practice and training*. Published by Routledge, London, 1993, p 55-57

¹⁶ **Définition:** « Les besoins pratiques de genre » répondent à des besoins matériels immédiats des femmes dans le but d'assurer leur survie et de les sortir de la pauvreté. Cette définition sera approfondie dans la section 1.2.3

¹⁷ **Définition:** « Les besoins stratégiques de genre » remettent en question les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et ainsi que les inégalités hommes-femmes au sein de la société. Les besoins stratégiques proposent une organisation sociale plus juste et égalitaire pour tous les individus et au sein de laquelle les femmes ne sont plus subordonnées aux hommes.

droit des femmes sur leur reproduction. Au cours de la décennie 1976-1985, plusieurs approches alternatives sont apparues, à savoir : équité, anti-pauvreté, efficacité et renforcement du pouvoir.¹⁸

L'approche équité¹⁹

L'approche équité fut introduite durant la décennie des Nations Unies pour les femmes qui s'est tenue entre 1976 et 1985. Son but est d'améliorer la position des femmes dans le processus de développement en leur reconnaissant un rôle de participantes actives. Les femmes apporteraient une contribution substantielle, mais souvent peu prise en considération, à la croissance économique grâce à leur apport tant par le biais de leur rôle de production que de reproduction

Cette approche reconnaît le triple rôle des femmes et cherche à répondre à leurs besoins stratégiques de genre par le biais : d'une intervention directe de l'État, en accordant aux femmes une autonomie politique et économique et en réduisant les inégalités entre les sexes. L'approche équité est préoccupée par les inégalités entre les femmes et les hommes dans la sphère publique et la sphère privée. L'une des revendications de cette approche est d'instaurer l'équité grâce à l'accession des femmes à l'indépendance économique.

On retrouve les racines de la subordination des femmes au sein du milieu familial mais également dans les rapports entre hommes et femmes dans le cadre du marché (économique). En portant son attention sur la réduction des inégalités entre femmes et hommes au niveau de la division sexuelle du travail, l'approche de l'équité répond à un besoin stratégique de genre essentiel. L'une des faiblesses de cette approche réside dans le fait qu'il est difficile de définir avec précision les indicateurs permettant de mesurer la hausse ou la diminution de l'équité en vue d'évaluer un projet ou programme donné.²⁰

¹⁸ Moser, Caroline O. N., *Gender planning and development: theory, practice and training*. Published by Routledge. London, 1993, p 58

¹⁹ *Ibid.*, p 62

²⁰ Bisillat Jeanne, *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, Ed. Karthala. Paris, 2003, p.3

Au plan politique, la majorité des agences de développement sont hostiles aux programmes d'équité car leur objectif est de répondre aux besoins pratiques de genre ainsi qu'aux besoins stratégiques de genre, dont le succès dépend d'une nouvelle redistribution du pouvoir dans la société. Tandis que pour ces agences, les programmes issus de l'approche d'équité encouragent des actions qui peuvent interférer avec les traditions des pays. D'ailleurs, les femmes du Tiers-Monde ont rejetées l'approche équité, au cours de la Conférence de l'année internationale de la femme en 1975, en affirmant qu'elle n'était pas adaptée aux besoins des femmes des PED qui cherchent et avant tout à satisfaire leurs besoins fondamentaux (nourriture, accès à l'eau etc.) avant de pouvoir aborder la question des droits et de l'égalité.

L'approche anti-pauvreté²¹

Élaborée au cours des années 70, l'approche anti-pauvreté désigne la pauvreté comme le principal facteur qui exacerbe les inégalités économiques entre femmes et hommes. Cette approche repose sur la présomption que la lutte contre la pauvreté et une croissance économique équilibrée passent par l'augmentation de la productivité des femmes issues des ménages à faible revenu. La pauvreté féminine est perçue comme une conséquence du sous-développement plutôt que de la subordination des femmes. Le postulat sous-jacent à cette approche est que la pauvreté féminine et les inégalités entre les sexes sont une conséquence de l'accès restreint des femmes à la propriété privée de la terre et du capital et de la discrimination sexuelle sur le marché du travail. C'est pourquoi l'approche anti-pauvreté cherche à augmenter les opportunités d'emploi et les activités génératrices de revenus pour les femmes démunies par le biais d'un meilleur accès aux ressources de production.

Cette approche reconnaît le rôle de production des femmes par le biais de projets de petites envergures et générateurs de revenus. Ainsi les projets de l'approche anti-pauvreté qui ont pour objectif la hausse des revenus sont susceptibles de répondre à un besoin pratique de genre en procurant des emplois aux femmes. Toutefois si l'accès à un emploi n'amène pas à une plus grande autonomie des femmes cela ne répondra pas

²¹ *Ibid.*, p 66

aux besoins stratégiques de genre. Ceci constitue la différence essentielle entre l'approche de l'équité et l'approche anti-pauvreté. Un autre inconvénient de l'approche anti-pauvreté est qu'elle ignore le rôle de reproduction des femmes et ne cible que le rôle de production, ce qui a pour résultat de nier le triple fardeau des femmes. En d'autres termes, si un projet générateur de revenu ne soulage pas les femmes de leurs tâches domestiques et des activités liées aux soins des enfants (en mettant en place un système de garderies publiques par exemple) ce projet pourrait ne pas répondre au besoin pratique de genre de recevoir un revenu.

L'approche efficacité²²

L'approche efficacité a été largement utilisée depuis la crise de la dette des années 1980. Plus précisément, l'approche efficacité est devenue populaire à partir du milieu des années 1970 soit au moment où l'économie mondiale était en récession. Afin de pallier à cette situation, les institutions financières internationales ont imposé des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) (voir section 1.2.2) aux pays receveurs de l'aide au développement. Les deux objectifs principaux des PAS étant l'efficacité et la productivité, l'approche efficacité a dès lors été la plus populaire des approches politiques pour les femmes, notamment auprès des organisations internationales. Toutefois les conditionnalités imposées aux pays par le FMI et la Banque Mondiale par le biais des PAS, ont entraîné une diminution des investissements dans les ressources humaines ce qui a eu pour conséquence une réduction des niveaux de revenus, des coupures importantes dans les dépenses des gouvernements dans les programmes sociaux notamment en matière d'éducation et de santé et une baisse des subventions alimentaires. Ces coupures ont particulièrement affectés les besoins pratiques de genre. Le but de cette approche est de rendre le processus de développement plus efficace, grâce à la contribution économique des femmes. On cherche ici à répondre aux besoins pratiques de genre tout en s'appuyant sur le triple rôle des femmes. En effet, les femmes sont principalement perçues comme un moyen de contrebalancer la détérioration des services sociaux en étirant leur journée de travail. Ainsi, l'approche efficacité dépend fortement de l'élasticité du temps de travail des femmes autant dans

²² *Ibid.*, p 69

leur rôle de reproduction qu'au niveau de leur travail au sein de la communauté. Dans la majorité des cas, cette approche n'arrive pas à répondre aux besoins stratégiques de genre d'autant plus qu'elle présuppose une réduction des ressources allouées, aussi le nombre de besoins pratiques de genre atteints diminue également.

L'approche du renforcement du pouvoir²³ (« *The Empowerment Approach* »)²⁴

Cette approche est la plus récente. Elle a été élaborée en grande partie par les féministes issues des PED, contrairement à l'approche bien-être qui émanait des féministes occidentales.²⁵ Elle s'inspire du modèle de développement GED et a pour but de renforcer le pouvoir et l'autonomie des femmes en les amenant à être plus indépendantes. La subordination des femmes est perçue comme un problème lié aux rapports avec les hommes, mais également comme une conséquence de l'oppression coloniale et néocoloniale. Cette approche reconnaît le triple rôle des femmes et cherche à répondre aux besoins stratégiques de genre. L'approche du renforcement du pouvoir affirme que la famille est à l'origine de la subordination des femmes. De plus elle met l'accent sur le fait que les femmes vivent de façon différente l'oppression selon leur ethnie, leur classe, l'histoire coloniale et leur position actuelle dans l'ordre économique international. Afin de pallier à leur position de subordination, les femmes sont donc invitées à défier les structures et situations oppressantes de façon simultanée et à différents niveaux. Le concept de « renforcement du pouvoir » a été créé en vue de mettre en place une conception nouvelle du développement qui prend en compte autant

²³ Nira Yuval-Davis, « Women, empowerment and coalition politics ». In *Gender, Ethnicity and political ideologies*, Ed. By Nickie Charles and Helen Hintjens, Routledge, London and New York, 1998, p.173

Définition: L'« *empowerment* » ou le renforcement du pouvoir, est un processus par le biais duquel des personnes opprimées reprennent le contrôle sur leur vie en prenant part, en compagnie d'autres personnes, au développement d'activités et de structures qui favorisent une implication plus importante des personnes dans des domaines qui les touchent directement. Le renforcement du pouvoir vise à assurer une plus grande maîtrise des sources du pouvoir et à permettre aux individus de s'affranchir de la subordination et de l'oppression de façon à reprendre le pouvoir sur leur propre vie et dans le même temps de participer au changement social.

²⁴ Moser Caroline O. N., *Gender planning and development: theory, practice and training*. Published by Routledge. London, 1993, p74

²⁵ Bisillat Jeanne, *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, Ed. Karthala, Paris, 2003, p 4

les intérêts et les besoins stratégiques que les intérêts et les besoins pratiques des femmes.²⁶

L'approche du renforcement du pouvoir remet en question certains postulats des approches précédentes notamment ceux ayant trait à la relation entre « pouvoir » et « développement ». Elle reconnaît l'importance d'accroître le pouvoir des femmes grâce à la redistribution du pouvoir aussi bien à l'intérieur des sociétés qu'entre elles. Le renforcement du pouvoir des femmes est vu comme une façon d'augmenter la capacité des femmes à compter sur elle-même et sur leur force intérieure. Le renforcement du pouvoir des femmes est donc perçu comme le droit de faire des choix dans la vie et d'influencer son cours grâce au contrôle des ressources matérielles et non matérielles. Cette approche requiert des changements au niveau des structures qui perpétuent la subordination des femmes, ce qui nécessite des modifications au niveau : du code civil, du système du droit à la propriété, du contrôle du corps des femmes, du code du travail et des institutions légales et sociales qui perpétuent le contrôle des hommes et de leurs privilèges. Ces changements sont essentiels à la construction de sociétés justes envers les femmes. Les besoins stratégiques de genre sont similaires à ceux identifiés par l'approche équité, mais l'approche du renforcement du pouvoir se distingue des précédentes par la manière de les atteindre. Les approches anti-pauvreté, équité et du renforcement du pouvoir n'ont pas réussi quant à elles, à s'imposer dans le milieu du développement. Les gouvernements et les agences de développement sont peu enclins à les adopter à cause de la nature de leurs revendications qui défient l'ordre social et politique établi dans certaines sociétés.

Les différentes approches du développement autant que les approches politiques survolées au cours des pages précédentes ont démontré de quelle manière le choix d'un modèle de développement peut influencer sur la vie des femmes. Ainsi dans le but de mieux cerner l'approche genre et développement, qui nous servira de cadre d'analyse, il convient d'expliquer plus en profondeur « l'approche genre » et « l'analyse de genre ».

²⁶ Leon Magdalena, « Le renforcement du pouvoir des femmes et l'importance du rapport entre genre et propriété ». In *Genre, pouvoirs et justice sociale* sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2003

Il est indéniable que le développement a longtemps été perçu comme un « *objectif neutre* » qui servirait au mieux les intérêts de tous les individus sans distinction de sexe ou d'âge. L'utilisation du terme « genre » a pour but de combattre le déterminisme biologique contenu dans le terme « sexe ».²⁷ Avec l'arrivée du concept de genre en tant que grille de lecture et angle d'approche des réalités du développement, les modèles traditionnels de développement ont été remis en question. Les féministes radicales du Sud, en particulier, ont rejeté le modèle de développement occidental de la modernisation qui était basé sur la subordination et l'exploitation de la nature et de la force de travail des femmes.²⁸ Le concept de genre met avant tout l'accent sur la dimension sociale et la dimension relationnelle des rapports entre les sexes.²⁹ Les féministes francophones préfèrent d'ailleurs l'appellation « rapports sociaux de sexe » à celle de « genre ». Ainsi, l'avènement de l'approche genre a suscité des craintes car elle impose des transformations importantes au niveau des relations hommes-femmes. En effet, cette approche considère que les relations de genre se font sous la forme d'une lutte de pouvoir qui amène à négocier continuellement les rôles des hommes et des femmes afin d'arriver à une meilleure répartition du pouvoir entre les sexes et une égalité de fait au sein de la société.³⁰

Depuis l'avènement de l'approche GED, il est de plus en plus fréquent de parler de « *genre mainstreaming* » (ou « intégration transversale de la dimension genre »). L'intégration de la dimension genre consiste à évaluer les impacts différenciés pour les femmes et pour les hommes de toute action projetée, notamment au niveau de la législation, des politiques ou des programmes et ce, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Cette stratégie vise à inclure autant les préoccupations et les besoins des

²⁷ Centre de Recherche pour le Développement International, *Glossaire*, http://www.idrc.ca/fr/ev-42971-201-1-DO_TOPIC.html

²⁸ Charlier Sophie et Hélène Ryckmans, *Les femmes dans la mondialisation*, Forum Mondial des Alternatives, <http://www.mondefemmes.org/publications/femmesdsmondi.pdf>, 2003

²⁹ St-Hilaire Colette, *Du sexe au genre : comment penser la différence des sexes ? : Actes du colloque l'analyse différenciée par le sexe : levier pour l'égalité ? Le développement ? La paix ?* (UQAM, octobre 1997). Relais Femmes, 1997

³⁰ Rathgeber Eva, « WID, WAD, GAD : tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Femmes, féminisme et développement*, sous la dir. de Huguette Dagenais, McGill-Queen's University Press, Montreal, 1994

femmes que ceux des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, programmes et projets dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière à arriver ultimement à une réelle égalité entre les sexes.³¹

Par ailleurs, la lecture de l'organisation sociale à partir de l'analyse de genre montre de quelle manière les rapports sociaux de sexe affectent et sont affectés par les changements dans l'environnement social, culturel et politique. Ainsi, l'analyse de genre permet d'identifier des besoins spécifiques et stratégiques différents pour les femmes et les hommes, qui découlent des rôles sociaux définis pour chaque sexe.³²

A cet égard, Sophie Charlier affirme que « l'analyse de genre remet en cause le modèle de développement basé sur des structures de productions et d'accumulation qui écrasent les individus et ne reconnaissent pas aux femmes une place égale à celle des hommes.³³ »

1.2- Les politiques de la Banque Mondiale

Les nouvelles orientations des politiques de développement de la Banque Mondiale découlent directement de l'avènement de l'approche GED. Cette partie du mémoire traitera essentiellement de l'évolution historique du modèle de développement proposé par la Banque Mondiale, ce qui permettra de mieux appréhender le cadre dans lequel s'insèrent les politiques nationales de réduction de la pauvreté élaborées par le Rwanda.

³¹ Centre de Recherche pour le Développement International, *Glossaire*, http://www.idrc.ca/fr/cv-42971-201-1-DO_TOPIC.html

³² Charlier Sophie et Hélène Ryckmans, *Les femmes dans la mondialisation*. Forum Mondial des Alternatives, <http://www.mondefemmes.org/publications/femmesdsmondi.pdf>, 2003, p 13

³³ *Ibid.*, p 19.

1.2.1 Présentation des politiques et stratégies de développement de la Banque Mondiale relatives au genre : évolution selon une perspective historique.

Historique des politiques « genre » de la Banque Mondiale

La prise en compte des femmes dans les politiques de développement de la Banque Mondiale a débuté en 1977 avec la nomination d'un conseiller en approche « femmes dans le développement » (*WID*). Cette nomination a eu une certaine influence sur les politiques opérationnelles, en ouvrant la voie à la formulation de la politique « OMS 2.20 ». Cette politique nécessite la conception de projets en vue d'augmenter la participation des femmes. Des projets qui incluent des mécanismes ainsi que des incitatifs à tous les niveaux de l'élaboration de chaque projet, avec pour objectif d'hausser les budgets des sous-projets qui bénéficieront également aux femmes. Cette politique suggère également que la prise en compte des femmes ne doit être faite que dans le cadre de projets dans lesquels les femmes représentent un groupe important tant au niveau des participants que des bénéficiaires. De plus, l'OMS 2.20 exige que la Banque Mondiale mette en place des systèmes de contrôle afin de mieux appréhender l'impact des interventions sur les femmes, toutefois, très peu de projets incluent de tels systèmes.³⁴

Puis en 1986, est créée l'unité « Femme dans le Développement ».³⁵ En outre, une directive opérationnelle, élaborée en 1990, recommandait que les problématiques liées aux femmes soient prises en considération au moment de l'élaboration des programmes de réduction de la pauvreté ; ce qui a conduit à la nomination d'une personne ressource sur la question « femme dans le développement » dans chacune des régions où la Banque Mondiale est présente. A ce sujet, bien que ces personnes ressources n'aient que peu de pouvoir, d'autorité et un budget limité, des avancées

³⁴ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990-99*. [http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf), The World Bank, Washington D.C. July 2005. p.26-27 & 37

³⁵ Long Carolyn M., *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington, April, 2003, p. 5-6

notables ont été réalisées principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation.³⁶

Au niveau institutionnel, le terme « genre » a été utilisé dans les politiques de la Banque, à partir du milieu de 1994. Cette année là, la Banque Mondiale a adopté une politique nommée « *Operational Policy 4.20* », sur la question des dimensions de genre dans le processus de développement. Cette politique, qui s'inscrit dans le mandat de réduction de la pauvreté de la Banque Mondiale, recommande aux employés de la Banque de travailler en vue de réduire les disparités de genre et d'augmenter la participation des femmes au développement économique dans les pays clients. La politique « 4.20 » affirme que pour réduire la pauvreté de façon durable, l'aide au développement doit intégrer des interventions différenciées selon le sexe. Enfin, l'OP 4.20 recommande que la Banque Mondiale assiste les pays clients afin qu'ils établissent des systèmes qui leur permettraient de mieux comprendre l'impact différencié selon le sexe de son aide au développement, pourtant il semblerait que cette préoccupation ne soit pas prise en compte de façon adéquate.³⁷ Cette nouvelle approche a marqué une rupture avec l'approche WID qui était alors fréquemment utilisée. Par ailleurs, en 1996, un groupe consultatif sur la question du genre a été mis sur pied. Ce groupe composé d'ONG, d'experts en genre et d'organisations politiques, avait pour mission d'assister la Banque dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique en matière de genre et de promouvoir le dialogue entre la Banque Mondiale et la société civile sur ce sujet.³⁸

En 1997, la Banque Mondiale a apporté des modifications à son mode de fonctionnement de façon à faciliter l'intégration du genre dans l'aide apportée à ses pays clients. Ainsi, la Banque Mondiale a établi en 1998 quatre réseaux thématiques, dont le « *Poverty Reduction and Economic Management* » (PREM) qui inclut un Conseil en Genre et Développement nommé « *GAD Board* » (*Gender and Development*

³⁶ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990-99*. [http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf), The World Bank, Washington D.C, July 2005, p.2-3

³⁷ *Ibid.*, p. 37

³⁸ *Ibid.*, p.2-3

Board). Ce conseil a la responsabilité de favoriser l'intégration transversale du genre à tous les niveaux de la Banque. En incluant le « *GAD Board* » dans le réseau PREM on augmente son impact par rapport à ses prédécesseurs, telle que l'unité WID créée en 1986, mais cela limite toutefois son champ d'action à un secteur particulier et lui ôte par là, la possibilité d'influencer les autres réseaux de la Banque. Son action est également limitée par le fait qu'il ne peut agir directement sur les projets eux-mêmes et doit obligatoirement passer par le biais des directeurs attitrés aux différents pays. Cette absence de pouvoir réel peut amener à marginaliser le « *GAD Board* » de la même façon que l'a été l'unité WID avant lui.³⁹

La Banque Mondiale a voulu démontrer sa volonté d'atteindre et de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes par le biais de trois actions entreprises entre 2001 et 2003. Tout d'abord, mentionnons la publication en 2001 d'une évaluation critique des efforts de la Banque Mondiale en matière d'intégration et de promotion du genre, entreprise par l'OED (*Operations Evaluation Department*), une entité interne mais autonome de la Banque. Ensuite, la Banque a publié un imposant rapport d'évaluation des politiques qui recense l'étendue des discriminations basées sur le genre et établit une stratégie en trois parties pour promouvoir le genre, à savoir : réformer les institutions en vue de garantir une égalité des droits et des opportunités aux femmes et aux hommes ; stimuler le développement économique afin d'encourager les incitations destinées aux agents économiques, favoriser l'égalité au niveau de l'accès aux ressources et de la participation ; enfin, l'adoption par la Banque d'une nouvelle stratégie d'intégration transversale du genre qui implique la prise en compte du genre par les pays clients et l'élaboration de politiques sensibles au genre dans des secteurs clés de lutte contre la pauvreté et de promotion de la croissance économique.⁴⁰

Cependant, l'existence de différentes politiques ayant pour finalité l'amélioration de la place des femmes dans les PED, a semé la confusion au sein du personnel de la Banque car certains éléments se contredisent d'une politique à l'autre. Parmi les contradictions

³⁹ Ibid., p 33

⁴⁰ Long Carolyn M., *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington, April, 2003

constatées, on retrouve : les conditions d'implantation et du choix des pays touchés par ses mesures; le choix des secteurs du développement : certains documents ciblent des secteurs spécifiques du développement pour intégrer le genre, tandis que d'autres restent vagues et ne se prononcent pas à ce sujet ; enfin, on retrouve une politique recommandant d'appliquer l'analyse de genre à tous les projets, tandis qu'une autre établit que cela n'est nécessaire que pour les projets où les femmes forment un groupe important parmi les bénéficiaires.⁴¹

Les obstacles à la mise en œuvre de la politique de genre

Au cours des dernières années, le « genre » est devenu de plus en plus visible dans le travail de la Banque Mondiale et ce à tous les paliers de décisions. Mais ce concept n'est pas intégré de façon systématique dans les opérations d'assistance aux pays clients menées par cette institution. Trois éléments font obstacle à une mise en œuvre effective de la politique de genre de la Banque Mondiale :

- *L'imputabilité institutionnelle dans la mise en œuvre de la politique*⁴² : des mesures doivent être prises afin de s'assurer que la politique de genre soit intégrée à toutes les étapes du processus de préparation de l'assistance aux pays clients.

- *Suivi et autoévaluation relativement à la mise en œuvre de la politique*⁴³ : l'absence d'un système permettant de mesurer l'étendue de l'intégration du genre limite la compréhension de la Banque Mondiale ainsi que son évaluation de l'impact différentiel selon le sexe et ce, tant au niveau des projets que des pays.

- *Instructions clairement définies*⁴⁴ : pour assurer la mise en œuvre optimale d'une stratégie donnée, il est nécessaire que les objectifs des politiques soient clairement

⁴¹ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990–99*, [http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf), The World Bank. Washington D.C. July 2005, p.2-3

⁴² Traduction libre de la version anglaise du texte de la Banque Mondiale

⁴³ *Idem*

⁴⁴ *Idem*

énoncés et que des formations soient dispensées au personnel. En d'autres termes, il a été constaté que la politique de genre de la Banque Mondiale est interprétée de multiples façons par les employés de la Banque, du fait que les éléments constitutifs de cette politique sont éparpillés à l'intérieur de plusieurs documents distincts.⁴⁵

Par ailleurs, la Banque Mondiale cherche à rehausser le statut des femmes en accroissant leur participation sociale et économique au processus de développement. Les femmes sont désormais perçues comme des agents prenant activement part aux changements qui les affectent, plutôt que de jouer le rôle de bénéficiaires passives subissant des paradigmes non adaptés aux réalités des différentes communautés car imposés par des agents externes. Le contexte institutionnel du pays est primordial pour les interventions de la Banque Mondiale en matière de genre. En effet, les inégalités de genre de même que l'application des réformes nécessaires varient selon le pays. Il est donc important de renforcer la structure et la capacité institutionnelle des pays qui désirent intégrer le genre de façon transversale dans tous les secteurs. La politique de genre de la Banque Mondiale n'est pertinente que si elle peut être adaptée aux différents contextes institutionnels, culturels et au cadre de la réglementation des pays clients.⁴⁶

L'évaluation conduite en 2005 de la politique de genre de la Banque Mondiale, par le département d'évaluation des opérations a établi que les résultats sont meilleurs lorsque le genre fait partie intégrante de la stratégie de développement établie entre la Banque Mondiale et le pays bénéficiaire ou lorsque les pays clients élaborent des stratégies pour les femmes. De même, l'appropriation du projet par le pays client est primordiale. Cette évaluation a établi que le genre a été intégré de façon plus efficiente tant au niveau de l'élaboration que de la mise en œuvre des stratégies d'aide au développement de la Banque Mondiale depuis l'adoption de la politique de genre en 1994. L'aide de la Banque Mondiale était destinée aux problématiques des femmes et du genre dans la

⁴⁵ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990–99*, [http://web18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://web18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf), The World Bank, Washington D.C., July 2005, p. XIII

⁴⁶ Long Carolyn M.. *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington. April. 2003, p 15

sphère du développement, particulièrement dans les pays où il existe des inégalités de genre au niveau du taux de scolarisation et dans lesquels la santé des femmes demeure à un niveau bas. Étant donné que cette institution ne s'est pas préoccupée d'accroître également la participation économique des femmes ou encore de renforcer le cadre institutionnel de l'approche genre, l'aide apportée aux pays n'a pas atteint l'efficacité escomptée.⁴⁷

Par ailleurs, des rapports publiés par la Banque Mondiale indiquent que les projets subventionnés par l'institution prenaient en considération les problématiques de genre dans une proportion de 10% en 1985 alors que ce seuil atteignait 40% en 2000.⁴⁸ Avec le temps, les recherches et les expériences sur le terrain ont démontrées que l'égalité entre les hommes et les femmes est primordiale pour assurer l'efficacité du processus de développement. En effet, si elles ne sont pas prises en compte, les inégalités de genre minent les politiques et les programmes les mieux conçus. Ainsi, afin de garantir la croissance et la prospérité des pays, toutes les ressources humaines doivent être optimisées. En 1990, la Banque Mondiale a annoncé que son objectif principal serait la réduction de la pauvreté. Toutefois, étant donné que l'objectif premier de son assistance financière a depuis toujours été la croissance économique, la Banque a éprouvée d'importantes difficultés au moment où elle a tenté de rediriger son énergie vers la lutte contre la pauvreté.⁴⁹

1.2.2 Introduction aux modalités des SRP de la Banque Mondiale

Au début des années 80, la Banque Mondiale a imposé l'adoption de programmes d'ajustements structurels (PAS) à ses pays clients, dont l'objectif était de rétablir la

⁴⁷ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990–99*. [http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf), The World Bank. Washington D.C, July 2005, p. 24 & 52-57

⁴⁸ Long Carolyn M.. *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington. April. 2003. p. IV-5

⁴⁹ *Idem*

croissance par le biais de diverses mesures économiques et budgétaires (diminution des dépenses publiques, réformes institutionnelles, transfert des ressources entre les secteurs etc). Toutefois pour Gisèle Simard, chercheuse au Centre de recherches en développement international, le coût social des PAS est très élevé sans pour autant avoir un impact positif sur la répartition des richesses dans le monde. À titre d'exemple, l'obligation de diminuer les dépenses publiques pénalise les populations pauvres et vulnérables, principalement les femmes et les enfants, car il a été constaté une baisse importante des dépenses dans les sphères de la santé et de l'éducation dans les PED ayant appliqués les PAS.⁵⁰

Les profonds changements structurels et institutionnels imposés par les PAS augmentent les difficultés économiques des populations des PED. Étant donné que la Banque Mondiale impose une diminution des dépenses gouvernementales dans les services sociaux et en parallèle l'adoption d'une politique de privatisation, ce qui a pour conséquence une hausse des coûts des services et des produits (services de santé, produits alimentaires, transports, éducation etc). Les organisations de la société civile dans les pays du Sud se sont mobilisées depuis de nombreuses années afin de pallier à cette situation en proposant des pistes de solution alternatives qui amélioreront réellement et de façon durable la vie des populations vulnérables.

Les femmes des communautés du Sud, par leur vie et par leur lutte pour soutenir et reproduire la vie de leurs familles et de leurs communautés, montrent qu'il existe d'autres paradigmes de développement – des paradigmes qui parlent du développement social comme d'un développement humain et du bien-être.⁵¹

Le changement d'objectifs de la stratégie de développement de la Banque Mondiale qui est passée des PAS aux SRP, n'a toutefois pas mis de côté l'idée de conditionnalité dans les prêts octroyés à ses pays clients. En effet, depuis 1999, l'accès des pays les

⁵⁰ Simard Gisèle. « PAS. PASEC. PASAGE L'ajustement structurel en Afrique : des espaces de pouvoir à découvrir et à occuper ». In *L'égalité devant soi sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie France Labrecque. Ottawa. Centre de recherches pour le Développement International. 1994, p. 111-112 & 119

⁵¹ Bene E. Madunagu. « Programme d'action des femmes pour la justice entre hommes et femmes les expériences des femmes africaines ». In *Genre, Mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo. Ed. l'Harmattan, 2002, p. 174

plus endettés aux programmes d'allégement de leur dette est conditionnel à l'adoption d'une SRP qui exige l'introduction de réformes institutionnelles en vue de favoriser une bonne gouvernance, ainsi que des réformes sociales et macroéconomiques précises. Les bailleurs de fonds internationaux affirment que ces exigences ont pour objectif d'assurer une meilleure utilisation des fonds prêtés.⁵²

Ainsi, après une décennie de vains efforts en vue d'imposer un nouvel axe d'aide au développement, la Banque Mondiale a prescrit en 1999 l'élaboration de DSRP comme préalable à l'obtention de prêts par les pays. Dès lors, les DSRP sont devenus des plans d'envergure nationale, appuyés par un budget important pour leur mise en œuvre. Ce nouveau modèle de développement intégré, proposé par la Banque Mondiale se caractérise par un partenariat plus étroit entre les bailleurs de fonds et les PED de même qu'une prise en charge locale du développement par les pays receveurs, une coordination accrue entre les donateurs, une approche axée sur les résultats et finalement, une plus grande cohérence dans les politiques des différents bailleurs de fonds. Toute la stratégie actuelle de développement de la Banque Mondiale repose sur une définition spécifique de la notion de « pauvreté »⁵³. De même, pour cette institution l'objectif des SRP est de ⁵⁴ :

Renforcer l'appropriation des stratégies de développement et de réduction de la pauvreté par les pays, d'élargir la représentation civile en incluant les pauvres eux-mêmes dans l'élaboration de ces stratégies, d'améliorer la coordination entre partenaires du développement et concentrer les ressources de la communauté internationale sur l'obtention de résultats dans la réduction de la pauvreté.⁵⁵

⁵² Campbell Bonnie. *Qu'allons-nous faire des pauvres ? Réformes institutionnelles et espaces politiques, ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres*. Ed. l'Harmattan, 2005, p15-19.

⁵³ **Définition** : Pour la Banque Mondiale la pauvreté correspond à l'incapacité d'atteindre un niveau de vie minimum mesuré à partir de deux indices : le revenu et la satisfaction des besoins fondamentaux. Cette définition s'inscrit dans une approche monétaire où la pauvreté est appréhendée comme un déficit par rapport à un certain nombre d'indicateurs socio-économiques.

⁵⁴ Operationalizing Pro-Poor Growth Research Program. Pro-poor Growth in the 1990's: "Lessons and insights from 14 countries. The World Bank. Ed. by Communications Development Incorporated, Washington, DC, 2005. p. 116

⁵⁵ Banque mondiale. *Partenaires dans la transformation du développement: nouvelles perspectives de l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté maîtrisées par les pays*, mars 2000, p.3

La mise en œuvre et le développement des stratégies de réduction de la pauvreté reposent sur six principes qui déterminent que ces stratégies doivent être :

- gérées et développées par les autorités de chaque pays client en collaboration avec la société civile et le secteur privé à chaque étape opérationnelle ;
- orientées vers les résultats et doivent bénéficier aux personnes à faible revenu ;
- reconnaître le caractère multidimensionnel de la pauvreté ;
- traitées de façon prioritaire afin que la mise en œuvre soit possible sur les plans financier et institutionnel ;
- orientées vers le développement de partenariat, impliquer une participation concertée des acteurs du développement (bilatéral, multilatéral et non-gouvernemental) ;
- basées sur une perspective de long-terme pour la réduction de la pauvreté.⁵⁶

La Banque Mondiale et ses pays clients placent actuellement la réduction de la pauvreté à l'avant plan de leurs priorités. Il est évident que les inégalités entre les sexes ont des coûts sociaux et individuels importants principalement pour les filles et les femmes, mais également pour la société dans son ensemble. Le constat est que les femmes ne pourront pas bénéficier du développement économique, autant que les hommes, tant que des inégalités subsistent au niveau de l'accès aux ressources et de leur contrôle, ainsi qu'au niveau des droits et des privilèges tels que définis pas la loi et les coutumes du pays.⁵⁷

En vue d'atteindre son objectif de réduction de la pauvreté, notamment celle des femmes, la Banque Mondiale a mis en place des programmes qui s'inspirent des directives pour les DSRP. Toutefois, bien que le discours de la Banque Mondiale semble s'être renouvelé, les paradigmes, eux, sont toujours les mêmes : la Banque Mondiale perpétue un raisonnement prônant l'augmentation des revenus afin de lutter contre la pauvreté, mais qui encourage en parallèle une hausse des coûts des services

⁵⁶ Long Carolyn M., *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington, April, 2003, p. 2-3

⁵⁷ The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990-99*, [http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoctlib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoctlib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf). The World Bank, Washington D.C. July 2005, p. XII

essentiels (eau, électricité, santé et scolarité). Ce modèle de développement poursuivi par la Banque Mondiale a pour conséquence de favoriser l'augmentation de la dette des ménages en vue de la satisfaction de leurs besoins de base.

La croissance économique ne résout pas en soi la pauvreté. Au contraire, elle peut même l'accroître. La croissance économique n'est pas une fin en soi. Les politiques économiques doivent être vues comme un moyen d'éradiquer la pauvreté et doivent promouvoir la redistribution équitable des revenus et l'accès accru sur les ressources à travers la justice et l'égalité.⁵⁸

Dans un rapport publié en 2003, intitulé «*Genre et développement économique : vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*», la Banque Mondiale a développé une stratégie en trois parties qui fait la promotion d'une réelle égalité entre les sexes en vue d'atteindre un niveau de développement optimal. Cette stratégie vise à garantir : des droits égaux aux hommes et aux femmes et des opportunités économiques égales pour tous et toutes; favoriser le développement économique en encourageant la participation de la population dans son ensemble et en veillant à un partage juste et équitable des ressources; prendre des mesures efficaces pour supprimer les inégalités de genre au niveau de l'accès et du contrôle des ressources. Ainsi, la Banque Mondiale défend l'idée que bien que le développement économique soit un levier qui favorise l'égalité des sexes, la croissance économique ne suffit pas à elle seule pour garantir une égalité réelle entre les femmes et les hommes. En effet, le développement économique doit être encouragé parallèlement à d'autres réformes sur les plans institutionnel, social et judiciaire.⁵⁹

Pour l'auteur Francine Mestrum, les SRP accordent une place « privilégiée » aux femmes pauvres alors qu'en parallèle on constate une érosion du rôle de l'État notamment dans le domaine social imposé par les mesures de « bonne gouvernance ». Il en résulte que ce sont les femmes qui occupent cet espace laissé vide par le retrait de l'État en fournissant des services sociaux à leur communauté. De plus, étant donné que

⁵⁸ Charlier Sophie et Hélène Ryckmans, *Les femmes dans la mondialisation*, Forum Mondial des Alternatives, <http://www.monde-femmes.org/publications/femmesdsmondi.pdf>, 2003, p8 & 22

⁵⁹ Banque Mondiale, *Genre et développement économique vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*, www.worldbank.org, 2003, p 237

les SRP mettent en place des mesures pour permettre aux femmes d'accéder à des activités génératrices de revenus, les femmes voient leurs tâches s'alourdir de part le triple rôle de production, de reproduction et de gestion de la communauté (voir section 1.3.2). Cet auteur critique sévèrement le fait que les bailleurs de fonds internationaux se basent sur une définition de la pauvreté d'un point de vue strictement économique, sans prendre en considération les impacts différenciés selon le sexe des mesures imposées aux États.

En assimilant la pauvreté essentiellement aux femmes et en mettant l'accent sur les dimensions non monétaires de la pauvreté, les organisations internationales parviennent à mettre en perspective une lutte efficace et peu onéreuse contre la pauvreté, tout en consolidant leur discours sur l'égalité entre hommes et femmes. Mais pour les femmes pauvres cette égalité est conditionnée par sa *fonctionnalité au service de l'intérêt commun* de l'humanité toute entière.⁶⁰

1.3 - La planification selon le genre

Après avoir exposé les fondements théoriques relatifs au développement pertinents pour cette étude, cette sous-partie sera consacrée à l'étude du cadre méthodologique qui sera utilisé pour ce mémoire.

1.3.1 Historique de la « planification selon le genre »⁶¹ (ou *gender planning*) : objet, but, bénéficiaires.

Après avoir consulté divers ouvrages sur le sujet étudié, il s'est avéré important d'identifier le rôle des femmes dans les stratégies de lutte contre la pauvreté de même

⁶⁰ Mestrum Francine, « De l'utilité des femmes pauvres dans le nouvel ordre mondial ». In *Regards de femmes sur la globalisation approches critiques*, sous la dir. de Jeanne Bisillat. Ed. Karthala. Paris. 2002. p. 71

⁶¹ Traduction libre

que leur degré de participation au développement des pays dont elles sont issues et les impacts de cette participation sur leurs conditions de vie. Pour ce faire, nous nous baserons sur la grille d'analyse du «*gender planning*» ou planification selon le genre qui est l'un des modèles permettant de mettre en œuvre l'approche «genre et développement» dans les politiques, programmes et projets de développement.

Parmi les auteurs ayant écrit sur ce sujet, nous avons retenu Caroline Moser dont le livre *Gender planning and development* ⁶² apporte un cadre théorique pertinent relativement à l'intégration de l'approche genre au sein des modèles de développement. Ce livre expose d'une part, comment la planification selon le genre s'est développée pour devenir un type de planification pour le développement à part entière et d'autre part, il définit une méthodologie précise (voir la section 1.2.3) qui permet une intégration efficace du genre dans les projets de développement.

Pour Moser, les concepts de « femme » et de « genre » étaient auparavant intégrés dans des modèles de planification pour le développement déjà existants, mais sans que des changements substantiels ne soient apportés aux paradigmes sur lesquels ils se basent. Moser s'est interrogée sur la capacité des modèles de développement existants et des cadres institutionnels dans lesquels ils s'inscrivent, à incorporer la problématique du genre de façon appropriée. De ce fait, Moser a évalué la nécessité d'élaborer un modèle de développement adapté spécifiquement aux problématiques de genre. La planification selon le genre est donc le fruit de réflexions qui ont démontré le besoin de développer un modèle de développement à part entière qui aurait pour principal objectif l'émancipation des femmes et l'affranchissement de leur position de subordination. Le but ultime de la planification selon le genre est d'arriver à une réelle égalité entre les femmes et les hommes, d'atteindre l'équité et de renforcer le pouvoir des femmes et ce, en répondant adéquatement aux besoins stratégiques et pratiques de genre. Le but de la planification selon le genre est de proposer un nouveau cadre de planification qui favorise l'émancipation des femmes, par le biais de stratégies qui contestent les rôles

⁶² Moser Caroline. *Gender planning and development: theory, practice and training*. published by Routledge.. London, 1993, 285p

sociaux et les relations interpersonnelles perpétuant l'oppression et la subordination des femmes. En outre, la planification selon le genre n'a pas été conçue uniquement en opposition à des modèles de planification inadaptés, mais également en réponse aux mouvements sociaux et politiques de femmes qui luttent pour l'émancipation. Ainsi, le but de la planification selon le genre est d'offrir des moyens concrets afin de mettre en œuvre ces volontés politiques et de faire en sorte qu'elles soient institutionnalisées dans la pratique de la planification. Cependant, pour Moser, bien que le genre soit de plus en plus pris en compte dans les politiques de développement, les résultats et les efforts sur le terrain sont quant à eux, peu concluants.⁶³

1.3.2 La nécessité d'avoir une planification selon le genre

Ainsi, le cadre d'analyse proposé par le *gender planning* est intéressant eut égard au sujet étudié car il permet d'appréhender l'intégration du genre à différents niveaux, à savoir tant au niveau des politiques nationales qu'au niveau des projets et programmes mis en œuvre. Ainsi, ce cadre d'analyse permet d'évaluer l'ampleur de l'intégration de la dimension genre dans les DSRP en apportant un jugement critique.

De plus, la planification selon le genre est également utile pour redéfinir des concepts fréquemment utilisés par les spécialistes du développement et sur lesquels ils se basent pour élaborer des modèles de développement. En effet, plusieurs de ces concepts sont inadaptés aux réalités des pays en développement, car ils ont été élaborés à partir de l'analyse de données provenant de pays occidentaux, ce qui rend impossible leur généralisation et leur transposition dans les PED. Moser a identifié trois de ces concepts couramment utilisés par les théoriciens occidentaux du développement. Le premier est que la famille est un noyau composé des deux époux et de deux ou trois enfants. Le second, souvent adopté par les planificateurs macro-économique qui travaillent sur des problématiques liées au développement rural, est que les membres adultes au sein de la famille (la famille est ici une unité socio-économique) ont le même pouvoir de

⁶³ *Ibid.*, p 83-86

décision, ainsi qu'un contrôle égal sur les ressources lorsqu'il s'agit de sujets qui influencent leur mode de vie. Le dernier concept est qu'au sein d'une famille, il existe une division sexuelle du travail clairement défini et qui suppose que l'homme joue le rôle de gagne-pain (*bread-winner*) tandis que la femme prend en charge le travail domestique et le bien-être des enfants.⁶⁴

Afin de mieux appréhender les concepts expliqués précédemment, il convient de les exposer de façon plus détaillée. En ce qui concerne le premier, la catégorisation de la famille selon le modèle occidental amène à falsifier les statistiques et occulter aux femmes le rôle de chef de famille alors qu'elles occupent cette fonction dans 1/3 des cas dans le monde – une proportion qui atteint 50% ou plus dans les zones urbaines en Afrique.⁶⁵ Dans le même ordre d'idées, il est faux d'assumer que les ménages dont le chef de famille est une femme sont forcément plus pauvres que ceux avec des hommes à leur tête. Le second concept, qui devrait être analysé selon une perspective de genre par les planificateurs, est que le pouvoir de prise de décision est réparti de façon égale entre les individus qui composent la cellule familiale. En effet, des études empiriques ont démontré que la prise de décision, les modalités de gestion et de distribution des ressources à l'intérieur de la cellule familiale varient selon le ménage et la nature du contrat conjugal. D'ailleurs, selon Moser, les décideurs ont compris que les discriminations basées sur le genre, notamment au niveau de l'accès aux prestations sociales et aux ressources de production à l'intérieur des ménages, restreignent la capacité des femmes à développer des activités génératrices de revenus. Ainsi, l'accroissement du revenu des femmes, par le biais de l'accès au travail rémunéré, est désormais perçu comme essentiel car il permet de réduire les inégalités au sein du ménage et d'augmenter le contrôle des femmes sur les ressources. Dans le même cadre d'idées, les économistes féministes affirment que le revenu ne suffit pas à lui seul à produire les changements essentiels à l'amélioration des conditions de vie des femmes. Elles établissent que la confiance en soi joue un rôle important dans la capacité des femmes à être plus mobilisées et à s'affirmer dans la vie publique. Enfin, parmi les trois

⁶⁴ *Ibid.*, p15

⁶⁵ *Ibid.*, p16-28

préjugés les plus communs dans la planification pour le développement, le troisième est le plus problématique. Il concerne la division sexuelle du travail à l'intérieur de la cellule familiale, notamment le problème du triple rôle des femmes. Ainsi, dans la nouvelle tradition de planification selon le genre, la problématique du triple rôle des femmes est liée aux notions de pouvoir et d'oppression qui sont articulées dans le contexte des rapports entre les hommes et les femmes, en termes de subordination des femmes envers les hommes. Plus précisément les trois rôles des femmes sont : le travail de reproduction, le travail de production, la gestion de la communauté (celle-ci fait référence au travail bénévole des femmes au sein de la communauté au niveau de l'éducation des enfants, l'approvisionnement en eau, les soins de santé etc.). D'ailleurs on estime que les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non-gouvernementales ont contribué à renforcer la division sexuelle du travail au sein des communautés par le biais de projets qui s'appuyaient sur le travail bénévole des femmes et en contrepartie offraient des emplois rémunérés aux hommes de la communauté.⁶⁶ En somme, la prise en compte des problématiques citées précédemment est importante au moment de l'élaboration de projets afin qu'ils soient mieux adaptés aux besoins des populations auxquels ils sont destinés.

L'auteur et chercheuse Naila Kabeer remet en cause en partie le schéma du triple rôle des femmes proposé par Moser. Dans une étude publiée en 1994, elle affirme qu'il ne faut pas s'attarder uniquement à ce que font les femmes, ce serait plutôt la manière dont elles le font (soit dans quel contexte institutionnel et dans le cadre de quelles relations sociales) qui devrait influencer le processus de planification. En effet, à titre d'exemple le rôle de reproduction des femmes a des impacts différents en terme de contrôle et d'accès aux ressources dépendamment s'il est fait dans le cadre familial (travail non rémunéré) ou dans le cadre d'un emploi au sein de la communauté. De plus, étant donné que le schéma de Moser sur le triple rôle des femmes met davantage l'emphasis sur les relations sociales uniquement en lien avec les rôles au sein de la communauté, il ne prend pas en compte la manière dont les relations de pouvoir et d'autorité opèrent à l'intérieur des foyers ou encore dans des contextes institutionnels. Kabeer estime que

⁶⁶ *Idem*

le pouvoir de décision des femmes dans le foyer et dans la communauté est renforcé par leur participation dans des réseaux sociaux situés à l'extérieur de leur foyer. Or ce fait n'est pas mis en évidence dans un schéma qui se préoccupe principalement du rôle joué, plus tôt que des rapports sociaux.⁶⁷

Par ailleurs, il semble intéressant de faire une corrélation entre les trois concepts exposés précédemment et le cas du Rwanda. Relativement au premier concept, il faut tenir compte du génocide de 1994 qui a modifié la composition démographique de ce pays et que désormais 34% des foyers ont une femme comme chef de famille.⁶⁸ En second lieu, en ce qui concerne la répartition et l'accès aux ressources au sein d'une famille, il est à noter que dans son étude préliminaire en vue de dresser un portrait de la pauvreté au pays, le gouvernement rwandais définit, à tort, le ménage comme une unité indivisible dont tous les membres auraient un accès égal aux ressources (voir section 3.1). En effet, les femmes constituent la majeure partie des travailleurs non qualifiés donc elles ont des revenus bas. Quant au taux d'alphabétisation des femmes, il atteint seulement 28% contre 53% pour les hommes, par conséquent il est difficile pour les femmes de s'imposer dans la gestion des ressources du ménage.⁶⁹ Par ailleurs, en l'an 2000, une nouvelle loi sur la propriété foncière a été adoptée au Rwanda en vue d'accorder l'accès à la propriété foncière aux femmes, mais seulement en cas d'héritage, cette loi n'a donc pas réellement renforcé le pouvoir des femmes. Enfin, dans une étude publiée en 2001, Zuckerman estime que dans la majorité des cas, les femmes n'ont pas suffisamment d'influence sur la distribution des ressources que ce soit à l'échelle de la famille, de la communauté ou du pays (voir section 2.3). En ce qui concerne le troisième concept évoqué plus haut, à la suite du génocide 1994 de nombreuses femmes ont été obligées d'accéder au marché du travail pour subvenir aux besoins de leur famille. A cet égard, le gouvernement rwandais a pris des mesures en

⁶⁷ Miller Carol & Shahra Razavi, *Gender analysis alternative paradigms*, Sustainable Development Networking Programme, <http://www.sdn.undp.org/gender/resources/mono6.html>, May 1998

⁶⁸ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*, [http://www.belgium.iom.int/Mida2/mediapress/strategie%20RWANDA\(2\).doc](http://www.belgium.iom.int/Mida2/mediapress/strategie%20RWANDA(2).doc), mai 2005, p.43

⁶⁹ Women's Commission for refugee women and children, *Rebuilding Rwanda: a struggle men cannot do alone*. Delegation report, New York, <http://www.womenscommission.org/pdf/rw.pdf> June 2000. p.8 & 12

vue d'améliorer l'employabilité des femmes, notamment en favorisant l'accès au microcrédit, par des politiques de l'emploi ou encore en favorisant l'accès à des places en garderie. Bien que les femmes soient nombreuses sur le marché du travail, elles sont encore largement en charge des travaux domestiques ainsi que des enfants, ce qui constitue un triple fardeau (voir section 3.1).

1.3.3 Les caractéristiques de la planification de genre et sa méthodologie

Pour le sujet qui nous préoccupe, soit l'intégration transversale de la dimension genre dans le DSRP du Rwanda, nous nous baserons sur la grille d'analyse de la planification selon le genre qui permet de mettre en œuvre l'approche « genre et développement » dans les politiques, programmes et projets de développement. Ce cadre d'analyse va nous permettre d'identifier le rôle des femmes dans les stratégies de réduction de la pauvreté, ainsi que leur degré de participation à la croissance du pays dont elles sont issues et les impacts de cette participation sur leurs conditions de vie.

La planification selon le genre est basée sur différents principes, à savoir : elle est de nature technique et politique; elle présage l'éclosion de conflits au cours du processus de planification; elle implique un processus de transformation; enfin, elle définit le champ d'application de la planification pour le développement comme un lieu de débat. En effet, d'une part, le modèle de planification proposé par Moser remet en question la perception que la méthodologie de la planification puisse adopter un ensemble de procédures techniques qui soient neutres et pouvant être appliquées dans tous les projets. D'ailleurs, son objectif d'émancipation des femmes fait que cette forme de planification a un contenu politique explicite et engagé pour défendre la cause des femmes. D'autre part, la méthodologie privilégiée dans le cadre de la planification de genre est le modèle « *planning as debate* ». Cette méthodologie établit que la planification n'est ni un processus purement technique, ni exclusivement politique mais qu'elle doit combiner les deux. L'argument central de ce modèle est qu'au sein d'une société plurielle qui conjugue une diversité d'intérêts, souvent en conflit, l'action

collective se fait au travers des débats dans un cadre démocratique. Ce modèle de planification fournit des directives utiles pour l'élaboration du processus de planification selon le genre car il vise des changements au niveau des relations entre les groupes au sein de la société (notamment les relations sociales entre hommes et femmes). La méthodologie de la planification doit mettre l'accent sur la planification, autant que sur le processus itératif. Le modèle « *planning as debate* » met avant tout l'accent sur le processus de planification lui-même car le résultat est vu comme ne pouvant être anticipé avec précision. Ce processus est défini ici comme l'ensemble des mécanismes institutionnels et les procédures opérationnelles à travers lesquels les intérêts et les besoins sont convertis en stratégies, politiques, programmes et projets. Étant donné que la planification selon le genre s'intéresse à des processus de transformation qui sont de nature politique et pouvant entraîner des conflits, elle nécessite par conséquent une méthodologie de planification qui s'appuie sur le débat, la négociation et la résolution de conflits.⁷⁰

La planification selon le genre s'inspire des débats entre féministes du Sud et du Nord, notamment sur la question du choix entre l'approche WID et l'approche GED (voir section 1.1.2). Son but est d'affranchir les femmes de leur position de subordination, d'arriver à l'égalité, l'équité et de renforcer leur pouvoir. Pour ce faire, ce modèle de planification vise avant tout à répondre aux besoins stratégiques de genre. Cependant, l'une des principales difficultés rencontrées par la planification selon le genre est au niveau de sa mise en œuvre pratique. Cette difficulté découle du fait que la planification selon le genre a pour but de changer les attitudes des personnes plutôt que de suivre des procédures de planification avec des étapes prédéfinies pour arriver au résultat souhaité. La méthodologie de planification selon le genre définie par Caroline Moser a pour but d'atteindre une intégration effective de la dimension genre dans les projets de développement en vue d'une égalité réelle et durable entre les sexes. Le processus de planification selon le genre s'effectue en trois grandes étapes, à savoir :

⁷⁰ *Ibid.*, p 87-89

1) L'élaboration d'une politique d'égalité des sexes (*gender policy*)- la prise de décision:

Processus de prise de décision politique et sociale relativement à l'allocation de ressources selon les besoins et intérêts de la société, en vue de l'élaboration d'une stratégie politique.

2) La planification selon le genre (*gender planning*):

La planification : processus de mise en œuvre de la politique en vue de l'élaboration d'un plan d'action.

L'organisation de la mise en œuvre: (the organisation of implementation): processus d'action au niveau administratif en vue de finaliser et éditer le plan d'action élaboré, qui est généralement un produit fini.

3) La méthodologie de planification selon le genre (*gender planning methodology*):

Correspond à la méthode détaillée par laquelle le processus est complété.

L'un des postulats de la planification selon le genre est que les femmes et les hommes jouent des rôles distincts au sein de la société, ce qui induit des niveaux différents de contrôle sur les ressources et surtout qu'ils ont souvent des besoins distincts. Ainsi, la planification pour les femmes pauvres des pays en développement, doit être basée sur les besoins et intérêts qu'elles jugent elles-mêmes prioritaires. Au cours des années, le paradigme des intérêts de genre s'est imposé comme un outil de planification pour le développement à part entière. Ainsi, au moment d'identifier quels sont leurs intérêts, il est important de différencier les « intérêts de genre », les « intérêts stratégiques de genre » et les « intérêts pratiques de genre ». La distinction entre intérêts stratégiques et pratiques de genre est significative sur un plan théorique pour l'analyse de genre. Une fois les intérêts identifiés, il est possible de les traduire en besoins de planification ce qui revient à élaborer des mesures pour satisfaire les préoccupations identifiées comme prioritaires par les femmes.⁷¹

⁷¹ Ibid., p37

Par ailleurs, une autre distinction peut être faite au niveau des besoins stratégiques de genre et des besoins pratiques de genre. Cette distinction est essentielle pour la planification selon le genre, car elle permet d'élaborer des outils de planification pour le développement spécifiques aux hommes et aux femmes. Moser propose donc de parler des « besoins de genre » plutôt que des « intérêts de genre ».⁷² Le planificateur est donc tenu d'être prudent au moment d'évaluer la situation des femmes pour en déduire leurs besoins de genre et d'élaborer ensuite des mesures adéquates pour y répondre, car cela n'est qu'une interprétation de la réalité. Les besoins pratiques de genre sont les besoins identifiés par les femmes à l'intérieur du rôle social qui leur est dévolu. Ils ne remettent en cause ni la division sexuelle du travail ni la position subordonnée des femmes au sein de la société. Les besoins pratiques de genre répondent aux besoins matériels des femmes, aux manques pressants qui doivent être satisfaits pour que les femmes puissent survivre et échapper à la pauvreté. Ces besoins sont de nature pratique, ils sont généralement reliés aux conditions de vie telles que la lutte pour le salaire, pour l'emploi, pour le logement, pour la scolarisation des enfants, l'alimentation en eau et les soins médicaux. Les besoins pratiques de genre sont formulés à partir de l'expérience concrète des femmes et par les femmes qui subissent la situation. Quant aux besoins stratégiques de genre, ils sont formulés d'après l'analyse de la subordination des femmes envers les hommes. Suite à cette analyse, des intérêts stratégiques de genre sont identifiés en vue de proposer une nouvelle organisation sociale alternative, plus égalitaire et plus satisfaisante. Cela a trait autant à la nature qu'à la structure des rapports hommes-femmes. Par ailleurs, les besoins stratégiques de genre identifiés dans le cadre de la lutte pour l'affranchissement des femmes, varient selon le contexte culturel et sociopolitique dans lequel ils sont formulés. Les expériences passées ont permis d'établir que la confrontation de la nature des inégalités de genre et de la subordination des femmes n'a été accomplie que lorsque cette revendication a été portée par les organisations féminines. En effet, l'histoire a montré que les interventions étatiques seules, n'ont jamais éliminé les causes profondes des inégalités de genre dans la société. Grâce à cette distinction, la planification de genre et

⁷² Anderson Jeanine, « Intérêts de genre, pouvoirs et justice dans le débat femmes et développement », In *Genre, pouvoirs et justice sociale*, sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke. Ed. l'Harmattan, Suisse. 2003

les politiques de genre peuvent être formulées et les techniques et les outils pour les mettre en œuvre sont explicités.⁷³

La méthodologie de ce mémoire repose essentiellement sur la grille d'analyse de la planification selon le genre, à laquelle sont ajoutés des indicateurs qui permettent d'identifier les résultats concrets de l'intégration du genre dans les DSRP. Ce cadre méthodologique permet d'évaluer le niveau de cette intégration ainsi que le progrès des conditions de vie des femmes au Rwanda.

Les indicateurs d'évaluation retenus pour estimer l'étendue de l'intégration du genre dans le DSRP du Rwanda sont en partie tirés des indicateurs élaborés par le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)⁷⁴ dans son rapport biennal publié en 2000, tandis que le reste des indicateurs ont été choisis parmi ceux privilégiés par Elaine Zuckerman, présidente et fondatrice de l'organisation non gouvernementale Gender Action et qui avait auparavant travaillé à la Banque Mondiale ainsi qu'à la Banque Interaméricaine de développement.⁷⁵

L'analyse du DSRP et des rapports annuels du Rwanda permettra d'évaluer si l'intégration de la dimension genre est transversale. En effet, étant donné que le DSRP couvre de nombreux domaines (social, politique, économique etc.) il a semblé judicieux de les étudier par le biais d'indicateurs choisis et spécifiques à chacun des domaines d'intervention. L'analyse selon les indicateurs permettra ainsi d'évaluer si l'intégration de la dimension genre à l'intérieur des DSRP est superficielle ou en profondeur.

Ainsi, les indicateurs inspirés de l'UNIFEM sont tirés du rapport intitulé *Le progrès des femmes à travers le monde* qui a pour objectif d'évaluer les avancées des conditions de

⁷³ Moser Caroline, *Gender planning and development: theory, practice and training*, published by Routledge, London, 1993, p37

⁷⁴ Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), "*Le progrès des femmes à travers le monde. 2000*", rapport biennal, publié par UNIFEM, juin 2000, 156 p

⁷⁵ Zuckerman Elaine (Gender Action) and Ashley Garrett (IOM), *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs) Address Gender? : A Gender Audit of 2002 PRSPs*, Gender Action publication, www.genderaction.org, 2003

vie des femmes du monde entier dans les domaines du renforcement du pouvoir économique des femmes et de l'égalité des sexes depuis le milieu des années 80. Pour ce faire, les auteurs ont déterminé des critères et outils d'évaluation inspirés notamment des engagements pris par les pays lors des conférences internationales sur les femmes et le développement social qui se sont tenues au cours des années 90, telles que les conférences du Caire en 1994, de Copenhague en 1995 et de Beijing en 1995. Ainsi, en vue de tenter de mesurer le pouvoir d'action des femmes, ce rapport tente avant tout d'évaluer la réduction des obstacles au renforcement du pouvoir d'action des femmes et à l'égalité entre les sexes. Pour ce faire, trois indicateurs globaux ont été choisis, à savoir :

- Le rapport entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons au niveau de l'enseignement secondaire ;
- La part des femmes dans le travail rémunéré dans les activités non-agricoles (dans l'industrie et les services) ;
- La part des femmes dans le nombre de sièges détenus au parlement national.⁷⁶

Par ailleurs, Zuckerman a quant à elle élaboré des indicateurs en vue d'évaluer à quel degré les DSRP de 13 pays choisis, prennent en compte les inégalités entre les sexes. Cette étude identifie d'ailleurs le Rwanda comme un pays modèle au niveau de la prise en compte des différences entre les sexes dans son DSRP. Zuckerman ne se livre toutefois qu'à une analyse globale et superficielle des différents pays étudiés, notamment le Rwanda, en se basant uniquement sur les DSRP de 2002 publiés par 13 pays.

A la différence de l'analyse de Zuckerman, la présente étude tente d'évaluer l'étendue de l'intégration du genre dans les politiques adoptées au fil des années et ce, en se basant sur le DSRP rwandais de 2002 puis sur les rapports annuels d'évaluation du

⁷⁶ Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), *Le progrès des femmes à travers le monde. 2000*, rapport biennal, publié par UNIFEM, juin 2000, p66

DSRP publiés par le Rwanda par la suite. Les indicateurs utilisés par Zuckerman et Garrett sont les suivants :⁷⁷

- Procédure participative et élaboration du CSLP.
- Définition et importance de la pauvreté et de l'inégalité des sexes dans le pays.
- Stratégies économiques
- Stratégies relatives aux capacités humaines
- Stratégies de gouvernance
- Analyse de la situation des femmes

Dans le but de faciliter l'analyse de notre étude de cas, nous avons décidé de nous inspirer de différents indicateurs utilisés par Zuckerman et par l'UNIFEM que nous avons regroupés en catégories spécialement conçues aux fins de notre analyse. Les indicateurs utilisés sont les suivants :

1) Participation au processus d'élaboration des DSRP : Taux de participation des femmes.

2) Renforcement du pouvoir économique des femmes :

- Renforcement du pouvoir d'action économique (indépendance économique et autonomie).
- Adoption par le pays d'une analyse économique sensible à la problématique femme-homme :
 - Prise en compte du travail non rémunéré (la prestation non rémunérée des soins).
 - Prise en compte des critères d'emploi de chaque sexe (temps plein/ partiel/ occasionnel, permanent/précaire, temps de travail, rémunération).
 - Modification des politiques macroéconomiques (problèmes structurels qui sous-tendent la féminisation de la pauvreté).
 - Salaires des femmes par rapport au salaire des hommes.

⁷⁷ Zuckerman Elaine (Gender Action) and Ashley Garrett (IOM), *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs) Address Gender? : A Gender Audit of 2002 PRSPs*, Gender Action publication, www.genderaction.org, 2003, p. 1

- Réformes législatives et administratives pour la parité des droits des femmes aux ressources économiques (ex : accès au crédit, accès à la propriété, accès au contrôle des terres et autres biens).

3) Renforcement des capacités humaines des femmes :

- Évaluation des politiques en matière de : santé ; éducation ; renforcement des droits ; d'accès à un filet de sécurité sociale pour les travailleurs du secteur informel.
- Le taux de scolarisation des filles et celui des garçons dans l'enseignement secondaire.
- La part des femmes dans le travail non-agricole rémunéré, dans les activités liées à l'industrie et les services.
- Obstacles sociaux au renforcement du pouvoir d'action des femmes : taux de violence envers les femmes, nombre de femmes atteintes du VIH/ SIDA, part des femmes dans le travail non rémunéré.

4) Renforcement du pouvoir de décision :

- Renforcement du pouvoir de décision : nombre de postes administratifs et de direction tenus par des femmes ; participation des femmes au processus démocratique, nombre de sièges détenus par les femmes dans les assemblées élues, la part des femmes dans le nombre de sièges détenus au parlement national, part des femmes dans les postes décisionnels dans l'économie ;
- Changements législatifs pour atteindre l'égalité entre les sexes (ex : abrogation des lois discriminatoires envers les femmes).

5) Budgétisation sensible au genre dans les dépenses publiques

Le progrès des femmes à travers le monde est facilité ou entravé par la manière dont les gouvernements collectent et dépensent leurs fonds.

6) L'analyse de genre (« Gender analysis »)

Évaluation si l'analyse de genre est transversale ou ponctuelle

Les indicateurs présentés ci-dessus couvrent un ensemble de domaines d'intervention, à savoir politique, sociale, économique, judiciaire, budgétaire etc, qui nous permettrons d'évaluer les politiques du Rwanda en matière de genre. Ces indicateurs seront notamment mis à profit lors de l'analyse qui sera faite au cours du dernier chapitre de ce mémoire.

Le contexte théorique et méthodologique présenté au cours de ce chapitre a permis de mieux appréhender les paradigmes sur lesquels reposera notre étude de cas. Tandis que le second chapitre présentera le pays étudié afin d'avoir une meilleure compréhension des enjeux et des réalités sous-jacents à ce pays.

CHAPITRE II

LE DSRP AU NIVEAU NATIONAL

« Le progrès des femmes au niveau politique, économique, social et judiciaire »

Ce chapitre nous permettra d'avoir une meilleure compréhension des réalités complexes auxquelles le Rwanda est confronté. La première partie est consacrée à la présentation du pays, notamment le contexte politique, économique et social. La seconde portera sur l'analyse des politiques de réduction de la pauvreté mises en place par ce pays. Enfin, nous dresserons un portrait de la situation des femmes rwandaises de 1994 à l'année 2000.

2.1- Mise en contexte politique, économique et social

Il est essentiel de comprendre le contexte social, économique et politique du Rwanda avant de pouvoir amorcer une analyse des réformes mises en place dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté de ce pays.

2.1.1 Situation politique

Le Rwanda est un petit pays d'une superficie de 26 000 Km², situé dans la région des Grands Lacs, dans la partie sud-est du continent africain. Ce pays est enclavé entre la République Démocratique du Congo, le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie. Le Rwanda compte une population d'environ 8 millions de personnes.⁷⁸

⁷⁸ United Nations Development Program, *Rwanda : Annual Report*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_Report_2005.pdf, 2005, p.4

Afin de mieux appréhender le contexte politico-social du Rwanda, il est primordial d'analyser au préalable les conséquences de la guerre et du génocide de 1994 sur ce pays. Une étude du PNUD publiée en 2003, révèle que l'héritage du génocide et les traumatismes qu'il a causés ont empiré les problèmes sociaux et économiques de ce pays. En effet, le Rwanda a vu ses institutions, ses infrastructures et ses capacités humaines ravagées par la guerre et le génocide de 1994. Les plus grands défis qu'a dû relever le Rwanda après le conflit, sont principalement le rétablissement de l'unité et la réconciliation au sein du pays, la gestion du retour des réfugiés et la reconstruction des nombreuses infrastructures socio-économiques détruites.⁷⁹ Dans un rapport publié en 2005, le PNUD établit que depuis la période d'après-guerre, en passant par la phase de reconstruction jusqu'aux efforts actuels pour un développement durable, un grand travail a été accompli au niveau du renforcement et du rétablissement de la bonne gouvernance. A cet égard rappelons que la structure actuelle de la gouvernance au Rwanda est marquée par diverses problématiques inter reliées, à savoir : la transition d'un système fortement centralisé à un système de gouvernance décentralisé et participatif; la nécessité d'assurer un fonctionnement transparent et efficace des institutions nationales; la reconnaissance du rôle fondamental du système judiciaire dans un contexte post-génocidaire; enfin la nécessité d'encourager une réconciliation sociale durable.⁸⁰ Par ailleurs, le Rwanda a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, par laquelle il s'engage à promouvoir l'égalité entre les sexes notamment en mettant en place un programme d'action qui touche les droits civiques, le statut juridique des femmes, la procréation ainsi que les impacts des facteurs culturels sur les rapports femmes-hommes.⁸¹

⁷⁹ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda, *Millennium Development Goals: Status Report*, http://www.unrwanda.org/undp/rwa_mdg_report_2003.pdf 2003, p.7

⁸⁰ United Nations Development Program, *Rwanda : annual report*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_Report_2005.pdf, 2005, p.6

⁸¹ Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw.htm>

« La Convention réaffirme le principe de l'égalité en demandant aux États parties de prendre "toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour assurer le plein épanouissement et le progrès des femmes en vue de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes" (art. 3). Les articles 10, 11 et 13 affirment chacun respectivement l'égalité des droits des femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'activité économique et sociale. La Convention insiste particulièrement sur la situation des femmes rurales auxquelles il convient d'accorder davantage d'attention au stade de la planification

Depuis 1994 la stabilité et une certaine sécurité sont revenues au Rwanda. Des structures politiques et administratives ont été mises en place, ce qui a eu pour effet une décentralisation administrative vers le niveau local.⁸² Le Rwanda a fait certains progrès sur le plan démocratique avec notamment la tenue d'élections qualifiées de « libres et transparentes » par le PNUD. Enfin, sur le plan de la parité, la nouvelle constitution garantit un minimum de 30% de femmes au parlement ainsi que dans les autres sphères de décisions. Il est d'ailleurs à noter que le Rwanda a la plus haute proportion de femmes parlementaires dans le monde avec 49%.⁸³

La mise en contexte historique et politique a permis de mieux appréhender la complexité de la situation de ce pays, ainsi que les différents facteurs qui influent sur l'élaboration des politiques du gouvernement rwandais.

2.1.2 Situation socio-économique

Le Rwanda a vu sa dette extérieure (celle-ci atteignait 100 millions \$US en mai 2005) annulée, après avoir satisfait aux exigences de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE⁸⁴), qui est un programme conjoint de la Banque mondiale et du

des politiques, particulièrement compte tenu de leurs problèmes particuliers et de leur rôle économique important évoqués à l'article 14. L'article 15 affirme la pleine égalité des femmes en matière civile et commerciale et stipule que tout instrument visant à limiter la capacité juridique des femmes "doit être considéré comme nul". Enfin, à l'article 16, la Convention [...] affirme que les femmes et les hommes ont les mêmes droits de décider librement du nombre et de l'espacement des naissances, les mêmes droits personnels et les mêmes droits en matière de disposition des biens. »

⁸² Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf, June 2002, p.8

⁸³ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda, *Millennium Development Goals: status report*, 2003, p.17

⁸⁴ Campbell Bonnie, *Qu'allons-nous faire des pauvres ? : réformes institutionnelles et espaces politiques, ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres*, Ed. l'Harmattan, 2005, p.19

Définition : L'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) est un programme conjoint de la Banque Mondiale et du FMI, mis sur pied dès 1996 et qui vise à accorder, sous certaines conditions, à certains pays une remise intégrale d'une partie de leur dette. Cette démarche a pour objectif de réduire la dette extérieure des pays les plus endettés. En contrepartie ces pays sont tenus d'appliquer des programmes de réforme institutionnelle, économique et de réduction de la pauvreté.

Fonds Monétaire International.⁸⁵ Cet allègement du fardeau de la dette, a permis au Rwanda de réinvestir les 48 millions \$US économisés annuellement sur le paiement du service de la dette, vers des programmes de réduction de la pauvreté.⁸⁶

Toutefois, il est indéniable que le contexte de la pauvreté au Rwanda est particulier, il est le résultat de facteurs économiques et historiques. Il est important de rappeler que le génocide et la guerre de 1994 ont eu de fâcheuses conséquences, notamment en contribuant à l'appauvrissement du pays.⁸⁷ Le Rwanda est l'un des pays les plus pauvres au monde, il se classe en 2006 au 158^{ème} rang sur 177 pays d'après l'Indicateur de développement humain (IDH) du PNUD.⁸⁸ De plus, un rapport du PNUD estime qu'en 2005, 64% des ménages rwandais vivaient sous le seuil de la pauvreté comparativement à 40% en 1985.⁸⁹ Plusieurs facteurs contribuent à cet important taux de pauvreté.

Tout d'abord, la structure économique démontre une incapacité chronique à stimuler la croissance de la productivité alors que la population ne cesse de croître. Avec une population qui s'accroît de 2,9% par an en moyenne, le Rwanda connaît une forte densité de population ce qui a notamment pour conséquence une diminution de la superficie des exploitations agricoles. Désormais la taille moyenne des exploitations est de 0,7 hectare par fermier.⁹⁰ L'incapacité de l'État à stimuler la croissance, est devenue une réalité au cours des années 1980 et au début des années 1990, ce qui a causé

⁸⁵ United Nations Development Program, *Rwanda : annual report*, 2005, p.4

⁸⁶ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*, p.15

⁸⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.6

⁸⁸ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain*, http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm, 2006, p.294

Définition : « L'Indicateur du développement humain (IDH) : cet indicateur composite mesure le niveau moyen atteint selon trois aspects essentiels de la vie humaine : santé/longévité, instruction et niveau de vie décent. »

⁸⁹ United Nations Development Program, *Rwanda Annual Report*, 2005, p.4

⁹⁰ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs* [...], p 15

d'importants problèmes structurels. Cette situation est la conséquence de facteurs externes ainsi que des politiques nationales poursuivies.⁹¹

En second lieu, tandis qu'il connaît une forte croissance démographique la diversification de l'économie rwandaise a pris du retard.⁹² En effet, l'économie de ce pays est principalement basée sur l'agriculture qui compte pour 41% de son PIB. De plus, avec une forte proportion de population rurale, l'agriculture est la principale activité économique pour 85% des rwandais. Le secteur des services compte pour 38% du PIB et l'industrie contribue à hauteur de 21%.⁹³ En somme, l'économie rwandaise allie un taux élevé de pauvreté et un important taux de croissance démographique, conjugués à un manque flagrant de diversification des secteurs de son économie. Cette situation fait en sorte que les femmes ont peu de débouchés sur le marché du travail autres que dans le secteur agricole, car elles sont souvent peu qualifiées.

Bien que la production agricole par personne et le rendement des cultures aient déclinés de façon graduelle depuis le milieu des années 80, les politiques économiques nationales n'ont pas encouragé l'agriculture de transformation. De plus, le Rwanda a souffert d'une importante détérioration des termes de l'échange au moment où les prix du café sur le marché international ont chutés. Par conséquent, le revenu par habitant a diminué de façon importante au cours des années 80 et au début des années 90. Le pays est désormais aux prises avec certains problèmes microéconomiques structurels à savoir⁹⁴ :

- une faible productivité agricole aggravée par les échecs des politiques agricoles antérieures, en particulier l'incapacité de faire la transition, au début des années 80, d'une agriculture peu performante à des exploitations agricoles à haute valeur ajoutée.

⁹¹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 6

⁹² Ibid., p 30

⁹³ Organisation Internationale pour les Migrations. *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*, p.50

⁹⁴ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.6

Par conséquent, les agriculteurs n'ont pas les ressources nécessaires pour investir dans des changements technologiques et méthodologiques.

- Un faible développement des ressources humaines, particulièrement au niveau de l'alphabétisation et du développement des habiletés.
- Des opportunités de travail restreintes, avec une forte proportion de travailleurs non qualifiés comparativement avec les offres d'emploi de cette catégorie.
- Forte densité et croissance de la population.
- Coût élevé des transports, du fait de la position géographique enclavée du Rwanda.
- La dégradation de l'environnement visible par la baisse importante de la fertilité des sols, la mauvaise gestion de l'eau et la déforestation.
- Une épargne et des investissements nationaux pratiquement inexistantes.

Les problèmes de l'économie rwandaise touchent directement la population féminine à plusieurs niveaux. Tout d'abord, au plan du développement des ressources humaines, car les femmes sont en général peu éduquées; de plus, les femmes composent également la majeure partie des travailleurs non qualifiés; enfin, le taux élevé de croissance démographique est étroitement lié à l'accès à des moyens de contraception et à la santé génésique des femmes.

L'incapacité de répondre aux problèmes microéconomiques exposée ci-dessus, a contribué à créer une économie caractérisée par⁹⁵ :

- Une base d'exportation faible, équivalente à 16\$US par habitant, comparativement à une moyenne de 100\$US en Afrique sub-saharienne. L'économie rwandaise démontre une forte dépendance vis à vis de l'exportation des produits agricoles notamment le thé et le café.
- Une vulnérabilité aux baisses de prix sur le marché international. Les revenus des exportations de café, sont passés de 45 millions \$US en 1997 à 26 millions \$US en 1999.
- Un investissement privé faible, équivalent à 8% du PIB en 1999.

⁹⁵ *Ibid.*, p.7.

La forte densité démographique alliée à l'insuffisance des ressources disponibles créent d'importants défis. Depuis 1994, un important programme de libéralisation économique et politique a été accompli.⁹⁶ En effet, le gouvernement rwandais a mis en place, d'importantes politiques qui favorisent une croissance favorable aux populations les plus défavorisées. Les politiques économiques poursuivies visent des domaines précis tels que la diversification des exportations en optant pour des matières qui n'étaient pas traditionnellement exportées telles que le textile, le cuir ou encore le café de spécialité. Le Rwanda poursuit également une politique de privatisation et encourage les investissements locaux et étrangers dans le pays.⁹⁷ Le gouvernement rwandais privilégie donc avant tout des politiques économiques d'obédience capitaliste pour stimuler sa croissance économique et éventuellement réduire le taux de pauvreté. Le choix des stratégies économiques de développement souligne également l'omniprésence des institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale, dans l'élaboration des politiques de développement des pays qui bénéficient de leur aide.

Toutefois, bien que le Rwanda semble se remettre dans certains domaines des événements de 1994, plusieurs problèmes perdurent au niveau de l'habitation, du système judiciaire et de la réorganisation des institutions politiques. L'histoire du Rwanda, est parsemée de conflits qui ont laissés sans réponse un grand nombre de questions liées notamment à l'attribution du droit de propriété. Par ailleurs, le gouvernement doit désormais fournir des infrastructures et des services de base pour encourager la croissance économique. En effet, dans son rapport de 2005, le PNUD établit que sans des mesures énergiques de la part du gouvernement, la croissance économique ne sera pas vigoureuse, ce qui rendra impossible la réduction de la pauvreté. Ainsi, un engagement ferme et déterminé de la part des pouvoirs publics en

⁹⁶ *Ibid.*, p.8.

⁹⁷ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda: *Millennium Development Goals: Status Report*. http://www.unrwanda.org/undp/rwa_mdg_report_2003.pdf, 2003, p.17

vue de favoriser la croissance économique, est un point essentiel pour réduire la pauvreté.⁹⁸

Le gouvernement rwandais est devant un travail colossal de reconstruction du pays auquel il doit conjuguer la mise en place de stratégies qui ciblent la réduction de la pauvreté ainsi que diverses réformes politiques, économiques et sociales.

2.1.3 Développement social

Dans un rapport publié en 2006, l'Organisation Internationale pour les Migrations (IOM) a établi que les chiffres de la pauvreté au Rwanda avaient progressé de façon encourageante au cours des dernières décennies. Alors que 48% de la population vivait sous le seuil de la pauvreté en 1990, la proportion s'élevait à 78% en 1994, désormais on estime que 60% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Le Rwanda se situe au 67^{ème} rang (sur 102 pays) de l'indicateur de pauvreté humaine (IPH-1) pour les pays en développement.⁹⁹ La répartition des richesses reste très inégalitaire dans le pays. En effet, il existe un important écart de richesses entre les centres urbains qui comptent 23% de personnes à faibles revenus et les zones rurales où ce taux s'élève à 68%. Cet écart s'explique par le fait que les villes bénéficient davantage des investissements. Les catégories les plus touchées par la pauvreté sont les femmes (en particulier celles qui sont chef de famille, soit dans 34% des foyers), les nombreux orphelins du génocide et les personnes âgées. Afin de compléter le portrait social du pays, il faut exposer les insuffisances notées dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les ressources dans le secteur de la santé sont insuffisantes. On compte un médecin pour 50 000 habitants et une infirmière pour 1000 habitants. La mortalité infantile demeure élevée avec 183

⁹⁸ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.8

⁹⁹ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport sur le Développement Humain dans le monde*, http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm 2006, 2006, p.294

Définition : « Indicateur de pauvreté humaine (IPH-1) dans les pays en développement : cet indicateur composite mesure les manques touchant à trois aspects essentiels de la vie humaine (tels que considérés par l'indicateur du développement humain) : santé/longévité, instruction et niveau de vie décent. »

enfants décédés pour 1000 habitants en 2003. L'accès à l'eau potable est limité dans les zones rurales où seul 44% de la population y a accès tandis que seul 10% des habitants des zones rurales ont accès à des installations sanitaires. Par ailleurs, le secteur de l'éducation connaît une amélioration depuis quelques années avec un taux de scolarisation en progression à tous les niveaux de scolarité. Bien que le gouvernement ait imposé la gratuité à l'école primaire depuis quelques années, on estime que 400 000 enfants ne fréquentent toujours pas les établissements scolaires.¹⁰⁰

Les indicateurs sociaux sont très faibles. Le rapport du PNUD publié en 2006, place le Rwanda dans le groupe des PED, parmi les 50 pays les moins avancés. Ce pays fait également parti du groupe des pays à « faible revenu » et des pays à « faible développement humain ». ¹⁰¹ Les Rwandais ont une espérance de vie de 49 ans et le VIH-SIDA touche environ 3,1% de la population. En ce qui concerne les services sociaux, le Rwanda a accompli d'importants progrès dans ce domaine. De même, les inégalités de genre ont été considérablement réduites pour certains indicateurs : on compte 45,3% de femmes au parlement, 40,2% au niveau des cadres locaux du gouvernement et le cabinet ministériel compte 32% de femmes. La parité a également été atteinte dans le taux de scolarisation au primaire.¹⁰²

En somme, le Rwanda est confronté à de nombreux problèmes d'ordre structurel, institutionnel, économique et social, parmi eux, on citera la position géographique enclavée, la forte pression démographique, la faible productivité agricole, la détérioration de l'environnement, les opportunités d'emplois limitées, la pauvreté endémique et l'augmentation du nombre de personnes vulnérables (prenons l'exemple des foyers avec une femme ou un enfant d'âge mineur à leur tête, suite au génocide) et

¹⁰⁰ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs - stratégie sectorielle du Rwanda*, p.43

¹⁰¹ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport sur le Développement Humain dans le monde*, 2006, p.413 -415

¹⁰² United Nations Development Program, *Rwanda - Annual Report*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_Report_2005.pdf, 2005, p.4

les conditions de vie très précaires des personnes à faible revenu.¹⁰³ De grandes disparités persistent au niveau des conditions de vie entre les zones urbaines et les zones rurales - dans lesquelles vit la majorité de la population-, ce qui amène à penser que la répartition des richesses sur le territoire rwandais n'est pas égalitaire.

2.2- Les engagements pris par le Rwanda en vue de la réduction de la pauvreté

Le Rwanda a amorcé en 1999 la formulation de sa Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SRP). Le processus préparatoire a impliqué la réalisation d'études préliminaires sur les projets existants de réduction de la pauvreté, les projets de microfinance et sur l'impact des politiques macro-économiques de réduction de la pauvreté.¹⁰⁴ La SRP, qui a fini d'être élaborée en 2001, dépend de la capacité à mobiliser l'ensemble de la population afin qu'elle participe, identifie les enjeux et contribue à la prise de décisions qui auront un impact au plan national.¹⁰⁵ La formulation de la SRP, a permis de rédiger et publier un DSRP et des rapports annuels sur une base régulière. De plus, les actions à moyen et long terme priorisées dans le DSRP ont été déterminées d'après la « Vision 2020 » qui représente le cadre global de développement pour le Rwanda élaboré par l'administration rwandaise. Cette étude, appelée Vision 2020, identifie les principaux objectifs à atteindre pour qu'en l'an 2020, le Rwanda soit considéré au rang des pays à revenu moyen.¹⁰⁶ La Vision 2020 a pour but de favoriser le développement du pays et d'œuvrer à réduire le taux de pauvreté et ce, dans un climat de paix et de stabilité tant au niveau national que régional.¹⁰⁷

¹⁰³ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs - stratégie sectorielle du Rwanda*, p.18

¹⁰⁴ United Nations Development Programme, *Annual Report: Rwanda*, http://www.unrwanda.org/undp/annual_report_2004.pdf, 2004, p7-15

¹⁰⁵ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper - Annual Progress Report*, [http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP\(July2005\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP(July2005).pdf) July 2005, p.80

¹⁰⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.20

¹⁰⁷ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs - stratégie sectorielle du Rwanda*, p.20

Dans son DSRP, publié en 2002, le gouvernement rwandais traduit la « Vision 2020 » en politiques à long et court terme englobées dans six secteurs prioritaires :

- La bonne gouvernance politique et économique ;
- La transformation économique du milieu rural (l'aménagement rural et le développement agricole) ;
- L'infrastructure économique par le développement du secteur des services et du secteur industriel ;
- Le développement des ressources humaines ;
- Le développement et la promotion du secteur privé ;
- L'intégration économique au niveau international et régional ;
- La réduction de la pauvreté.

En plus de ces objectifs généraux à long terme, d'autres actions multisectorielles et transversales sont mises de l'avant, à savoir : le renforcement des capacités et la lutte contre les inégalités, le VIH-SIDA, le genre, l'emploi, l'environnement.¹⁰⁸ A cet égard, il semble intéressant de relever que le plan d'aide pour le Rwanda qui s'échelonne sur la période allant de l'année 2003 à 2005, développé par la Banque Mondiale en vue d'apporter une assistance pour la mise en application de la SRP insiste sur trois secteurs prioritaires, soit : le secteur privé et la création d'emploi; le développement rural; le développement social et humain (éducation, santé, prévention VIH/SIDA, genre, démobilisation et réintégration des ex-combattants). On constate donc des similitudes au niveau des actions priorisées tant par le gouvernement rwandais que la Banque Mondiale, ce qui amène à se questionner à quel degré les actions priorisées par le Rwanda sont-elles adaptées aux besoins de sa population ou si elles ne visent qu'à satisfaire aux exigences du bailleur de fonds.

Depuis quelques années le gouvernement rwandais a entrepris des réformes économiques et fiscales, toutefois l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) constate que 88% du budget alloué aux projets de développement est financé par

¹⁰⁸ *Ibid.* p.20

des donateurs étrangers. Les estimations concluent que 40% de l'aide extérieure pour le développement est multilatérale, 49% bilatérale et 11% du budget est fourni par les ONG. On peut en conclure que le pays démontre un degré de dépendance important envers l'aide extérieure et les donateurs. D'ailleurs, comme le souligne le rapport de l'OIM publié en 2005, la SRP du Rwanda (financée et contrôlée par la Banque Mondiale) influence très fortement l'allocation des dépenses du gouvernement ainsi que le choix des secteurs prioritaires des dépenses pour le développement.¹⁰⁹

Le manque de ressources combiné avec la quantité considérable de besoins, fait en sorte que l'aide financière extérieure est essentielle pour soutenir l'action des pouvoirs publics. Le ministère rwandais des finances et de la planification économique établit que si l'aide extérieure est incontournable pour les années à venir, les autorités du pays doivent être responsables d'administrer l'agenda de l'action des politiques publiques afin de coordonner et de mettre en application de façon efficace et concertée les projets et de s'assurer que ceux-ci soient réellement adaptés à la réalité du pays.¹¹⁰ A cet égard, le PNUD a publié en 2003 un rapport sur le Rwanda dans lequel sont identifiés les besoins prioritaires du pays pour mener à bien sa SRP. Cet organisme suggère que les partenaires du processus de développement offrent du support technique et financier pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la *National Gender Policy*. De même, en vue d'améliorer la coordination, les organisations multilatérales et bilatérales devraient développer des mécanismes de collaboration tant au niveau inter-organisation qu'avec le gouvernement rwandais dans le but d'intégrer le genre de manière transversale dans les projets du pays. Plus précisément, le PNUD identifie des problématiques spécifiques dans lesquelles les donateurs financiers du Rwanda devraient s'impliquer davantage et travailler avec le gouvernement rwandais en vue de leur réalisation, à savoir :

¹⁰⁹ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*, p.22

¹¹⁰ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.29

- l'utilisation d'une approche basée sur les droits afin de répondre aux inégalités existantes.
- les droits des femmes, des hommes et des enfants doivent être partie intégrante de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, afin d'assurer à chacun un accès égal et un niveau de contrôle similaire, aux opportunités économiques telles que l'emploi et le crédit.
- l'intégration de la dimension genre dans la loi sur la propriété de la terre, les politiques et programmes agricoles, afin d'assurer un accès égal et un niveau similaire de contrôle sur les facteurs de production agricole.
- s'assurer que la lutte contre le VIH-SIDA prenne en compte les différences de genre et que toutes les femmes aient accès à de l'information sur le VIH-SIDA à court-terme.
- promouvoir l'accès à l'éducation primaire, secondaire et de niveau universitaire pour les filles afin de diminuer le taux d'abandon et pour améliorer leur performance.
- assurer une représentation et une participation égale des hommes et des femmes à tous les niveaux de prise de décision. Mettre de l'avant l'action des femmes afin de réduire les inégalités de genre qui découlent de facteurs culturels et historiques.¹¹¹

Au moment de la rédaction de son DSRP publié en 2002, le gouvernement rwandais a tenu une évaluation participative de la pauvreté nommée « *Participatory Poverty Assessment (PPA)* » en vue de dresser un portrait de la pauvreté à travers le pays [voir annexe B]. Cette action avait pour but de mettre en place un processus à long terme dans lequel les personnes démunies pourraient créer et mettre en application leurs propres solutions pour lutter contre la pauvreté. La *PPA* se composait de trois éléments à savoir : une évaluation nationale de la pauvreté qui a permis de collecter des données relatives aux catégories et aux caractéristiques de la pauvreté ; la hiérarchisation des problématiques auxquelles la communauté est confrontée ; une analyse des rôles de

¹¹¹ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda, *Millennium Development Goals: status report*, http://www.unrwanda.org/undp/rwa_mdg_report_2003.pdf, 2003, p.17

genre; une discussion sur le sujet des droits de propriété de la terre et de son exploitation.¹¹²

Afin de mieux appréhender les différentes dimensions de la pauvreté il est important de rappeler que l'expérience et les impacts de la pauvreté sont vécus différemment par chaque personne, foyer et communauté. Toutefois il est nécessaire de donner une définition standard de la pauvreté pour des raisons d'analyse et d'élaboration des politiques. L'évaluation participative tenue par le gouvernement du Rwanda, combinée avec des enquêtes statistiques, a donné lieu à l'élaboration de plusieurs définitions, à savoir qu'un individu sera considéré pauvre si :

- Il est confronté à des problèmes complexes et inter reliés qu'il n'arrive pas à résoudre.
- Il ne possède pas suffisamment de terre, de revenu ou d'autres ressources qui lui permettent de satisfaire ses besoins primaires (nourriture, vêtements, abri, médicaments etc.), ce qui l'amène à vivre dans des conditions de vie précaires.
- Il est incapable de s'occuper de lui-même.
- Le foyer a un niveau de dépenses total annuel de moins de 64,000 francs rwandais (équivalent à 121\$ Can), ou si les dépenses en nourriture équivalent à moins de 45,000 francs rwandais (équivalent à 85\$ Can) par année.

Tandis qu'au niveau du foyer, les critères importants pour évaluer le taux de pauvreté sont la propriété d'une terre, la taille du foyer et des caractéristiques relatives au chef du foyer (car la pauvreté touche plus particulièrement les veuves, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées). Enfin, au niveau de la communauté, les critères importants pour évaluer la pauvreté sont le manque d'infrastructures sociale et économique et l'insuffisance des ressources naturelles.¹¹³

¹¹² Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.12-13

¹¹³ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002. p.13-14

L'action des pouvoirs publics en vue de réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vies des personnes démunies est primordiale. A cet égard, Sally Barden affirme que le fait que cette étude se déroule dans le contexte de la politique de réduction de la pauvreté amène à penser que les enjeux ciblés par les politiques des États sont étroitement liés aux conditions de vie des populations pauvres dans chaque pays. Il est important de s'interroger ici sur le rapport entre pauvreté et pouvoir et l'action des institutions publiques pour augmenter le pouvoir des plus pauvres.¹¹⁴

Parmi les solutions privilégiées pour réduire le taux de pauvreté, la croissance économique est un moyen vu par la Banque Mondiale notamment comme essentiel. Ainsi, le Rwanda doit renouveler son infrastructure économique et stimuler sa croissance économique pour garder un rythme comparable au taux de croissance de sa population, qui est d'environ 2,5% par année. Ainsi, parmi les solutions proposées par le ministre rwandais des finances pour réduire la pauvreté, on citera : la hausse du revenu par habitant, ce qui implique un taux de croissance annuel de 8% environ ; dans une économie avec un fort taux de croissance démographique, faire en sorte que le revenu des plus démunis augmente plus rapidement que celui du reste de la population afin de réduire rapidement le taux de pauvreté. Cette dernière avenue peut être réalisée selon le gouvernement rwandais si un effort particulier est fait pour augmenter la croissance du secteur agricole, ce qui aura des retombées positives pour la population rurale.¹¹⁵

L'impact de la croissance sur la pauvreté dépend de façon importante du cycle de croissance dans les différents secteurs. La croissance peut-être accompagnée par une augmentation ou une diminution des inégalités. Toutefois, selon le ministre rwandais des finances, les pays ayant suivi une stratégie de développement économique basée principalement sur le secteur agricole ont vu que la croissance économique avait des retombées positives pour les plus démunis, plus importantes que les pays dans lesquels

¹¹⁴ Barden Sally, « Pauvreté et absence de pouvoir ». In *Genre, mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2002, p. 115-123

¹¹⁵ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.29

la priorité de développement était basée sur d'autres secteurs de l'économie. Ainsi, les prévisions du Rwanda sont de réduire le nombre de personne vivant sous le seuil de la pauvreté de 25% d'ici 2015 si le pays arrive à maintenir un taux de croissance de 7% par an et une croissance démographique de 2,5% (en 2008 le taux de croissance démographique est de 2,7% au Rwanda). La pauvreté n'est pas uniquement une question de revenu, elle inclut d'autres aspects de la vie tels que l'éducation, la santé et l'habitat. Toutefois, la diversification de l'économie rwandaise est d'autant plus importante compte tenu des technologies existantes disponibles et de l'insuffisance des terres cultivables car l'intensité de l'exploitation agricole actuelle a des conséquences désastreuses sur l'environnement qui ne cesse de se dégrader.¹¹⁶

Par ailleurs, les mesures présentées dans le DSRP du Rwanda tentent de répondre aux critères de la Banque Mondiale pour l'élaboration des DSRP. C'est pourquoi en vue de mieux appréhender de quelle manière ce pays a répondu aux exigences des directives de réduction de la pauvreté, nous présentons le tableau ci-après qui inclut des données issues de la section 1.2.2 et de la section 2.2 du présent mémoire.

¹¹⁶ *Ibid.*, p.29

Objectifs des Stratégies de réduction de la pauvreté	Politiques adoptées par le Rwanda
Gérées et développées par les autorités de chaque pays client en collaboration avec la société civile et le secteur privé à chaque étape opérationnelle	Réalisation d'études préliminaires en collaboration avec la société civile sur les projets existants de réduction de la pauvreté, les projets de microfinance et sur l'impact des politiques macro-économiques de réduction de la pauvreté en vue de l'élaboration de la SRP.
Orientées vers les résultats et bénéficiant aux personnes à faible revenu	La SRP cible le secteur privé et la création d'emploi; le développement rural; le développement social et humain (éducation, santé, prévention VIH/SIDA, genre, démobilisation et réintégration des ex-combattants).
Reconnaître le caractère multidimensionnel de la pauvreté	<p>Tenue en 2001-2002 d'une évaluation participative de la pauvreté nommée « <i>Participatory Poverty Assessment (PPA)</i> » en vue de dresser un portrait de la pauvreté à travers le pays. Cette action avait pour but de mettre en place un processus à long terme dans lequel les personnes démunies pourraient créer et mettre en application leurs propres solutions pour lutter contre la pauvreté.</p> <p>La <i>PPA</i> se composait de trois éléments à savoir : une évaluation nationale de la pauvreté qui a permis de collecter des données relatives aux catégories et aux caractéristiques de la pauvreté ; la hiérarchisation des problématiques auxquelles la communauté est confrontée ; une analyse des rôles de genre ; une discussion sur le sujet des droits de propriété de la terre et de son exploitation.</p>

<p>Traitées de façon prioritaire afin que la mise en œuvre soit possible sur le plan financier et institutionnel</p>	<p>Les politiques de développement du Rwanda ont depuis 2001 pour but premier de s'attaquer à la pauvreté. Les objectifs annuels et à long terme du pays sont mis de l'avant dans ses rapports annuels qui évaluent la situation suite au DSRP de 2002.</p>
<p>Orientées vers le développement de partenariat, impliquer une participation concertée des acteurs du développement (bilatéral, multilatéral et ONG)</p>	<p>Les estimations concluent que 40% de l'aide extérieure pour le développement est multilatérale, 49% bilatérale et 11% du budget est fourni par les ONG.</p> <p>Les politiques de réduction de la pauvreté du Rwanda impliquent essentiellement le principal bailleur de fonds du pays, la Banque Mondiale.</p> <p>Tandis que la société civile rwandaise a été impliquée lors des consultations ayant menées à la rédaction du premier DSRP.</p>
<p>Basées sur une perspective de long terme pour la réduction de la pauvreté</p>	<p>Dans son DSRP, publié en 2002, le gouvernement rwandais traduit la « Vision 2020 » en politiques à long et court terme englobées dans six secteurs prioritaires.</p>

2.3 La situation des femmes au Rwanda entre 1994 et 2000

Après avoir présenté brièvement les priorités du gouvernement rwandais dans le cadre de la lutte contre la pauvreté entre la période post-génocidaire et l'avènement de la SRP au début des années 2000, il semble intéressant d'analyser la situation des femmes de ce pays en vue de dresser un portrait général entre 1994 et 2000 qui nous permettra de mieux cerner leurs priorités. Il sera tout d'abord question des problématiques ayant principalement touchées les femmes durant le génocide, puis dans un second temps nous ferons un rapide survol de la situation des femmes sur le plan social, politique et économique. En effet le contexte historique particulier du Rwanda, notamment l'avènement du génocide en 1994 a fait en sorte que les conditions de vie des femmes rwandaises ont été durement affectées et ce, à plusieurs niveaux. Le génocide a fait de très nombreuses victimes parmi les femmes dont un grand nombre ont été la cible de meurtres et surtout de violences sexuelles à très grande échelle.¹¹⁷ Le rapporteur spécial de l'ONU pour le Rwanda a estimé qu'environ 250 000 femmes ont été victimes de viols durant le génocide.¹¹⁸

Selon l'organisation Human Rights Watch:

Les formes de violence sexuelle fondées sur le genre [durant le génocide] étaient diverses et comprenaient notamment le viol, le viol collectif, le viol avec bâtons, fusils ou autres objets, l'esclavage sexuel, le mariage forcé, le travail forcé et la mutilation sexuelle. La violence sexuelle était l'une des nombreuses blessures infligées aux femmes et filles rwandaises, qui étaient souvent abusées après avoir assisté à la torture et au meurtre des membres de leurs familles et à la destruction de leurs habitations.¹¹⁹

¹¹⁷ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rwanda: Humanitarian Country Profile*, <http://www.irinnews.org/country.aspx?CountryCode=RW&RegionCode=GL>, March 2007

¹¹⁸ La coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, «*Stop à la violence à l'égard des femmes échec au SIDA*», http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub07/JC1184-StopViolence_fr.pdf ONUSIDA, Genève, numéro 2, 5p

¹¹⁹ Human Rights Watch, *Toujours en lutte: la justice, un parcours semé d'obstacles pour les victimes de viol au Rwanda*, <http://hrw.org/french/reports/2004/rwanda0904/1.htm>, septembre 2004

Les violences subies par les femmes rwandaises ont eu des conséquences terribles tant sur le plan psychosociale que physique pour les victimes. Bon nombre de victimes des violences sexuelles ont contractées des maladies sexuellement transmissibles, notamment le VIH-SIDA. Selon Amnesty International en 1994, parmi les rescapées du génocide 7 femmes sur 10 vivaient avec le VIH-SIDA.¹²⁰ De même, en mars 2007, le *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* a estimé que le Rwanda comptait 91 000 femmes séropositives, sur un total de 160 000 personnes vivant avec le VIH-SIDA. Malheureusement, l'accès aux soins pour les personnes séropositives est limité car elles sont souvent peu ou mal informées sur la maladie et les soins de santé auxquelles elles ont droit.¹²¹

Par ailleurs, la faible représentation des femmes au sein des forces policières et du système judiciaire est un obstacle à l'accès à un recours juridique pour les femmes qui ont été victimes de violence sexuelles durant le génocide. A ce propos, Human Rights Watch considère que le système judiciaire présente des faiblesses et des lacunes au niveau de la législation et des mesures de protection pour les victimes de violences sexuelles qui souhaitent dénoncer et poursuivre leurs bourreaux.¹²² Il est également important de rappeler que les victimes de violence sexuelles doivent en plus braver les mœurs de la société rwandaise qui les contraignent traditionnellement au silence en blâmant les victimes elles-mêmes et en les ostracisant. De plus, une part importante des victimes de violences sexuelles est confrontée à des besoins de base urgents tel que se loger, se nourrir, les soins de santé et l'éducation des enfants ; Elles n'ont donc pas toujours le temps et l'énergie nécessaires pour intenter un recours en justice en vue d'obtenir réparation pour les préjudices subis.¹²³ A ce sujet, en 1996, les parlementaires

¹²⁰ UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rwanda: Humanitarian Country Profile*, <http://www.irinnews.org/country.aspx?CountryCode=RW&RegionCode=GL>, March 2007

¹²¹ Human Rights Watch, *Toujours en lutte: la justice, un parcours semé d'obstacles pour les victimes de viol au Rwanda*, <http://hrw.org/french/reports/2004/rwanda090411.htm>, septembre 2004

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

ont été un vecteur de changement en plaçant le viol dans la catégorie des « crimes contre la personne » au lieu d'être considéré comme un simple « délit ».¹²⁴

En plus des traumatismes et des séquelles psychologiques et physiques subies par les femmes au moment du génocide, elles ont dû faire face à de nombreuses autres problématiques après 1994. Au sortir du génocide, la population rwandaise était composée de 70% de femmes, car les hommes ont constitué la majorité des personnes massacrées lors du génocide. Ainsi, 34% des ménages avaient une femme à leur tête, ce qui a créé un groupe important de personnes vulnérables. En effet, en plus de subir de nombreux traumatismes suite aux violences perpétrées en 1994, les femmes devaient prendre en charge leur famille ainsi que les personnes malades de leur entourage, ce qui augmenta leur fardeau domestique auquel s'est ajoutée la nécessité de subvenir également aux besoins financiers de leur foyer.¹²⁵

La fin du massacre de 1994 a également coïncidé avec un retour massif de réfugiés, environ 800 000 personnes, qui avaient fui dans les pays environnants. Cette situation a augmenté l'insécurité alimentaire dans le pays due à la pression accrue sur les ressources alimentaires et agricoles causée par le retour des réfugiés et la hausse du nombre des naissances. De plus, les femmes qui avaient accès à une terre agricole, ont été souvent confrontées au problème du manque de main-d'œuvre au sein de leur famille, or l'insuffisance des moyens financiers ne leur permettant pas d'engager des employés, une bonne partie des terres arables n'ont pas été exploitées à leur plein potentiel.¹²⁶

Après 1994, on constate aussi que les femmes étaient de plus en plus présentes sur la scène politique et qu'elles ont contribué à la reconstruction sociale, économique et

¹²⁴ Women's Commission for refugee women and children, *Rebuilding Rwanda: a Struggle Men Cannot Do Alone*, Delegation report, New York, <http://www.womenscommission.org/pdf/rw.pdf> June 2000, p.3

¹²⁵ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rwanda: Humanitarian Country Profile*, <http://www.innnews.org/country.aspx?CountryCode=RW&RegionCode=GL>, March 2007

¹²⁶ Women's Commission for refugee women and children, *Rebuilding Rwanda: a Struggle Men Cannot Do Alone*, Delegation report, New York, <http://www.womenscommission.org/pdf/rw.pdf>, June 2000, p.4

communautaire du Rwanda. Toutefois, plusieurs obstacles empêchaient les femmes de jouir pleinement de leurs droits humains, parmi eux on peut relever le manque d'accès à la propriété terrienne, l'accès limité à l'éducation (incluant les programmes d'éducation pour les adultes et les formations professionnelles) et l'accès à des programmes d'aide aux femmes entrepreneurs (aide à l'investissement, accès au microcrédit etc.).¹²⁷ En ce qui concerne le domaine de l'éducation, le taux élevé d'analphabétisme (le taux d'alphabétisation était de 28% chez les femmes et de 53% chez les hommes en 2000), en particulier dans les zones rurales, est une réelle menace d'après la *Women's Commission for refugee women and children*, qui s'inquiète du taux important de décrochage scolaire chez les filles âgées de plus de 13 ans. Selon cette même organisation, bien que le taux de scolarisation des filles semble élevé, celles-ci vont en réalité moins souvent à l'école et décrochent beaucoup plus tôt et plus massivement que les garçons.¹²⁸

Sur le plan du pouvoir de décision, les femmes ont vu leur pouvoir d'action au niveau politique ainsi que leur représentation dans les instances de prises de décisions augmenter après 1994. Cette situation découle notamment du fait que suite au génocide les femmes constituaient la majeure partie de la population, de plus on a constaté un changement d'attitude des femmes envers les postes de décision et plus d'efforts ont été mis de la part du gouvernement pour accorder aux femmes un rôle substantiel dans les efforts de réconciliation nationale.¹²⁹

Dans le même ordre d'idées l'ONG rwandaise le Réseau des Femmes œuvrant pour le Développement Rural publiait en 1999, en collaboration avec le Ministère du genre et de la promotion de la femme, mis en place après le génocide, une étude sur la participation des femmes aux sphères de décisions. Les résultats de cette étude ont démontrés l'urgence d'agir dans ce domaine. En effet, la représentation des femmes

¹²⁷ *Ibid.*, p1

¹²⁸ *Ibid.*, p.8 et 12

¹²⁹ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rwanda: Humanitarian Country Profile* », <http://www.irinnews.org/country.aspx?CountryCode=RW&RegionCode=GL> , March 2007

aux postes de décisions n'atteignait même pas 30% - alors que les femmes représentaient 54,6% de la population au lendemain du génocide - que ce soit au niveau des instances gouvernementales, des administrations locales, des syndicats, des organisations professionnelles etc.¹³⁰ Toutefois, en ce qui concerne la représentation des femmes au sein des instances politiques, en 2000 seuls trois portefeuilles ministériels étaient gérés par des femmes (sur un total de 22 ministères), elles occupaient 4,6% des postes de gestionnaires dans la fonction publique, enfin le parlement rwandais comptait 17 députées pour 70 parlementaires.¹³¹

Certes, le gouvernement de transition qui était en place de juillet 1994 à mai 2003, a démontré une réelle volonté de favoriser l'égalité entre les sexes notamment en élaborant des mécanismes institutionnels tels que des quotas pour réserver 30% des sièges du parlement aux femmes. Mais il faut également rappeler les pressions exercées par des organisations de la société civile, particulièrement les groupes de femmes regroupés à l'intérieur du Collectif Profemmes These Hamwe, du *Women's Network* et du *Forum of Rwandan Women Legislators*. Ainsi, en 2003 grâce à l'introduction des quotas le Rwanda comptait près de 48 % de femmes au parlement.¹³²

En outre, parmi les mesures législatives en faveur des femmes, entérinées préalablement en l'an 2000, on retrouve une loi qui leur permet, pour la première fois, d'être propriétaire terrienne mais uniquement par le biais d'un héritage, ce qui ne résout pas complètement le problème de l'accès à la propriété. De plus, à cette époque, les femmes avaient une part restreinte du pouvoir réel car l'économie rwandaise reposait principalement sur le secteur agricole, qui est un domaine dans lequel les valeurs conservatrices sont très ancrées et dans lequel le rôle dévolu aux femmes est

¹³⁰ International Institute for Democracy and Electoral Assistance 2004, *The Implementation of Quotas: African Experiences*, http://www.quotaproject.org/publications/Quotas_Africa.pdf, Ed. by Julie Ballington, 2004, p.96-98

¹³¹ Women's Commission for refugee women and children: *Rebuilding Rwanda: a Struggle Men Cannot Do Alone*. Delegation report. New York, <http://www.womenscommission.org/pdf/rw.pdf>, June 2000, p.3-4

¹³² International Institute for Democracy and Electoral Assistance 2004, *The Implementation of Quotas: African Experiences*, http://www.quotaproject.org/publications/Quotas_Africa.pdf, Ed. by Julie Ballington, 2004, p.96-98

principalement de veiller aux tâches domestiques de leur foyer, plutôt que de travailler dans la sphère publique.¹³³

Enfin, parmi les programmes mis en place pour aider les femmes réfugiées ainsi que les veuves, on compte l'accès au microcrédit, qui a pour objectif principal de supporter des activités agricoles et les micro-entreprises à domicile. Ce programme a permis à de nombreuses femmes d'avoir un revenu supplémentaire pour subvenir aux besoins de leur foyer. Toutefois, la *Women's Commission for refugee women and children* rappelle que l'accès au microcrédit doit être accompagné de formations pertinentes sur la gestion d'entreprise, les investissements etc., afin que le montant accordé soit un moyen de développement et non pas une sorte d'assistance sociale.

Il est évident, d'après les données présentées au cours de la dernière section que la situation des femmes rwandaises demeure difficile sur plusieurs points, mais qu'elle s'est améliorée au fil des années sur certains aspects.

Afin de cerner plus spécifiquement les revendications des femmes rwandaises, nous exposerons les priorités de développement adoptées par le collectif Profemmes qui regroupe 41 associations féminines, pour un total de 40 000 membres, qui luttent pour l'épanouissement des femmes et leur participation au processus de développement du pays. Suite à la Marche mondiale des femmes, qui s'est déroulée en 2000, les Rwandaises ont identifiées trois problèmes majeurs pour les femmes au Rwanda, à savoir : la pauvreté, la situation politique instable du pays par moments et les problèmes de santé. Au fil des années, les revendications des groupes de femmes rwandaises ont évolué :

Le plan triennal 1998-2000 est axé sur les thèmes suivants : la culture de la paix, le concept de Genre, le développement socio-économique et le renforcement institutionnel.

Le plan triennal 2000-2002 s'articule autour de thèmes presque similaires, avec une attention particulière accordée à la lutte contre le VIH/SIDA. Il s'agit des thèmes suivants : le Genre et la culture de la paix, l'information, l'éducation, la communication

¹³³ *Ibid.*, p.3

et la lutte contre le SIDA, le renforcement des capacités et la promotion socio-économique des communautés à la base.

Le **plan triennal 2002-2005** est axé sur les domaines prioritaires répondant aux préoccupations nationales. Il se base sur la plate-forme d'action de Beijing et sur la vision 2020. Dix domaines prioritaires sont identifiés : la promotion de la culture de la paix, la promotion du genre, le renforcement économique de la femme, l'éducation, la santé (la santé de la reproduction, le VIH/SIDA, le paludisme et la réhabilitation psycho-sociale), la justice sociale basée sur les droits humains et la lutte contre toute forme de discrimination, l'éducation civique, le renforcement des capacités institutionnelles, la communication et la protection de l'environnement.¹³⁴

Au cours de ses dix années d'existence Profemmes a concentré ses efforts dans cinq domaines : la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la santé, la lutte contre la violence, les droits humains et la promotion de la paix. Plus précisément, dans son dernier plan triennal ce collectif affirme qu'il s'inscrit dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté, notamment dans les objectifs nationaux d'unité et de réconciliation pour instaurer une paix à long terme, mais également en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et du pouvoir économique et politique des femmes pour leur permettre de bénéficier de toutes les opportunités qui leur sont offertes.¹³⁵

Après avoir dressé un bref portrait des conditions de vie des femmes rwandaises entre les années 1994 et 2000, la prochaine section analysera quant à elle l'évolution entre 2002 et 2005 des indicateurs, présentés dans la section 1.3.3, liés à l'évaluation du renforcement du pouvoir des femmes au Rwanda.

¹³⁴ Profemmes. *Plans stratégiques de Profemmes*. <http://www.profemmes.org/1345.html>

¹³⁵ *Ibid.*

Chapitre III

ANALYSE DE L'INTEGRATION DE LA DIMENSION GENRE

Ce chapitre sera consacré à l'évaluation de l'intégration du genre dans les politiques de réduction de la pauvreté présentées dans le DSRP et les rapports annuels du Rwanda. Nous procéderons dans un premier temps à l'analyse du DSRP et des rapports annuels par le biais des indicateurs présentés au cours du premier chapitre (section 1.3.3). En second lieu, il sera question d'évaluer si les mesures sensibles au genre, adoptées par le Rwanda répondent réellement aux besoins pratiques et/ou stratégiques de genre. Enfin, nous exposerons les éléments qui font obstacle à une réelle intégration du genre dans le DSRP et les rapports annuels du Rwanda.

3.1- Le genre est-il intégré de façon transversale dans les politiques du Rwanda ?

Au cours d'une étude publiée en 2003, qui portait sur un échantillon de 13 pays ayant élaborés des DSRP, Zuckerman fait le constat que les progrès observés au niveau de la prise en compte de l'égalité des sexes dans les DSRP au fil des années sont limités.¹³⁶ Dans le cadre de l'étude de Zuckerman, le Rwanda est l'un des pays qui a été qualifié de modèle au niveau de l'intégration transversale du genre dans son DSRP. Pourtant, l'analyse du DSRP et des rapports annuels subséquents publiés entre 2002 et 2005 que nous effectuerons au cours de ce chapitre, nous démontre que les résultats sont mitigés à cet égard.

Dans le but d'évaluer l'étendue de l'intégration du genre dans le DSRP et les rapports annuels du Rwanda, l'évaluation sera basée sur les indicateurs décrits à la section 1.3 du premier chapitre. De plus, les progrès dans le domaine de l'intégration des problématiques de genre dans le DSRP sont présentés sous forme

¹³⁶ Zuckerman Elaine and Ashley Garrett, *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs) Address Gender? : A Gender Audit of 2002 PRSPs*, Gender Action publication, www.genderaction.org, 2003, p.12

du premier chapitre. De plus, les progrès dans le domaine de l'intégration des problématiques de genre dans le DSRP sont présentés sous forme d'un tableau [voir annexe A] divisé en plusieurs sections correspondant aux indicateurs d'évaluation choisis. Il est à souligner que l'année de référence pour la présente évaluation correspond à la publication du premier DSRP rédigé par les autorités rwandaises soit en 2002. Tandis que les informations tirées des rapports annuels publiés en 2005 et en 2004, permettent d'établir l'état de la situation actuelle dans les différents domaines qui nous intéressent, en plus d'offrir un aperçu des progrès réalisés au cours de l'année précédant l'écriture de chaque DSRP et de déterminer quelles doivent être les priorités du gouvernement pour chaque secteur au cours des années à venir.

A titre de rappel, il faut mentionner que l'approche genre et développement [voir chapitre 1, section 1.1.1] postule que l'État doit, entre autres : mener des actions en faveur de la promotion et de l'émancipation des femmes ; prendre en charge des services sociaux qui sont traditionnellement offerts sur une base privée et individuelle par les femmes (soins des enfants et des personnes âgées etc.) ; encourager l'augmentation de l'influence politique des femmes et leur participation active au processus de développement. Si ultimement, l'approche GED vise à établir une réelle égalité entre les femmes et les hommes, à la lumière des éléments exposés précédemment dans la section 2.3 ainsi qu'à l'annexe A, il apparaît évident que les femmes rwandaises ont des conditions de vies plus précaires que les hommes, en plus d'être défavorisées à plusieurs égards que ce soit dans le domaine politique, économique, social ou judiciaire. Devant ce constat, la présente étude s'intéresse tout particulièrement aux retombées des politiques de réduction de la pauvreté du Rwanda sur les femmes.

3.1.1 Participation au processus d'élaboration des DSRP

L'intégration de l'analyse de genre permet d'élaborer des projets et des politiques de développement mieux adaptés aux besoins des bénéficiaires, femmes et hommes, à chaque étape des projets et des politiques et dans tous les domaines d'intervention

(éducation, santé, législation, dépenses publiques etc.). Or il est intéressant de noter que le Rwanda n'a pas introduit d'analyse de genre dans sa définition du contexte national de la pauvreté, alors qu'il se base sur cette définition pour développer des politiques qui ciblent la réduction du taux de pauvreté. En effet, dans le DSRP publié en 2002, aucune analyse de genre n'est introduite dans la section qui détaille l'ampleur de la pauvreté au Rwanda bien qu'elle soit une problématique multidimensionnelle et multisectorielle et que le but ultime du DSRP est de réduire le taux de pauvreté. Dans leur analyse de la pauvreté, les autorités rwandaises ne semblent pas reconnaître que chaque membre d'un même ménage vit les incidences de la pauvreté de façon différente. Le ménage est plutôt perçu ici comme une unité indivisible, ce qui revient à affirmer, à tort, que tous les membres d'un même ménage ont un accès égal aux ressources et un pouvoir de décision équivalent au sein de cette cellule. En somme il apparaît évident que l'analyse de la pauvreté par le biais de données ventilées selon le sexe est essentielle à l'élaboration d'une analyse de genre qui permet de réduire le taux de pauvreté de façon durable.

En ce qui concerne l'évaluation du degré de participation des femmes le Rwanda affirme que les femmes ont été partie prenante dans les consultations participatives préalables à la rédaction du DSRP de 2002, il n'est cependant pas précisé si cette évaluation participative de la pauvreté (*Participatory Poverty Assessment*) incluait une analyse des rôles de genre.¹³⁷ A cet égard, l'évaluation conjointe effectuée par la Banque Mondiale et le FMI en août 2002 confirme que la SRP a été élaborée en utilisant une méthode participative impliquant les communautés, la société civile, le secteur privé et les partenaires internationaux. Elle souligne que la SRP présente une analyse complète de la pauvreté au Rwanda, ainsi qu'une stratégie raisonnable et transparente pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.¹³⁸ [Voir annexe A]

¹³⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.12-13

¹³⁸ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*, p.20

Par ailleurs, en 2002, les autorités rwandaises prévoyaient que la collecte de données dans le cadre de l'évaluation nationale de la pauvreté (*National Poverty Assessment*), qui a pour but d'estimer les perceptions de la population relativement aux problèmes de la pauvreté, de l'accès aux services et l'exclusion sociale, aurait lieu chaque deux ans.¹³⁹ Néanmoins, aucune collecte de données sur ce sujet n'a eu lieu en 2004 et le rapport annuel d'avancement publié en 2004 affirme que la prochaine évaluation de la pauvreté sera menée au cours de l'année 2006.¹⁴⁰ Quant à l'évaluation des conditions socio-économiques de la population rwandaise, elle devrait être effectuée sur une base annuelle. Enfin, les enquêtes relatives aux conditions de vie des ménages et à la démographie, à la santé génésique, à la santé des enfants et à la planification familiale, devraient être conduites tous les cinq ans.¹⁴¹ [Voir annexe A]

Même si les consultations préparatoires à la rédaction de DSRP doivent en théorie inclure une participation égale des hommes et des femmes, il a été démontré que les groupes de la population qui sont faibles socialement et économiquement, sont souvent exclus des processus de consultation. En effet, sauf exceptions, les femmes et les hommes pauvres ne participent pas aux prises de décisions sur des éléments ayant des impacts directs sur leurs vies, que ce soit pour des problèmes liés aux institutions publiques, aux organisations de la société civile ou à leur foyer. Il a été démontré que la plupart du temps, les femmes n'ont pas suffisamment de pouvoir pour influencer la distribution des ressources que ce soit à la maison, au sein de la communauté et au niveau de la nation. Ainsi, dans les sociétés où les organes politiques sont majoritairement contrôlés par des hommes, la parole est en général donnée aux hommes

¹³⁹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.90

¹⁴⁰ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning. *Poverty Reduction Strategy Paper: annual progress report*, http://siteresources.worldbank.org/INTPRSI/Resources/Rwanda_APR2-Mar2005.pdf, October 2004, p.123

¹⁴¹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.90

pour parler au nom de toute sa famille, dans ce contexte les femmes n'ont souvent pas leur mot à dire dans les projets de développement.¹⁴²

Les mesures adoptées par le Rwanda dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté ne prennent pas toujours en compte les besoins spécifiques des femmes. Afin de procéder à l'analyse de l'intégration du genre dans le DSRP du Rwanda, l'évaluation se fera en deux temps, tout d'abord, seront présentés les domaines dans lesquels une perspective sexospécifique a réellement été intégrée et ensuite seront présentés les secteurs ciblés par les DSRP et qui ne mentionnent pas de mesures spécifiques pour les femmes.

Le DSRP du Rwanda et les rapports annuels de progrès couvrent plusieurs thématiques qui influencent le renforcement du pouvoir économique et politique des femmes, ainsi que les capacités humaines des femmes.

3.1.2 Renforcement du pouvoir économique des femmes [Voir annexe A]

Au niveau du renforcement du pouvoir économique des femmes, la seule thématique qui prenne en compte les besoins des femmes est la politique de l'emploi. En effet, dans le cadre de sa politique de promotion de l'emploi, le gouvernement rwandais a mis en place des programmes de travaux publics qui incluent un volet ciblant plus spécifiquement la main-d'œuvre féminine afin de lutter contre le chômage (surtout élevé dans les zones rurales) et créer des emplois qui ne relèvent pas du secteur agricole.¹⁴³ Dans le même ordre d'idées, le DSRP de 2005 reprend la thématique de l'emploi et du développement des ressources humaines. Ce secteur a principalement ciblé les jeunes, les femmes, le secteur public, le secteur informel et le secteur rural ; ainsi, un plan d'action quinquennal, s'étalant de 2005 à 2010, pour la promotion de

¹⁴² Elaine Zuckerman. *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty: and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC. <http://www.genderaction.org/images/dp2001-112.pdf>, October 2001, P.6

¹⁴³ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*. June 2002, p. 43

l'emploi a été mis en place.¹⁴⁴ Enfin, dans cette section du DSRP, des données sur le nombre de femmes et d'hommes dans la population active, dans les zones urbaines et les zones rurales sont disponibles.¹⁴⁵

3.1.3 Renforcement des capacités humaines des femmes [Voir annexe A]

En ce qui concerne le renforcement des capacités humaines des femmes, plusieurs thématiques sont abordées et l'accent est avant tout mis sur l'éducation et la santé.

Santé

Les stratégies dans le domaine de la santé abordent différentes thématiques spécifiques aux femmes. En 2002, les femmes sont mentionnées dans les paragraphes traitant de la santé génésique, de la mortalité infantile et de la contraception. Toutefois, aucune donnée ventilée selon le sexe n'est disponible pour les thématiques abordées dans le domaine de la santé. Dans la section qui analyse les priorités de la SRP par secteurs (social, économique et politique) seule la sous-section dédiée à la planification familiale fait référence aux femmes. La santé génésique représente un problème majeur de santé pour les adultes et a donc des répercussions importantes sur les foyers, notamment pour les enfants qui perdent leur mère.¹⁴⁶ Ainsi, en encourageant les interventions visant à augmenter le taux d'alphabétisation des femmes adultes, cela aura un impact sur le taux de fécondité.¹⁴⁷ D'autant plus que l'on retrouve dans ce pays un taux élevé de croissance démographique, ce qui constitue un obstacle pour le développement. Des études ont démontré que ce taux diminuerait si les femmes avaient accès à des services de planification familiale. L'objectif de diminution de la croissance

¹⁴⁴ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper - Annual Progress Report*, July 2005, p.67

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.68

¹⁴⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 22 et 31

¹⁴⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.45

démographique est également étroitement lié à l'éducation populaire et à l'alphabétisation des adultes. Ces deux programmes sont des lieux privilégiés pour offrir de l'information aux femmes en matière de contraception et de planification familiale.¹⁴⁸

Par ailleurs, en 2005, les stratégies préconisées en matière de santé analysaient le problème de l'accès aux établissements hospitaliers, de l'insuffisance des budgets alloués pour vaincre les maladies, de l'accès aux soins pour les plus démunis (le système de soins universels gratuits n'existant pas, les personnes n'ayant pas de mutuelle doivent déboursier leur propre argent pour les soins et les médicaments) et de l'insuffisance du nombre de médecins sur le territoire. Mais aucune mention n'est faite des questions concernant directement les femmes tels que la contraception, le taux de fécondité et la planification familiale.¹⁴⁹

Éducation

Le gouvernement rwandais met l'accent sur l'éducation et l'alphabétisation des femmes et des filles de plusieurs manières. En 2002, le gouvernement rwandais préconisait l'accès des femmes à des programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les adultes qui mettent l'emphasis sur la planification familiale. Le taux élevé de croissance démographique étant perçu comme un frein pour le développement du Rwanda, les autorités de ce pays ont décidées d'instruire les femmes sur les moyens de contraception et la planification familiale.¹⁵⁰ De plus, la section qui analyse les problématiques liées à l'éducation mentionne le taux d'alphabétisation de chaque sexe ainsi que l'absence d'inégalités des sexes dans le taux de scolarisation au niveau primaire et secondaire. Mais aucune donnée désagrégée selon le sexe n'est présentée

¹⁴⁸ *Ibid.*, p.22

¹⁴⁹ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p. 43-48

¹⁵⁰ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 31

lorsqu'est abordé, par exemple, l'accès à l'éducation selon le niveau de revenu des ménages.¹⁵¹

Par ailleurs, les stratégies exposées en 2005, dans le domaine de l'éducation, vont plus loin qu'en 2002. En effet, en plus d'offrir des chiffres ventilés par sexe, les politiques adoptées démontrent une sensibilité particulière aux problèmes des femmes. On citera, la volonté de mettre en place des structures pour la petite enfance et l'éducation préscolaire qui jouent un rôle clé en vue d'augmenter le taux de scolarisation des filles et de permettre aux mères d'être actives sur le marché du travail.¹⁵²

Parmi les objectifs ciblés en éducation on retrouve la volonté d'améliorer le taux de rétention au niveau de l'éducation primaire d'ici 2015 et d'arriver à une égalité du taux de scolarisation des hommes et des femmes en 2005.¹⁵³ A cet égard, le gouvernement rwandais a décidé que les trois premières années d'enseignement secondaires seraient gratuites, au même titre que l'école primaire. Toutefois, si le degré d'accès à l'enseignement est comparable pour les filles et les garçons, une différence majeure subsiste au niveau de la qualité des écoles fréquentées. Le constat est qu'une plus grande proportion de garçons fréquente des écoles publiques tant au niveau du primaire que du secondaire.¹⁵⁴ Enfin, le Rwanda établit que l'alphabétisation des jeunes et des adultes, en particulier celle des femmes et des filles, est primordiale pour le processus de développement.¹⁵⁵ Ceci est une avancée importante car l'accès des femmes à des formations professionnelles, permettrait de réduire le taux de pauvreté féminine en leur donnant l'opportunité d'avoir accès à des emplois plus qualifiés et donc mieux rémunérés.

Par ailleurs, dans le chapitre traitant des politiques de protection sociale au Rwanda les femmes (notamment les veuves et les femmes enceintes) ne sont ciblées spécifiquement

¹⁵¹ *Ibid.*, p 23-24

¹⁵² Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning. *Poverty Reduction Strategy Paper*. July 2005, p.56

¹⁵³ *Ibid.*, p.54

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.57

¹⁵⁵ *Ibid.*, p 58

que dans les domaines de la santé et de l'éducation dans lesquels elles sont implicitement englobées dans le groupe des personnes vulnérables.¹⁵⁶ Le Rwanda a décidé de combattre le VIH-SIDA en ciblant spécifiquement les femmes. Ainsi, le DSRP de 2005 consacre une section entière à la problématique transversale VIH-SIDA. La réduction de la pauvreté et l'intégration transversale des problématiques de genre sont considérées comme importantes dans la stratégie de lutte contre le VIH-SIDA. Ainsi, 1010 associations de femmes ont été créées en vue de soutenir cet effort.¹⁵⁷ Bien que les femmes aient des besoins et des priorités en matière de santé et de prévention contre le VIH-SIDA distincts de ceux des hommes elles ont souvent un accès limité aux services de soins de santé. Cette lacune est une des inégalités de genre que l'on retrouve en Afrique qui a des conséquences importantes sur la propagation de cette maladie. Il est donc primordial que les DSRP, à l'exemple du Rwanda, aient des interventions ciblées en matière de santé, adaptées aux besoins des femmes et des hommes.¹⁵⁸

L'accès à l'emploi

Pour l'accès des femmes à une activité productive, le Rwanda a développé en 2005, un plan d'action quinquennal s'échelonnant de 2005 à 2010 pour la promotion de l'emploi et qui ciblait principalement les jeunes, les femmes, le secteur public, le secteur informel et le secteur rural.¹⁵⁹ A cet égard, l'une des mesures adoptée est le programme “ *PDL-HIMO (Labour Intensive Public Works)*” qui contribue à la réduction de la pauvreté par le biais d'un investissement dans l'infrastructure de développement tout en générant des opportunités d'emploi. Dans ce secteur, 50% à 60% du personnel engagé sur les projets est composé de femmes.¹⁶⁰ Cette mesure, donne accès aux femmes à des emplois non traditionnels en plus de les encourager à se tourner vers des emplois autres que dans le secteur agricole par exemple.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.98-102

¹⁵⁷ *Ibid.*, p.50

¹⁵⁸ Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty, and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.genderaction.org/images/dp2004-112.pdf>, October 2001, p. 5

¹⁵⁹ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.67

¹⁶⁰ *Ibid.*, p.103

3.1.4 Renforcement du pouvoir de décision des femmes [Voir annexe A]

Concernant les mesures favorisant le renforcement du pouvoir de décision des femmes, seule la section qui traite de la bonne gouvernance est favorable à des mesures spécifiques aux femmes.

Dans de nombreux pays, les droits des femmes ne sont pas garantis lorsqu'il est question d'être propriétaire d'une terre, de gérer une propriété ou de faire du commerce. Rappelons qu'au Rwanda, en 2002, les femmes ne pouvaient être propriétaire qu'en cas d'héritage. La modification de la législation est par conséquent primordiale pour l'acquisition d'une certaine indépendance pour les femmes et le renforcement de leur pouvoir de décision. Force est de constater que la législation n'est pas toujours bien appliquée, ni bien connue à travers le pays par manque de diffusion adéquate de l'information. Or, étant donné que les inégalités de genre au niveau des droits, affaiblissent la gouvernance d'un pays donné, les DSRP devraient inclure des mesures pour informer les femmes à propos des lois d'égalité des sexes.¹⁶¹ Au Rwanda, les stratégies relatives à la loi en matière de droits de propriété foncière qui établit que tous les rwandais ont des droits égaux en ce qui concerne l'accès à la propriété, sont essentielles pour une bonne gestion des propriétés, notamment en ce qui concerne les droits des propriétaires et la résolution des conflits en la matière. Malgré cela, la loi sur la propriété foncière présente des lacunes car elle ne garantit pas, entre autres, les droits des femmes et des enfants dans le cadre d'un mariage informel.¹⁶²

Par ailleurs, en 2005, les autorités rwandaises évoquent, dans la section consacrée à la bonne gouvernance, trois actions en faveur du renforcement du pouvoir des femmes notamment en invitant les femmes à occuper des emplois non traditionnels. A titre

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 6

¹⁶² Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.41

d'exemple, en 1999, on comptait 24% de femmes chez les 400 000 petits exploitants qui cultivaient du café et du thé, ce qui démontre un changement au niveau des rôles sociaux traditionnels dans lesquels seuls les hommes cultivaient les cultures économiquement rentables.¹⁶³ De plus, au cours de l'année 2004, une femme policière a été promue à la tête du plus haut poste dans le domaine, à la commission rwandaise de la police nationale.¹⁶⁴ Enfin, l'accès des femmes à des postes au sein des institutions militaires est encouragé.¹⁶⁵

Parmi les autres mesures destinées à l'amélioration des conditions de vie des femmes, on notera la création du Ministère du genre et de la promotion féminine qui pour mandat de favoriser une stratégie axée sur le « genre » et d'assister les différents ministères en vue d'intégrer les objectifs de la politique nationale de genre ou « *National Gender Policy* » de façon transversale dans les stratégies sectorielles de chaque ministère.¹⁶⁶ C'est dans ce cadre que le plan d'action genre¹⁶⁷ (« *Gender Action Plan* ») a été adopté en 2000. En 2005, des progrès ont été accomplis dans le domaine

¹⁶³ *Ibid.*, p 19

¹⁶⁴ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.82

¹⁶⁵ *Ibid.*, p.82

¹⁶⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.70

¹⁶⁷ « *Gender Action Plan* » :

Pauvreté : analyse et adaptation des actions des politiques macroéconomiques en vue d'encourager l'entrepreneuriat féminin et une révision des pratiques des banques en matière de prêts.

Développement de politique : collecter toutes les données et statistiques existantes afin de produire une analyse entièrement désagrégée selon le sexe.

Education : intégration du genre dans le cursus d'enseignement, sensibilisation à l'importance de l'éducation des femmes et à leur alphabétisation. Favoriser un meilleur accès des femmes aux TIC.

Cadre juridique : application totale de la CEDEF167 ; application du « *Gender Legal Action Plan* » ; la réduction de la violence envers les femmes en adoptant des mesures législatives appropriées ; encourager les couples à légaliser leur statut marital.

Prise de décision : encourager une participation égale des femmes tant dans les postes d'élus qu'au niveau des nominations ; augmenter la capacité des femmes à participer à la prise de décision.

Santé génésique et VIH-SIDA : la réduction de la mortalité maternelle doit être une priorité ; rendre les services de santé plus sensibles aux problématiques de genre ; augmenter les ressources destinées à la santé des femmes ; encourager une approche multisectorielle pour lutter contre le VIH-SIDA.

¹⁶⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.70

de l'égalité des genres avec l'élaboration, par la police nationale, d'un plan pour lutter contre la violence à l'égard des femmes.¹⁶⁸

3.1.5 Budgétisation sensible au genre dans les dépenses publiques [Voir annexe A]

Les budgets nationaux

Il est important que les DSRP contiennent des budgets nationaux qui déterminent les interventions prioritaires du gouvernement. De même, au moment de définir son budget il est important de s'assurer que des femmes et des hommes sont également impliqués dans le processus d'élaboration du budget et que les ressources sont allouées à des investissements prioritaires qui répondent aux besoins des femmes et des hommes. Pour atteindre cet objectif, les DSRP devraient inclure des budgets sensibles à la dimension genre.¹⁶⁹ Au niveau du gouvernement rwandais, on constate une certaine volonté à avoir une budgétisation sensible du genre.

Il n'existe pas une seule façon de mener une analyse de genre pour un budget. Toutefois, des critères généraux pour l'analyse de l'impact différencié du budget selon le genre peuvent être dégagés, à savoir :

Une nomenclature permettant de lier les dépenses à leur fonction et selon les utilisations précises des données budgétaires permettant de lier les dépenses de fonctionnement aux dépenses d'investissement pour évaluer la totalité des prestations ;
L'existence de mécanismes de suivi de l'exécution budgétaire et de dispositif d'informations fiables pour tracer le circuit de la dépense et sa conversion en biens et services et évaluer la qualité, disponibilité et accessibilité de ces services pour différents groupes de population.¹⁷⁰

¹⁶⁸ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.82

¹⁶⁹ Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty, and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.genderaaction.org/images/dp2001-112.pdf>, October 2001, p.7

¹⁷⁰ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Intégrer la dimension genre dans la budgétisation axée sur les résultats*, <http://www.undp.org/surf-wca/Workspaces/GenderTools/docref12.html>

L'analyse de genre s'effectue une fois le budget adopté, elle traduit les dépenses spécifiques en biens et services, étudie la nature de ces biens et services, leur utilisation et leur accessibilité, enfin elle analyse les impacts de ses affectations budgétaires sur la population.

En 2002, le Rwanda démontrait une certaine prise en compte du genre dans son budget, avec des dépenses par secteur qui intégraient des données fournies par le Ministère du Genre et des femmes dans le développement. Ainsi, des données ventilées selon le sexe étaient disponibles pour les dépenses publiques ainsi que pour quelques indicateurs macroéconomiques (emploi, salaires etc.). Dans ce cadre, le Ministère Rwandais du Genre et des femmes dans le développement a travaillé, avec le soutien du Ministère britannique du Développement International, en collaboration avec le Ministère Rwandais des finances pour mettre en place une budgétisation sensible au genre.¹⁷¹

En 2004, les autorités rwandaises ont déterminé que le genre était la problématique transversale qui avait reçu le plus d'attention au moment de l'élaboration du budget. Tout d'abord il faut rappeler que les critères établissant les priorités pour les actions de réduction de la pauvreté avaient été adoptés en 2002 ; L'un deux était d'ailleurs relié aux questions de genre. Or, l'une des façons d'intégrer le genre était par le biais de l'initiative rwandaise de budgétisation sensible au genre, nommée *Rwandan Gender Budget Initiative (RGBI)*, qui a été introduite dans cinq ministères dès 2003.¹⁷²

Plus précisément, la budgétisation sensible au genre a d'abord été introduite dans quelques ministères rwandais sélectionnés comme prioritaires dans le DSRP. Les activités liées à cette initiative ont eu pour but premier de faire prendre conscience aux fonctionnaires de l'importance d'avoir des budgets sensibles au genre. Le Rwanda a été d'ailleurs salué comme un exemple en ce qui concerne l'utilisation de l'analyse de

¹⁷¹ OXFAM, «*Intégration du genre dans les budgets éducatifs nationaux*». Série sur l'éducation et l'égalité des genres, http://www.oxfam.org.uk/resources/issues/education/downloads/edpaper7_fr.pdf, décembre 2005, p.2

¹⁷² Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2-Mar2005.pdf, October 2004, p 33

genre dans son budget en vue d'intégrer une orientation sensible au genre dans son DSRP. Le bilan effectué par l'agence allemande de développement, la GTZ à ce propos, souligne que l'initiative de budgétisation de genre du Rwanda a encouragé :

- Une volonté politique forte d'adopter un budget qui répond aux besoins de la population;
- Une prise de conscience de l'importance du genre au sein des ministères ;
- Une place importante a été dévolue au Ministère Rwandais du Genre et des femmes dans le développement ;
- Le partage de l'apprentissage et l'établissement d'un lien avec d'autres réformes ;
- Une coopération accrue entre le Ministère des finances et le Ministère du Genre et des femmes dans le développement.¹⁷³

Dans le même ordre d'idées, rappelons qu'à l'intérieur du rapport annuel publié en 2005 une grande partie du budget dit « prioritaire » est divisé entre le secteur l'éducation (56,5%) et le secteur de la santé (14,5%).Reconnaissant l'impact positif de l'éducation sur la réduction de la pauvreté, le gouvernement rwandais alloue 50% des ressources en éducation, à l'éducation primaire ; par contre, les autres secteurs de l'éducation tels que l'éducation technique et la formation professionnelle, l'éducation non formelle ou encore l'éducation post secondaire, reçoivent des ressources insuffisantes pour réaliser leurs objectifs.¹⁷⁴ Cette situation a un impact direct sur la population féminine, qui avait historiquement un accès limité à l'éducation. En effet, l'alphabétisation et l'éducation des femmes par le biais de programmes d'éducation aux adultes, de formations professionnelles etc., leurs permettent d'accéder à des poste mieux rémunérés et plus qualifiés ce qui renforcera leur pouvoir économique et leur pouvoir de décision tant politique que social.

¹⁷³ Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), *Gender Budget Initiative in Rwanda*. Gender Advisory Project, http://www2.gtz.de/gender-budgets/english/budgetinitiative_ruanda.html , 2002

¹⁷⁴ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.28 et 59

Après avoir présenté les mesures adoptées par le Rwanda qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes, nous exposerons les autres thématiques abordées par le DSRP dont plusieurs n'adoptent pas de mesures sensibles au genre.

3.1.6 Évaluation de l'analyse selon le genre si transversale ou ponctuelle [Voir annexe A]

L'intégration de la dimension genre dans les DSRP du Rwanda a évolué de façon positive à certains égards. Cependant, on peut relever des lacunes sur plusieurs aspects. En effet, si les domaines de l'éducation et de la santé offrent des données ventilées selon le sexe en plus d'inclure une analyse de genre, cela n'est pas visible dans tous les domaines couverts par les DSRP. En 2005, la section dédiée à l'intégration transversale du genre dans la SRP, fournit trop peu de données pour permettre d'avoir un portrait global des conditions de vie des femmes rwandaises. Il est d'ailleurs mentionné qu'à l'exception des secteurs de la santé et de l'éducation, peu de données sont disponibles dans les autres secteurs. Cette situation a conduit les institutions responsables de l'implantation des DSRP à se fier, très souvent, à des enquêtes terrain de petite échelle. Or ces institutions ne s'approprient pas toujours de façon adéquate ses enquêtes terrain et ne maximisent donc pas l'analyse des données recueillies.¹⁷⁵

L'analyse de genre a pour but de différencier les besoins spécifiques des femmes et des hommes afin de mettre en place des interventions ciblées et adaptées aux besoins de chaque sexe. L'analyse de genre examine l'accès et le contrôle des femmes et des hommes sur les ressources. Ainsi, l'absence d'analyse de genre démontre le manque de connaissances ou d'appréciation de la part des planificateurs quant à l'importance de l'intégration du genre, en tant que problématique clé pour le processus de développement.

¹⁷⁵ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p. 109

3.1.7 Secteurs d'intervention du DSRP non sensibles à la dimension genre

Macroéconomie et finances publiques

Ni le DSRP ni les rapports annuels du Rwanda ne se livrent à l'analyse des impacts des mesures d'ajustement structurel sur la population féminine, notamment en ce qui concerne la privatisation des entreprises d'État, les politiques de libéralisation commerciale etc. Or les SRP auraient tout à gagner de faire la promotion de la réduction des inégalités de genres car une plus grande égalité entre les femmes et les hommes est étroitement liée à une croissance économique plus forte et un taux de pauvreté plus bas. De plus, les inégalités de genre ont des impacts négatifs sur le bien-être et la santé des plus démunis, elles diminuent la productivité ainsi que la capacité à réduire la pauvreté et à assurer un certain niveau de croissance économique.¹⁷⁶

En outre, la troisième partie du DSRP de 2002 analyse l'impact de la réduction de la pauvreté sur la croissance économique et par conséquent sur les personnes les plus démunies. Cette partie se base sur des chiffres de la pauvreté qui ne sont pas désagrégés selon le sexe. Il est donc difficile de différencier les impacts selon le sexe des prévisions de réduction de la pauvreté, ce qui fait obstacle à l'élaboration de stratégies de développement adaptées tant aux besoins des hommes qu'à ceux des femmes. Tandis que les sous-sections concernant par exemple : les stratégies économiques pour la diversification des secteurs de l'économie rwandaise, les réformes économiques à entreprendre afin de diminuer les dépenses publiques, la bonne gouvernance, l'action des communautés et le rôle du secteur privé, sont totalement exemptes d'analyse de genre.¹⁷⁷

Dans le même ordre d'idées, l'analyse publiée en 2005, offre un aperçu global de la performance macroéconomique de l'économie rwandaise, détaillé par secteurs : secteur agricole, secteur industriel, secteur des services, exportations, importations, finances

¹⁷⁶ Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty: and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.genderaction.org/images/dp2001-112.pdf>, October 2001. p.2

¹⁷⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. [...] *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.29-34

publiques, politique monétaire etc.). On constate qu'en 2005, les chiffres ne sont toujours pas désagrégés par sexe et que les impacts négatifs sur les femmes des mauvaises performances de l'économie rwandaise ne sont pas évoqués, tandis que les impacts sur les ménages pauvres, définis comme des entités uniques et indivisibles, sont mentionnés.¹⁷⁸ De plus, aucune donnée ventilée par sexe n'est disponible et les impacts sur la population rwandaise des mesures prises dans le domaine de la gestion des finances publiques, les dépenses publiques et l'harmonisation de l'aide pour le développement, ne sont pas détaillés.¹⁷⁹

Secteur agricole

Les femmes ont souvent des opportunités limitées pour améliorer leur situation économique. Au Rwanda, la majorité des emplois occupés par les femmes sont dans le secteur agricole. Les DSRP devraient donc analyser spécifiquement les rôles des hommes et des femmes dans le secteur agricole notamment, le niveau de contrôle de chacun sur les ressources, ils devraient également favoriser l'accès et le contrôle des femmes sur les intrants (facteurs de production) et les extrants (production) dans les exploitations agricoles.¹⁸⁰ Or, dans la section du DSRP de 2002 qui analyse les questions liées au secteur agricole, les femmes ne sont mentionnées qu'une seule fois, soit lorsqu'il est dit qu'il arrive que des veuves deviennent propriétaires de parcelles de terre mais qu'elles ne peuvent les exploiter adéquatement faute de temps. Malheureusement, ces veuves sont en général trop pauvres pour engager des employés capables d'exploiter et rentabiliser leur terrain. Selon les chiffres, en 1999, on comptait 24% de femmes parmi les 400 000 petits exploitants qui cultivaient du café et du thé, ce qui en fait une part non négligeable des exploitants agricoles rwandais et mériterait d'être pris en compte dans les stratégies de diversification du secteur agricole proposées par les autorités du pays. Toutefois, les stratégies qui touchent le secteur agricole

¹⁷⁸ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.12-22

¹⁷⁹ Ibid., p.23-32

¹⁸⁰ Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty, and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.gendcraction.org/images/dp2001-112.pdf>, October 2001, p.2

n'évoquent à aucun moment la mise en place de politiques spécifiques pour les femmes.¹⁸¹

En 2005, le rapport annuel d'avancement analyse des problématiques liées au secteur agricole, notamment la baisse de la production de certaines cultures à cause du manque de pluie. Ce chapitre explique également la stratégie employée par le gouvernement en vue d'aider les agriculteurs à moderniser leur matériel et à devenir plus compétitifs. Parmi les aides offertes, on retrouve l'accès à des produits financiers par le biais de programmes de microfinance. Bien que la majorité des femmes soient employées dans le secteur agricole, on ne retrouve aucune donnée ventilée par sexe dans ce chapitre. De même aucune analyse n'a été produite quant aux impacts potentiels sur les conditions de vie des femmes.¹⁸² Par ailleurs, une autre section de ce DSRP expose les stratégies qui seront mises de l'avant dans le secteur commercial en vue d'augmenter la productivité du secteur agricole et de promouvoir les secteurs de l'industrie et des services. Toutefois, on ne retrouve aucune mention des impacts différenciés selon le sexe des différentes mesures prises.¹⁸³

Politique énergétique et travail des femmes

La politique de l'énergie du Rwanda a des répercussions importantes sur les conditions de vie des femmes et la gestion de leur temps. En effet, pour les besoins en combustibles pour la cuisine, 98% des ménages utilisent du bois ou du charbon, seulement 1% des foyers situés en zone urbaine utilisent de l'électricité et 0% en zone rurale pour cuisiner. En ce qui concerne les besoins en éclairage, la proportion est de 39% d'utilisateurs d'électricité dans les zones urbaines et de 1% dans les zones rurales. Les besoins en bois pour la cuisine et l'éclairage sont importants mais cette tâche incombe aux seules femmes qui doivent collecter du bois, ce qui constitue un fardeau supplémentaire en termes d'efforts physiques et de temps. Le gouvernement rwandais a

¹⁸¹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 19-20 et 36

¹⁸² Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.32-40

¹⁸³ *Ibid.*, p.88-97

donc adopté des mesures dans le but de faciliter l'accès des foyers à d'autres formes d'énergies telles que l'énergie solaire, le kérosène et l'électricité.¹⁸⁴ En 2005, le gouvernement rwandais affirme que peu de progrès ont été réalisés au niveau de l'accès des ménages à de nouvelles formes d'énergie, de plus la situation s'est détériorée sur certains aspects car le Rwanda a vécu une crise énergétique importante au cours de l'année 2004. Il est à noter que la section du rapport annuel d'avancement publié en 2005 qui analyse les besoins énergétiques ne s'attarde pas sur les questions spécifiques aux femmes et ne fournit aucune donnée à cet effet non plus.¹⁸⁵

L'alimentation en eau

L'alimentation en eau a un impact direct sur la vie des femmes. En effet, l'accès à l'eau permet de diminuer le temps de travail des femmes en leur permettant ainsi de consacrer plus de temps à l'éducation et à des activités génératrices de revenus. Ainsi, en 2002 les points reliés à l'approvisionnement en eau notamment, les implications en termes de temps, de productivité économique et de restrictions dans l'accès à l'éducation sont mentionnées en une phrase alors que le document s'attarde essentiellement à l'analyse des différences existant entre les zones rurales et les zones urbaines en la matière.¹⁸⁶ Tandis qu'en 2005, l'investissement dans l'alimentation en eau est une intervention ciblée comme prioritaire. Le constat révèle que la réduction de la distance moyenne jusqu'à une source d'eau potable, permettrait d'alléger le fardeau des femmes et des filles, notamment en donnant aux filles la possibilité de continuer leur études et en permettant aux femmes de se consacrer à des activités plus productives. L'accès à l'eau potable aura également des conséquences sur les conditions d'hygiène et sur la santé de la population en général.¹⁸⁷ Peu de données sont disponibles, mais il est évident que les conditions d'hygiène dans les zones rurales en

¹⁸⁴ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p. 27 et 57

¹⁸⁵ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.73

¹⁸⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p. 26

¹⁸⁷ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.61

particulier sont très précaires et que les structures d'approvisionnement en eau sont insuffisantes.¹⁸⁸

Les autorités rwandaises ont initié plusieurs actions en vue d'intégrer les problématiques de genre dans la SRP, notamment en établissant le genre comme l'une des problématiques transversales de leur DSRP.¹⁸⁹ Toutefois, notre analyse constate que le genre n'est pas intégré de façon transversale dans les politiques de réduction de la pauvreté adoptées par le Rwanda. Bien que diverses mesures sensibles au genre aient été mises en place au fil des années, plusieurs secteurs d'intervention du DSRP ne sont pas sensibles au genre, tels que : l'évaluation préliminaire de la pauvreté au Rwanda, les politiques macroéconomiques et les finances publiques, le secteur agricole, la politique énergétique etc.

3.2 – Les politiques de réduction de la pauvreté adoptées par le Rwanda répondent-elles aux besoins pratiques et/ou stratégiques de genre ?

Le degré d'intervention de l'État à titre de médiateur dans les rapports à l'intérieur de la famille entre les hommes, les femmes et les enfants, a des conséquences importantes dans l'identification de la marge de manœuvre existante en vue de répondre aux besoins stratégiques de genre. En effet l'État influence la vie des femmes, il les contrôle ou les libère par le biais de politiques économiques, sociales, politiques et judiciaires (par exemple : lois sur l'avortement, lois matrimoniales, lois sur l'impôt ou les bénéfices de la sécurité sociale etc.). Les féministes voient la famille comme la source première de la subordination des femmes dans les sociétés, car la famille est vue comme l'entité qui trace la frontière entre le privé et le public en délimitant les interférences de l'État dans la vie des individus. C'est dans le cadre de ses politiques familiales que l'État intervient

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.61-63

¹⁸⁹ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda; *Millennium Development Goals*. 2003. p.17

de la manière la plus importante sur la vie des femmes. Cela s'applique aussi bien en terme législatif qu'au niveau des interventions de planification.¹⁹⁰

Pour Moser, dans la lignée de la planification selon le genre, plusieurs éléments doivent être pris en compte afin de s'assurer que la planification pour le développement intègre l'analyse de genre de façon adéquate (voir section 1.3.3). Parmi ses éléments, le planificateur ne doit pas voir la cellule familiale comme une unité socio-économique indivisible, au sein de laquelle il y aurait un partage équitable des ressources et du pouvoir de décision. De plus, l'accès des femmes à une activité génératrice de revenus est un moyen pour elles, d'avoir plus de contrôle sur les ressources du ménage. Enfin, le planificateur doit garder à l'esprit les problèmes soulevés par le triple fardeau des femmes et ainsi tenter d'y remédier en prenant des mesures qui allègent le temps de travail quotidien des femmes. Dans le même ordre d'idées, tel qu'exposé au cours de la section 1.3, le modèle de la planification selon le genre proposé par Moser met en évidence le triple rôle des femmes au sein de la société. En effet, en plus d'occuper un emploi rémunéré les femmes accumulent des tâches domestiques (s'occuper de la maison et des enfants) en plus de certaines tâches au sein de la communauté (s'occuper des personnes âgées etc.) qui ne sont ni rémunérées ni valorisées socialement. Tandis que pour les hommes, leur temps est principalement dédié à occuper un travail rémunéré, ce qui leur procure du prestige en plus de leur conférer du pouvoir au niveau des instances décisionnelles. Par ailleurs, le second élément qui caractérise la planification pour le développement est la distinction faite entre les besoins pratiques de genre et les besoins stratégiques de genre (voir section 1.3.3). Cette catégorisation a pour but de rappeler aux planificateurs les impacts potentiels de transformation sociale que peut avoir la planification pour le développement. En effet le fait de légitimer l'adoption de politiques qui ont pour but de favoriser des relations égalitaires entre les sexes, démontre la nature politique du travail de planification pour le développement.¹⁹¹ Ainsi, l'étude plus approfondie des mesures adoptées par le gouvernement rwandais permettra

¹⁹⁰ Moser Caroline. *Gender planning and development*, p 41, 44-45

¹⁹¹ Miller Carol & Shahra Razavi. *Gender analysis alternative paradigms*. Sustainable Development Networking Programme <http://www.sdnp.undp.org/gender/resources/mono6.html>, May 1998

d'évaluer si elles répondent réellement aux besoins et aux demandes des femmes en matière de renforcement du pouvoir de décision, économique et humain ainsi que d'émancipation.

Étant donné que l'État et les hommes ont de réels intérêts à maintenir les femmes dans une position de subordination par le biais du contrôle de leur statut, de leur corps et parfois même de leurs vies, il existe de nombreux obstacles à contourner pour arriver à répondre aux besoins stratégiques de genre. Par conséquent, les planificateurs du développement essaient souvent d'utiliser les besoins pratiques de genre comme un point d'entrée pour des changements plus substantiels. En outre, la planification pour le développement qui a pour but d'atteindre des besoins pratiques de genre doit prendre en compte le fait que les femmes nécessitent des stratégies de planification transversales, alors que la plupart des gouvernements basent leurs priorités nationales de planification sur une approche sectorielle.¹⁹² Dans le cas du Rwanda, on constate dans les écrits une réelle volonté politique d'intégrer le genre de façon transversale dans les politiques de réduction de la pauvreté. Toutefois, force est de constater que les mesures mises en place au Rwanda, dans la foulée des SRP, tentent en grande majorité de répondre à des besoins pratiques de genre plutôt qu'à des besoins stratégiques. Cette tendance se maintient d'ailleurs entre les années 2002 et 2005. Il semble donc important d'analyser de manière plus approfondie les différentes mesures adoptées par ce pays dans le cadre de ses politiques de développement. L'étude des politiques du Rwanda par le biais de l'analyse du genre permettra d'identifier si les autorités de ce pays désirent impulser un réel changement au sein de la société rwandaise et ainsi redéfinir de nouveaux rapports sociaux de genre.

La prise en considération du triple fardeau des femmes

La division sexuelle du travail au sein du ménage a un impact direct sur les conditions de vie des femmes sur leur participation à la vie publique et au renforcement de leur pouvoir. Les problèmes reliés au fardeau du temps touchent, avant tout, la population féminine. En effet, cela constitue un obstacle majeur pour les femmes, à plusieurs

¹⁹² *Ibid.*, p.48

égards : pour l'accès à l'indépendance économique par exemple en limitant l'accès à des activités génératrices de revenus, pour l'accès à l'éducation ou à des formations professionnelles, pour leur émancipation et enfin pour le renforcement de leur pouvoir de décision. Dans le monde entier, les femmes sont généralement sujettes à de plus longues journées de travail que les hommes, du fait qu'elles accumulent plusieurs rôles soit celui de reproduction (avoir et s'occuper des enfants), de production (occuper un emploi à l'extérieur du domicile) et au sein de la communauté (s'occuper des aînés etc.). Ces rôles multiples que les femmes accumulent limitent leur accès à des opportunités qui favoriseraient leur participation au sein de l'économie, notamment au marché de l'emploi, ce qui a pour conséquence des revenus plus bas pour les femmes par rapport aux hommes. De plus, les études démontrent que les enfants sont étroitement liés au système de production de leur famille. Ainsi, les enfants issus de familles démunies sont plus souvent amenés à travailler, ce qui amène à penser que les DSRP devraient encourager une division sexuelle du travail domestique plus équitable et s'assurer que les enfants, surtout les filles, soient scolarisés.¹⁹³ En somme, l'incapacité à reconnaître les multiples responsabilités des femmes risque de mettre en péril la mise en œuvre des politiques de développement, à cause de projets mis en place pouvant devenir des obstacles pour atteindre des besoins de bases des femmes plutôt que de chercher à y répondre. Par conséquent ne pas appréhender la situation des femmes de façon complète – en tenant compte de leur triple fardeau – lors de l'élaboration des politiques et programmes de développement risque d'avoir des effets néfastes sur leurs conditions de vie et leur position sociale.¹⁹⁴ Parmi les éléments qui participent à alourdir le temps de travail des femmes, les plus présents au Rwanda sont la collecte d'eau et de combustible. Même en étant conscient des problèmes en termes de santé, de productivité, d'environnement et d'éducation que posent la collecte d'eau et de charbon, le gouvernement rwandais n'a pas proposé de solutions avant l'année 2005. De plus les mesures adoptées ciblent d'une part le développement des infrastructures nécessaires pour l'accès à une eau potable et d'autre part à encourager

¹⁹³ Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty, and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.genderaction.org/images/dp2001-112.pdf>, October 2001, p.3 & 4

¹⁹⁴ Moser Caroline, *Gender planning and development*, p.48

l'utilisation de formes d'énergie alternatives (solaires, kérosène etc.). En somme, bien que les femmes soient particulièrement touchées, aucune mesure spécifique n'est proposée pour alléger leur fardeau domestique et les encourager à accéder à des activités plus productives en modifiant la division sexuelle du travail dans les foyers. Ainsi, afin de pallier aux problèmes reliés au triple fardeau des femmes, le Rwanda a développé, dès 2002, une solution qui vise à offrir aux femmes la possibilité d'accéder au marché du travail par le biais de la mise en place de structures pour la petite enfance et l'éducation préscolaire. Ces structures jouent un rôle clé dans la hausse du taux de scolarisation des filles, en leur permettant d'assister aux cours sur une base régulière plutôt que de s'occuper des autres enfants de la famille. Bien que des efforts de sensibilisation auprès des parents aient été menés, afin qu'ils amènent leurs enfants aux structures pour la petite enfance, seul un petit nombre d'enfants y ont accès.¹⁹⁵

Par ailleurs, parmi les secteurs visés par le DSRP du Rwanda, on retrouve celui de la santé. Trois éléments sont principalement ciblés par l'intervention du gouvernement, soit la contraception, la santé génésique des femmes et la propagation du VIH-SIDA. Parmi les mesures adoptées dans le secteur de la santé, le gouvernement facilite l'accès à des services de planification familiale et l'accès à de l'information sur les moyens de contraception. En effet, le Rwanda fait face à un faible taux d'utilisation des moyens de contraception.¹⁹⁶ En 2005 le Rwanda a reconnu que la réduction de la pauvreté et l'intégration transversale des problématiques de genre sont importantes dans la stratégie de lutte contre le VIH-SIDA.¹⁹⁷ Toutefois, si les efforts d'éducation des femmes en matière de santé, leurs sont bénéfiques à plusieurs égards, aucune mesure destinée à répondre à des besoins stratégiques de genre n'a été adoptée ou mise en place. Dans le cadre de la lutte contre ce fléau, le Rwanda mène des campagnes de sensibilisation au

¹⁹⁵ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.56

¹⁹⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. (...) *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.45

¹⁹⁷ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p.50

VIH-SIDA en ciblant les groupes les plus vulnérables, à savoir les jeunes hommes et jeunes femmes, les femmes prostituées etc.¹⁹⁸

Dans le cadre de sa stratégie de réduction de la pauvreté, le Rwanda a décidé de miser sur la promotion de l'éducation des femmes et des filles. Ainsi, en 2002, le DSRP a mis en œuvre des actions dans le domaine de l'éducation qui se situaient en dehors du cadre du système d'éducation formel, à savoir : la formation professionnelle et l'alphabétisation des adultes.¹⁹⁹ Ces mesures sont intéressantes car elles offrent des programmes mieux adaptés à la situation de nombreuses femmes rwandaises qui n'ont pas eu accès à l'éducation à cause d'obstacles culturels, sociaux et économiques. Désormais, ces femmes auront donc accès à des emplois qualifiés donc mieux rémunérés car les chiffres indiquent que le fait de compléter l'école primaire, peut augmenter le revenu de 40%. L'accès à l'éducation primaire pour les filles a d'importants impacts au niveau de la santé, des taux de fécondité et du taux de mortalité infantile.²⁰⁰ Enfin, le Rwanda a reconnu en 2005, que l'alphabétisation des jeunes et des adultes, en particulier celle des femmes et des filles, était primordiale pour le processus de développement.²⁰¹

Les femmes rwandaises ont joué un rôle clé suite au génocide de 1994, notamment pour la reconstruction du pays et de leurs communautés respectives, ce qui leur a valu d'accéder à des postes de décision dans les trois branches de l'État (judiciaire, exécutive, législative) et à s'imposer dans des sphères de la vie publique qui étaient traditionnellement réservées aux hommes. Les élections présidentielles puis législatives tenue en avril 2000 ont vu 49% des sièges parlementaires remportés par des femmes. L'accession des femmes au pouvoir législatif, leur a permis d'influencer le parlement pour adopter des lois en faveur de l'égalité des genres et de la promotion des droits des femmes, notamment en ce qui a trait à la violence perpétrée envers les femmes ou

¹⁹⁸ *Ibid.*, p.45

¹⁹⁹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.22

²⁰⁰ *Ibid.*, p.46

²⁰¹ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005, p. 58

encore aux conditions de travail des femmes.²⁰² Ainsi, dans le but d'augmenter la représentation des femmes dans la sphère politique, des conseils de femmes ont été mis en place à tous les niveaux de décisions et d'autres actions dans ce sens sont encouragées au niveau des administrations locales. De plus, selon le gouvernement rwandais, le nouveau code matrimonial et de succession aurait renforcé les possibilités de propriété conjointe des actifs pour les couples mariés en plus de consolider les droits de propriété foncière des femmes.²⁰³ Néanmoins les avancées pour les femmes apportées par le nouveau code matrimonial et la loi sur les successions sont peu visibles sur le terrain selon Human Rights Watch. Cette organisation affirme que les modifications apportées à ces textes de loi ne garantissent pas leur application car la loi coutumière rwandaise qui favorise le chef de famille de sexe masculin, constitue un obstacle à une véritable égalité des droits en matière de propriété foncière et terrienne pour les femmes. L'impact positif de ces textes de loi est amoindri par les nombreuses lacunes qu'ils contiennent et les obstacles à leur application. Le droit à la propriété de la terre est essentiel, selon Human Rights Watch, pour les femmes rwandaises car :

Dans une société où l'agriculture de subsistance prédomine, l'accès à la terre est souvent déterminant pour la survie. Les femmes et les filles sont les cibles d'actes de violence sexuelle ou autre basés sur le genre, notamment la violence conjugale, le viol, le mariage forcé et la polygamie.²⁰⁴

Toutefois, même si des femmes ont été élues à des postes de responsabilités, les inégalités entre les sexes restent importantes, en particulier dans les zones rurales.²⁰⁵ L'accès des femmes à des emplois non traditionnels permettrait de répondre en partie à un besoin stratégique de genre, en leur accordant plus d'autonomie.

²⁰² Izabiliza Jeanne, *The Role of Women in Reconstruction: Experience of Rwanda*, http://portal.unesco.org/shs/en/file_download.php/3fae5a9d99254bf277b57653406a1226Presentation+-Jeanne+Izabiliza.pdf, June 2005, p.4

²⁰³ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda. *Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.70

²⁰⁴ Human Rights Watch. *Toujours en lutte: la justice, un parcours semé d'obstacles pour les victimes de viol au Rwanda*, <http://hrw.org/french/reports/2004/rwanda0904/1.hum>, septembre 2004

²⁰⁵ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda; *Millennium Development Goals*. 2003. p.17

A la lecture des faits relatifs à l'intégration de la dimension genre dans le DSRP du Rwanda, il semble évident que cet État a pris certaines mesures pour améliorer les conditions de vie des femmes, mais cependant ces efforts restent largement insuffisants car les mesures adoptées ont pour objectif de répondre aux besoins pratiques de genre et non pas aux besoins stratégiques. Tel qu'exposé au cours de la section 1.2, la planification selon le genre a pour but l'élaboration de projets et programmes qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des hommes, par le biais d'une analyse de l'impact différencié selon le sexe des projets et programmes mis en place. Or le DSRP du Rwanda, en plus de ne pas contenir de données systématiquement désagrégées selon le sexe, démontre un manque de volonté politique pour outiller les femmes à être plus autonomes.²⁰⁶ Cette situation amène à se questionner sur d'une part, la volonté réelle du gouvernement rwandais d'adopter des mesures qui font avancer la cause des femmes et d'autre part sur sa capacité réelle à adopter des politiques qui répondent aux besoins stratégiques de genre. En effet, comme le mentionne Bonnie Campbell dans son livre *Qu'allons-nous faire des pauvres?*, l'accès aux fonds pour les SRP par les pays clients est lié à l'adoption de réformes institutionnelles et économiques essentiellement orientées selon une perspective de bonne gestion administrative et financière.²⁰⁷ Les pays clients doivent donc se conformer en priorité aux dites réformes afin de recevoir leur financement. Ces réformes amènent à reconfigurer l'espace politique de telle sorte que la légitimité même de l'État, garant de la mise en œuvre de ces réformes, est remise en question.

²⁰⁶ Kabeer, Naila. « *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement : manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention* », Centre de recherches pour le Développement International & Les Presses de l'Université Laval, <http://www.idrc.ca/openbooks/178-7/>, 2005, p.212

Définition : L'autonomisation désigne les processus qui confèrent la capacité de choisir à des personnes qui en étaient privées jusque là. Autrement dit, *l'autonomisation suppose une évolution, un changement*. Les personnes qui bénéficient de nombreuses possibilités de choix peuvent en retirer une grande puissance. (...) L'autonomisation peut être analysée sous trois angles connexes l'un à l'autre : les capacités réelles d'action; les ressources; les réalisations.

²⁰⁷ Campbell Bonnie. *Qu'allons-nous faire des pauvres ? Réformes institutionnelles et espaces politiques. ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres*, Ed. l'Harmattan, 2005, p.203

Répondre aux besoins stratégiques de genre c'est aspirer à une transformation sociale en profondeur de la société et notamment des relations de pouvoir entre femmes et hommes. Cela signifie également bouleverser les structures sociales déterminant les relations de pouvoir entre les sexes. Il est donc nécessaire de remettre en question ces relations de pouvoir afin d'assurer un renforcement réel du pouvoir des femmes et une égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes. Pour Vivienne Taylor, la politique familiale de l'État a des impacts importants sur les conditions de vie des femmes car c'est par ce biais que l'État peut affranchir ou contrôler les femmes. Cet auteur affirme que la prise de décisions en vue de répondre aux besoins pratiques et stratégiques de genre des femmes est un domaine d'intervention clé. « (...) *il est reconnu que si l'on prend en compte leurs besoins stratégiques, les femmes peuvent arriver à plus d'égalité, dans le processus de transformation de leurs rôles actuels et de remise en cause de leur position de subordination* ». Par ailleurs, les féministes ont réfléchi aux relations entre les femmes et l'État en questionnant les mesures favorisant l'égalité entre les sexes proposées dans le cadre des politiques de développement. Leur conclusion est que l'appareil étatique est une institution dans laquelle les inégalités entre les sexes sont profondément établies. Ainsi, le simple fait d'augmenter la proportion de femmes à l'intérieur de cette institution ne rééquilibrera pas automatiquement et définitivement les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes.

L'égalité entre les sexes va au-delà de l'égalité des chances ; elle nécessite la transformation des règles, des hiérarchies et des pratiques fondamentales des institutions publiques.²⁰⁸

Ainsi, il faut non seulement accroître la représentation des femmes dans les sphères de décision afin que les problèmes qui les touchent directement soient pris en compte, mais également améliorer la qualité de la participation des femmes de manière à ce qu'elles soient en mesure de contester les valeurs politiques - masculines - dominantes et ainsi « *réaliser des gains stratégiques* ». ²⁰⁹

²⁰⁸ Taylor Vivienne, *La marchandisation de la gouvernance perspectives féministes critiques du Sud*, Dawn/ l'Harmattan, France, 2001, p.128-130

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 155

3.3.- Quels sont les obstacles à une intégration du genre de façon transversale ?

L'intégration transversale de la dimension genre au sein du DSRP du Rwanda est confrontée à de nombreux obstacles d'ordre technique et politique. En effet, tel que mentionné à la section 3.2, on constate d'une part un manque de volonté politique d'adopter des mesures différenciées selon le sexe et d'autre part le manque de formation et de sensibilisation à la dimension genre du personnel gouvernemental rwandais peut être un frein à une intégration effective du genre dans les politiques de développement.

La présente partie fera une synthèse des obstacles à une intégration effective et transversale du genre dans les politiques de réduction de la pauvreté du Rwanda, tels que présentés par le collectif Profemmes, la Banque Mondiale, le gouvernement rwandais et le PNUD.

3.3.1 Obstacles

Si les politiques rwandaises de réduction de la pauvreté ne semblent pas toujours sensibles à l'analyse de genre, il y a également de nombreux obstacles à l'intégration du genre de façon efficace et transversale dans les DSRP.

Gouvernement du Rwanda

Le gouvernement rwandais reconnaît que des lacunes subsistent au niveau de l'intégration de la dimension genre, à savoir :

- L'intégration du genre dans les politiques, programmes, lois et projets, n'est pas systématique;
- On observe un manque d'expertise en analyse genre, à tous les niveaux ;

- Le statut politique, social et économique des femmes est toujours faible ;
- Les indicateurs de performance relatifs au genre ne sont pas suffisamment développés ;
- Bien que la dimension de genre soit prise en considération dans certaines politiques et plans stratégiques de certaines ministères, la majorité des plans d'actions de diverses institutions ne prennent pas en compte les problématiques de genre ;
- Il y a une insuffisance des données désagrégées selon le sexe dans tous les secteurs ;
- Il existe des insuffisances majeures au niveau des ressources financières, du niveau d'expertise dans le système de planification, ce qui fait obstacle à l'application de la politique de genre.²¹⁰
- Il existe des problèmes d'harmonisation et de coordination des aides perçues des donateurs externes.²¹¹
- La budgétisation sensible au genre n'est pas bien comprise par tous les acteurs rwandais du développement.

Par ailleurs, le rapport de progrès annuel publié en 2005, affirme qu'il y avait des lacunes dans le premier DSRP, publié en 2002, au niveau des indicateurs de suivis et de la clarté des objectifs poursuivis ; Il est donc suggéré que des indicateurs clés soient élaborés afin de permettre que le processus d'élaboration du second DSRP en 2006-2007, suscite un débat sur des objectifs réalistes afin que des indicateurs de suivis pour tous les secteurs soient intégrés dans le second DSRP.²¹²

Ces insuffisances au niveau du suivi sont qualifiées « *d'évaporation stratégique indésirable* ». Helen Derbyshire décrit ce phénomène comme suit :

L'évaluation de l'intégration du principe de l'égalité des sexes aux plans stratégiques révèle régulièrement et systématiquement que les engagements à cet égard « s'évaporent »

²¹⁰ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper*, July 2005. p.104

²¹¹ *Ibid.*, p.30

²¹² *Ibid.*, p 112

aux stades de la planification et de la mise en œuvre, de sorte que les effets obtenus sur la vie des femmes et des hommes restent très limités.²¹³

Par ailleurs, malgré la mise en place de campagnes de sensibilisation, la violence basée sur le genre et la violence envers les femmes sont très présentes à cause de certaines pratiques culturelles et d'attitudes sociales qui favorisent les discriminations envers les femmes, tel qu'en faisant obstacle à l'accès des femmes à la propriété foncière ou à l'héritage d'une terre de la part de leur famille ou de leur époux. Une autre forme de violence basée sur le genre est le taux important de pauvreté chez la population féminine. Par conséquent, la forte dépendance envers les hommes dans certains foyers, fait que de nombreuses femmes sont vulnérables à différentes formes d'abus et de violence. Les actions de sensibilisation à ce sujet, par des femmes ayant un certain pouvoir, sont donc primordiales.²¹⁴

Collectif Profemmes

En plus des obstacles structurels (politiques, financiers etc.) inhérents à l'intégration du genre dans les politiques de développement pour un pays pauvre comme le Rwanda, le collectif Profemmes a également soulevé des préoccupations relativement à certains problèmes qui font obstacle à une réelle égalité femmes-hommes au Rwanda. D'un point de vue général, le collectif estime que :

[...] Le développement du Rwanda est confronté à des problèmes multisectoriels : la forte densité démographique et le taux de croissance élevé, l'insuffisance des ressources naturelles, le taux élevé d'analphabètes \pm 50%, l'insuffisance de projets de développement en milieu rural, l'enclavement du pays, les perturbations sociopolitiques qui se sont culminées par le génocide de 1994 qui a emporté plus d'un million de vie humaines et la quasi totalité des infrastructures socio-économiques.²¹⁵

En plus des faiblesses économiques, sociales, politiques de ce pays, le collectif Profemmes établit qu'il existe d'autres faiblesses et contraintes tant générales qu'au

²¹³ Zuckerman Elaine and Garrett Ashle, *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs) Address Gender? A Gender Audit of 2002 PRSPs*, 2003, p.12

²¹⁴ United Nations Development Programme Rwanda, *Annual Report 2006*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_report_2006.pdf, 2006, p.20

²¹⁵ Profemmes, « *Plans stratégiques de Profemmes* » <http://www.profemmes.org/1345.html>

niveau interne, qui empêchent l'amélioration des conditions de vie des femmes et le développement de leurs capacités. Parmi ces contraintes, on relève par exemple la pauvreté, l'insécurité, l'analphabétisme, le manque de moyens financiers des organisations qui luttent pour les femmes, la violence à l'égard des femmes etc.²¹⁶

De plus, l'auteur Naila Kabeer estime qu'il existe plusieurs obstacles à l'intégration de la dimension genre dans les programmes et politiques des pays tel que le manque de connaissances et savoir-faire mais également le manque de consultation auprès des intervenants de première ligne, à savoir les organismes qui militent activement en faveur de l'égalité des sexes.²¹⁷

Banque Mondiale

Si l'intégration du genre dans le DSRP et les rapports annuels du Rwanda n'est pas appliquée de façon optimale, le problème ne découle pas de faiblesses provenant uniquement des autorités rwandaises. En effet, plusieurs obstacles à l'intégration transversale du genre trouvent leurs origines dans l'action de la Banque Mondiale. A cet égard, le Département d'évaluation des opérations de la Banque Mondiale

²¹⁶ Profemmes, *Perspectives*, <http://www.profemmes.org/1550.html>

« - La pauvreté, la corruption et la situation de conflits et d'insécurité au niveau régional constituent des barrières de taille pour la promotion de la femme.
 - Certaines associations ont une faible capacité d'organisation et on est en face des organisations hétérogènes à tous les points de vue.
 - Les barrières socioculturelles, la faible représentation de la femme dans les instances de prise de décision, l'ignorance et l'analphabétisme encore élevés chez les femmes restent des défis de taille pour le Collectif PRO-FEMMES /TWESE HAMWE.
 - L'insuffisance des moyens financiers et humains de certaines associations, l'insuffisance de moyens mis en œuvre pour la promotion du développement de la femme rurale, la faible autonomie financière du Collectif ainsi que sa dépendance des financements des bailleurs de fonds sont tous des limites pour l'atteinte des objectifs de PRO-FEMMES .
 - Le VIH/SIDA et les recrudescences des violences à l'égard des femmes et des filles sont deux fléaux auxquels, s'ils ne sont pas jugulés dans les meilleurs délais, risquent d'annihiler les efforts de promotion de la femme.
 - La sensibilisation sur le genre, sur la protection et la gestion de l'environnement, sur l'importance des associations, sur les juridictions GACACA, sur la législation ainsi que sur les traumatismes psychosociaux, s'avère insuffisante.
 - La faible implication de l'homme dans le domaine de la santé de la reproduction et le faible pouvoir de décision de la femme dans la vie sexuelle handicapent la santé de la femme.
 - L'enclavement intellectuel des femmes et les faibles connaissances en communication moderne sont deux points qui contribuent au blocage à leur promotion. »

²¹⁷ Kabeer, Naila. « *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement* » manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention », Centre de recherches pour le Développement International & Les Presses de l'Université Laval, <http://www.idrc.ca/openbooks/178-7/> . 2005. p.286

(désormais nommé : Groupe d'évaluation indépendante) a publié en 2005, une évaluation de la politique "genre" de la Banque mondiale entre 1990 et 1999. Cette évaluation a établi que le champ d'application, l'objet d'étude, la méthode d'analyse ainsi que le manque de formation et de support pour le personnel ont miné les efforts de mise en œuvre de la politique de genre de la Banque Mondiale. Le premier constat est qu'il n'y a pas de consensus autour des éléments qui définissent la stratégie de la Banque Mondiale en matière de genre et ce, même parmi les employés. En second lieu, l'objectif principal de la Banque de « réduire les inégalités de genre et d'augmenter la participation des femmes au développement économique » est moins explicite que les objectifs définis par la plateforme d'action de Beijing²¹⁸ adoptée en 1995 qui établit qu'une réelle égalité entre les femmes et les hommes est une condition essentielle au renforcement du pouvoir des femmes. En troisième lieu, la Banque a adoptée deux approches distinctes pour mettre en œuvre ses objectifs reliés aux thèmes « femme » et « genre ». Ainsi, tandis qu'il est spécifié que les projets doivent inclure une *analyse sociale* qui prenne en compte les problématiques reliées aux femmes, la Banque recommande une *analyse de genre* au niveau des pays. Ce manque de cohérence entre les approches utilisées amène à l'élaboration de solutions différentes pour une même situation. En d'autres termes, tandis que les pays clients et la plateforme d'action de Beijing mettent l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes, la politique de la Banque Mondiale met quant à elle, de l'avant la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Si les pays clients œuvrent à renforcer le pouvoir des femmes et que la Banque met l'emphasis sur l'égalité entre les sexes, cela peut engendrer une confusion telle que les projets sur le terrain et les stratégies de la Banque soient déconnectés les uns des autres. Le changement d'objectifs de la Banque Mondiale peut non seulement influencer la nature même de l'aide au développement accordée, mais également altérer l'élaboration des projets dépendamment de la stratégie adoptée (*WID*

²¹⁸ Kaplan T., "Women's Rights as Human Rights". In *Women, Gender and Human Rights*, by Majorie Agosin., Rutgers University Press, 2001, 339 p

La Conférence de Beijing, tenue en 1995, établit que les droits humains des femmes comprennent le droit au contrôle de la sexualité, de la santé sexuelle et de la reproduction. On assiste ainsi à la mise en place d'une nouvelle norme de droit qui reconnaît les violences spécifiques envers les femmes comme une violation des droits humains.

ou GAD). A titre d'exemple, un projet qui cible spécifiquement les femmes, cherchera à comprendre l'impact du dit projet sur la vie des femmes ; tandis qu'un projet qui cible le genre, selon la Banque Mondiale, cherchera à savoir si le projet a permis aux femmes d'atteindre un niveau égal à celui des hommes.²¹⁹

La dernière lacune se situe au niveau de la formation des employés de la Banque Mondiale. En effet, il n'est possible de passer d'une approche « femme dans le développement », à une « approche genre » qu'après avoir formé une importante proportion des employés. Or actuellement, le personnel de la Banque Mondiale ne reçoit pas de formation systématique et spécifique sur la politique de genre de la Banque et sa stratégie de mise en œuvre. Par conséquent, une grande partie du personnel de la Banque Mondiale pense que la politique de genre de la Banque Mondiale représente l'approche « femmes dans le développement » plutôt qu'une approche basée sur une analyse sensible au genre. Pourtant, tandis que la stratégie « femme dans le développement » recommande l'intégration des femmes dans les projets de développement et la reconnaissance de leur rôle économique ; l'approche genre quant à elle, tente de déterminer : la contribution des hommes et des femmes au processus du développement, les contraintes auxquelles chacun d'eux doit faire face pour être des membres actifs au sein de la société, ainsi que les interventions adaptées pour permettre d'améliorer le niveau de bien-être de chaque personne. Bien qu'au cours des dernières années la Banque Mondiale ait déterminé que l'inclusion sociale, le renforcement du pouvoir et la bonne gouvernance sont des éléments indispensables pour le développement, le paradigme principal sur lequel se base sa stratégie d'aide au développement est toujours lié à la réforme économique et la mondialisation. D'ailleurs, les employés de la Banque qui s'efforcent de faire la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ne remettent pas en question l'emphasis mise sur l'aspect économique et à quel point celle-ci contribue à la marginalisation et l'appauvrissement des femmes. En effet, dans le paradigme économique de la Banque Mondiale l'égalité des sexes est mise de l'avant dans le cadre d'une argumentation

²¹⁹ The World Bank Operations Evaluation Department. *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990-99*.
[http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf).
 The World Bank, Washington D.C, July 2005, p38

basée sur l'efficacité économique. Les problématiques liées au genre sont principalement utilisées pour la conception de politiques et de projets en vue d'arriver à une hausse de la croissance économique et à une réduction de la pauvreté. Enfin, aucun système n'a été mis en œuvre pour favoriser l'institutionnalisation de la politique de 1994, de même les ressources nécessaires n'ont pas été attribuées et aucune mesure incitative n'a été adoptée pour favoriser l'intégration de l'approche genre. Ainsi, l'évaluation réalisée par le Département d'évaluation des opérations, en 2000, a noté plusieurs problèmes au niveau de l'intégration du genre dans le travail de la Banque Mondiale.

En dépit des analyses des progrès de chaque pays produites annuellement par les employés de la Banque Mondiale après chaque rapport annuel des pays, on notera le manque de sensibilité en matière de genre dans ces dites analyses dans lesquels on ne retrouve aucune mention des termes « genre » ou « femme ».²²⁰

Pour l'auteur Joanna Kerr, l'un des reproches adressé à la Banque Mondiale par les féministes est que cette institution ne prend pas sérieusement en considération les impacts de ses politiques sur les questions de genre. A ce propos, la promotion de l'éducation des filles illustre bien l'affirmation ci-dessus car, selon les féministes, cela démontre de quelle manière la Banque Mondiale reprend à son compte des principes qui, sous le couvert d'améliorer la condition des filles, n'ont en fait pour seul but que de légitimer les politiques de cette institution. Il est reproché à cette institution de faire du principe de promotion de l'éducation des filles non pas un but à atteindre mais plutôt un accessoire pour arriver à d'autres fins, or selon Joanna Kerr cela signifie que : « l'égalité de genre n'est pas considérée comme un but légitime en lui-même. Les

²²⁰International Monetary Fund and International Development Association International, *Republic of Rwanda Joint Staff Advisory Note of the Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report*, [http://siteresources.worldbank.org/INT/PRSI/Resources/Rwanda_APR2_JSAN\(Mar27-2006\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INT/PRSI/Resources/Rwanda_APR2_JSAN(Mar27-2006).pdf) , March 27, 2006, 5p

objectifs du projet sont techniques plutôt que politiques et finalement ils ne traitent pas la nature systémique des injustices sociales de genre. ».²²¹

Par ailleurs, afin d'apporter quelques éléments de réponses pour une intégration efficace du genre par le Rwanda, le PNUD a identifié quelques actions qu'il conviendrait de mettre en place pour favoriser une entière et réelle égalité entre les hommes et les femmes:

- Augmenter la capacité du gouvernement à élaborer des programmes et politiques sensibles au genre.
- L'élaboration de programmes qui répondent aux besoins des femmes et filles rwandaises. Cela devrait être appliqué tout en gardant à l'esprit : les rôles sociaux des genres qui sont institutionnalisés et empêchent les hommes et les femmes de jouir pleinement de leurs droits ; des facteurs tels que la mondialisation et la prévalence du VIH-SIDA ; enfin, la situation démographique exceptionnelle de ce pays qui compte un nombre important de veuves, de veufs, d'orphelins et de ménages ayant un enfant à leur tête.
- La transformation des rapports d'inégalités des genres existants qui sont déterminés par des croyances et des pratiques culturelles socialement acceptées. Il existe un fossé important à tous les niveaux de décisions entre l'acceptation des inégalités existantes et les actions pour y pallier.
- Développer des mécanismes institutionnels et des capacités techniques, recueillir les données nécessaires sur le genre afin de pouvoir intégrer l'égalité de genre dans les programmes de développement.
- L'institutionnalisation d'un processus en vue de développer et d'incorporer l'égalité dans les politiques.

²²¹ Kerr Joanna, « Répondre au défi de la mondialisation : les féministes peuvent-elles transformer le développement ? ». In *Genre, Mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo. Ed. l'Harmattan, 2002, p.225

- Allouer des ressources pour favoriser l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des programmes de perfectionnement pour lutter contre la pauvreté, la sous-production et permettre un accès égal aux ressources.
- La création et la mise en place d'une stratégie multisectorielle efficace pour l'égalité des sexes.
- Pallier au problème du faible taux d'utilisation de la contraception (7,9% de femmes rwandaises utilisent un moyen de contraception), afin de permettre aux femmes de réguler leur taux de fécondité.²²²

3.3.2 L'institutionnalisation du genre par les organisations internationales

Parmi les changements apportés au discours des organisations internationales au cours des dernières décennies, on prendra note de la reconnaissance plus accrue du rôle indispensable des femmes dans toutes les sphères du développement. Toutefois, malgré la volonté généralement démontrée par les agences de développement d'intégrer les problématiques touchant les femmes dans toutes les activités de développement, le constat est qu'il est toutefois ardu de concrétiser ses engagements sur le terrain.²²³ Cela s'applique également aux politiques de réduction de la pauvreté. En effet, si les SRP ont été élaborées avec une volonté d'arriver à une plus grande égalité entre les sexes, les résultats sont mitigés au vu des conclusions du DSRP et des rapports de progrès annuels. Force est de constater qu'aucun mécanisme n'a été mis en place afin de s'assurer que les SRP mènent véritablement à une plus grande égalité des sexes. D'ailleurs, l'intégration de la dimension genre dans les DSRP n'est pas requise de façon contraignante pour l'obtention de prêts par les pays. Pourtant afin d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté les plans d'action nationaux des pays devraient impérativement tenir compte des problématiques spécifiques à chaque sexe et celles

²²² United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda; *Millennium Development Goals*, 2003, p.17

²²³ Miller Carol & Shahra Razavi, "Gender Mainstreaming: a Study of Efforts by the UNDP, the World Bank and the ILO to Institutionalize Gender Issues". UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development), August 1995

inhérentes à la pauvreté, telle que la promotion des droits des femmes.²²⁴ Il apparaît donc que les DSRP qui ne prennent pas en compte les spécificités de chaque sexe maintiennent implicitement des modèles sociaux qui favorisent les inégalités entre les sexes, faisant par là même obstacle à un développement viable.

De nombreuses critiques se sont élevées depuis quelques années contre la récupération des revendications des mouvements de femmes et autres mouvements sociaux par les organisations internationales auxquelles on reproche d'imposer un modèle de développement consensuel qui, dans les faits, nuit aux intérêts des femmes. Falquet dresse pour sa part, un constat très sombre des actions des institutions internationales dans le domaine du développement. L'auteur affirme qu'en plus de manipuler les ONG pour canaliser et amoindrir leurs revendications, les organisations internationales œuvrent à imposer un modèle économique néolibéral qui a des conséquences néfastes sur la vie des populations vulnérables, en particulier des femmes. En somme, en devenant une sorte de porte parole pour les femmes, les organisations internationales ont réussi à canaliser leurs requêtes pour imposer leur propre vision du développement. A ce propos il est intéressant de relever, à titre d'exemple, que les groupes militants en faveur des femmes, ont dû changer de nom afin d'être entendus auprès des instances internationales. Désormais, les mouvements féministes sont obligés en quelque sorte de se transformer en « groupe de femmes » plutôt que de s'affirmer « féministe » dans le but d'acquiescer plus de légitimité aux yeux des acteurs internationaux sous couvert d'un regard plus objectif.

Un autre reproche qui peut être adressé aux organisations internationales est la pérennisation du rôle traditionnel des femmes, véhiculé par certains de leurs projets de développement. En d'autres termes, bien que l'intégration de la perspective genre dans les projets de développement permette la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, les projets de développement axés spécifiquement sur les femmes mènent à pérenniser et à reproduire les rôles sociaux de sexe en encourageant les femmes à œuvrer dans des activités qu'elles occupent traditionnellement. En somme n'est-on pas

²²⁴ Elaine Zuckerman & Ashley Garrett, *Do Poverty Reduction Strategy Papers address gender?*, 2003, p.4

en train d'assister à la naturalisation des fonctions dites, pour certains, traditionnelles des femmes à travers les programmes de développement menés par les organisations internationales ?

CONCLUSION

Le présent mémoire avait pour but d'analyser l'intégration de la dimension genre dans le DSRP du Rwanda entre 2002 et 2005. Fruit des nouvelles orientations des politiques de développement de la Banque Mondiale, l'élaboration d'un DSRP est désormais un pré-requis pour l'obtention d'un prêt par les pays clients. En tant que pays bénéficiaire, le Rwanda a dû adopter, dans le cadre de sa SRP, diverses politiques et autres mesures, au cours des dernières années, en vue d'instaurer une réelle égalité entre les femmes et les hommes et ce, dans différents domaines (politique, économique, sociale et judiciaire).

En plus d'évaluer le degré de prise en compte de l'approche genre dans les politiques de développement du Rwanda, nous avons voulu questionner les mesures adoptées par ce pays. En effet, bien que le Rwanda ait adopté des mesures en faveur des femmes, il fallait également établir si elles avaient pour but de combler les besoins immédiats des femmes (besoins pratiques de genre) ou si ces mesures avaient un potentiel de transformation sociale (besoins stratégiques de genre).

Or parmi les critiques que l'on peut formuler envers l'étendue de l'intégration transversale du genre dans le DSRP du Rwanda, le constat est que les mesures adoptées en vue de favoriser le renforcement de la position des femmes, ne s'attaquent pas réellement aux rapports sociaux de genre même si le Rwanda affirme vouloir remédier à la sous-représentation des femmes dans les structures économiques, sociales et politiques. Les résultats obtenus ont démontré que l'intégration de la dimension genre n'était pas systématique et transversale. De plus les mesures, adoptées par le Rwanda, ciblant les besoins des femmes

stratégiques de genre. Pourtant le processus de développement s'étale sur une perspective de long terme, or le fait de répondre aux besoins pratiques de genre n'affecte aucunement les rapports sociaux de genre. Certes, le Rwanda a adopté des politiques qui favorisent l'accès des femmes à des activités génératrices de revenus, à l'instruction et au pouvoir politique toutefois ces mesures ne démontrent pas une volonté réelle d'avoir une nouvelle redistribution du pouvoir au sein de la société (en mettant en question la division sexuelle du travail domestique par exemple), ni d'assurer aux femmes plus d'autonomie.

L'étude de cas réalisée ici a permis d'établir que bien que le Rwanda soit perçu par certains comme un modèle au niveau de l'intégration de la dimension genre dans ses politiques, force est de constater que de nombreux obstacles tant sociaux, politiques, structurel et institutionnels persistent dans ce pays et font obstacle à l'instauration d'une réelle égalité entre les femmes et les hommes. Les conditions de vie des femmes rwandaises ne s'amélioreront pas ostensiblement et de façon durable, tant et aussi longtemps que le gouvernement ne mettra pas en œuvre des politiques qui modifieront en profondeur les structures sociales, politiques et économiques du pays.

Au cours des dernières décennies, les femmes ont fait l'objet de plusieurs politiques de développement ayant pour but d'améliorer leurs conditions de vie et de répondre à leurs besoins. A l'aube du XXI^{ème} siècle, les femmes représentent toujours une grande proportion des personnes pauvres et vulnérables partout dans le monde. Ce constat laisse sceptique et amène à se questionner sur la volonté réelle des gouvernements et des organisations internationales d'affranchir les femmes de leur subordination et de renforcer leur pouvoir de décision au niveau économique, politique et social en vue d'instaurer des rapports de pouvoir égalitaires entre les femmes et les hommes. Ces institutions semblent déconnectées de la réalité des populations sur le terrain, ainsi les politiques de développement axées sur l'économie comme levier pour réduire la pauvreté demeurent insensibles aux besoins et aux droits des populations vulnérables. Or, afin de répondre adéquatement aux besoins spécifiques des femmes et des hommes les politiques et projets de développement doivent impérativement inclure les

bénéficiaires dès le début du processus d'élaboration. Les paradigmes, sous-jacents aux politiques internationales de développement, atteignent leurs limites sous leur forme actuelle et démontrent un essoufflement en termes d'efficacité. En effet, les institutions internationales et nationales n'ont désormais pas d'autres choix que d'apporter des modifications aux paradigmes économiques qui les influencent et ce, en y intégrant une conception et une sensibilité sociale axée sur le développement humain. Sans cela, il semblerait que les cibles de réduction de la pauvreté et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes peuvent difficilement être atteintes. Les changements apportés aux politiques de la Banque Mondiale constituent un exemple intéressant car ils démontrent une volonté de se conformer à la tendance mondiale, en vogue depuis quelques années, qui impose l'intégration transversale de l'approche genre dans les politiques et projets de développement. Cependant, il apparaît (voir chapitre 1) que plusieurs lacunes subsistent au niveau de l'intégration de cette approche genre au sein même de cette institution. Ainsi, il est difficile de concevoir que les pays clients de la Banque mondiale soient aptes et sensibles à l'importance d'intégrer l'analyse de genre dans leurs politiques de développement.

Pour terminer, l'auteur Vivienne Taylor estime que les groupes de femmes se méfient de la volonté déclarée des États en faveur de l'équité et d'une réelle égalité entre les sexes. Selon ces groupes, les gouvernements cachent sous le couvert de l'équité une simple volonté d'intégrer les femmes au processus de production des biens et services et ainsi contribuer à la croissance économique du pays. Or, les féministes dénoncent cette manière de faire car pour elles, l'équité ne devrait pas être défini en terme de résultats, elle devrait être plutôt perçu comme une question de justice sociale en vue d'arriver à une redistribution plus égalitaire des ressources et du pouvoir entre les femmes et les hommes.²²⁵

²²⁵ Taylor Vivienne, *La marchandisation de la gouvernance perspectives féministes critiques du Sud*. Dawn/ l'Harmattan, France, 2001, p.131

ANNEXES

Annexe A

**Tableau 1 : « Évolution de l'intégration du genre entre
le DSRP de 2002 et le rapport annuel de 2005 »**

Annexe B

**Tableau 2 : « Les indicateurs du développement
économique et de la pauvreté au Rwanda »**

ANNEXE A : « ÉVOLUTION DE L'INTÉGRATION DU GENRE ENTRE LE DSRP DE 2002 ET LE RAPPORT ANNUEL DE 2005 »

1) PARTICIPATION AU PROCESSUS D'ÉLABORATION DES DSRP

DSRP ANNEE 2002	RAPPORT ANNUEL ANNEE 2005
<p>- Réalisation d'une évaluation participative de la pauvreté : « <i>Participatory Poverty Assessment</i> (PPA) » pour réaliser un portrait et un diagnostic de la pauvreté dans le pays. La PPA se compose de trois éléments: une évaluation nationale de la pauvreté qui a permis de collecter des données relatives aux catégories et aux caractéristiques de la pauvreté ; la hiérarchisation des problématiques auxquelles la communauté est confrontée ; une analyse des rôles de genre ; une discussion sur le sujet des droits de propriété foncière et de l'exploitation de la terre.²²⁶</p> <p>- Les chiffres relatifs au taux de participation ne sont pas désagrégés selon le sexe. Tandis que les chiffres sont ventilés par sexe, dans la mesure du possible, dans les autres secteurs analysés.</p>	<p>- Bien que les rapports annuels relatifs au DSRP sont supposés être rédigés de façon participative, celui de l'année 2005 ne l'a pas été pour tous les secteurs couverts par le rapport de 2005 et ce, pour diverses raisons.²²⁷</p> <p>- Les autorités rwandaises ont établi dans le DSRP de 2002, que la collecte de données se ferait chaque deux ans, pour l'évaluation nationale de la pauvreté (« <i>National Poverty Assessment</i> »), qui a pour but d'évaluer les perceptions de la population relativement aux problèmes de la pauvreté, de l'accès aux services et l'exclusion sociale.²²⁸ Toutefois, aucune collecte de données sur ce sujet n'a été tenue en 2004, le DSRP de 2004 affirme que la prochaine évaluation de la pauvreté sera menée au cours de l'année 2006.²²⁹</p>

²²⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf, June 2002, p.12-13

²²⁷ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper . Annual Progress Report*, [http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP\(July2005\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP(July2005).pdf), July 2005, p.6

²²⁸ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf, June 2002, p.90

²²⁹ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2-Mar2005.pdf, October 2004, p.123

2) RENFORCEMENT DU POUVOIR ECONOMIQUE DES FEMMES		
INDICATEURS	DSRP ANNEE 2002	DSRP ANNEE 2005
Renforcement du pouvoir économique	Le degré de commercialisation dans les zones rurales est très bas. Les chiffres suggèrent que près des 2/3 de la valeur monétaire de la quantité totale consommée dans les zones rurales, ne se retrouve pas dans les marchés. En 1999, 400 000 petits exploitants cultivaient du café et du thé, dont 24% de femmes. ²³⁰	
Adoption par le pays d'une analyse économique sensible à la problématique femme-homme : - Prise en compte du travail non rémunéré (la prestation non rémunérée des soins) , - Prise en compte des critères d'emploi de chaque sexe (temps de travail, rémunération) - Salaires des femmes par rapport au salaire des hommes - Modifications des politiques macroéconomiques (problèmes structurels qui sous-tendent	- Les femmes vivent des situations de pauvreté très diverses. Bon nombre d'entre elles sont accablées par le <u>fardeau des responsabilités domestiques</u> . Cette situation touche particulièrement les veuves qui ont des enfants en bas âge et les femmes de prisonniers qui sont contraintes de subvenir aux besoins de leur époux et de s'occuper dans le même temps, de leur foyer. ²³¹	- Selon le rapport de développement humain du PNUD publié en 2005, les revenus professionnels des femmes équivalaient à 62% du salaire des hommes. ²³² Or en 2006, le Rapport du PNUD sur le développement humain indique que les femmes rwandaises gagnent l'équivalent de 74% du salaire des hommes. ²³³

²³⁰ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 19

²³¹ *Ibid.* p.20

²³² Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain : La coopération internationale à la croisée des chemins. L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_HDI.pdf, 2005, p.305

²³³ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain : au-delà de la pénurie*, http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm, PNUD, New York, 2006, p.369

la féminisation de la pauvreté).		
Réformes législatives et administratives pour la parité des droits des femmes aux ressources économiques	La loi en matière de droits de propriété foncière stipule que tous les rwandais ont des droits égaux en ce qui concerne l'accès à la propriété, ainsi il n'y a aucune discrimination envers les femmes dans ce dossier. Toutefois, ce qui pose problème ici, c'est qu'une grande partie des mariages est informelle. Or les droits des enfants et des femmes qui sont dans des relations informelles doivent être mieux protégés. ²³⁴	- Adoption d'une loi sur les régimes successoraux et matrimoniaux qui est venue renforcer les droits de propriété foncière des femmes.
3) Renforcement des capacités humaines des femmes		
Indicateurs	DSRP ANNEE 2002	DSRP ANNEE 2005
Évaluation des politiques en matière de : santé ; éducation et renforcement des droits.	<ul style="list-style-type: none"> - Selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD de 2003, le Rwanda se situe au 129^{ème} rang de l'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH).²³⁵ - Le grand nombre de foyers ayant à leur tête une veuve ou un enfant d'âge mineur, empêche de nombreuses femmes de travailler et des enfants d'aller à l'école du fait qu'ils sont obligés de veiller sur leurs jeunes frères et sœurs. Ainsi, le <u>développement de structures pour la petite enfance et de l'éducation préscolaire</u> redonnerait la possibilité de travailler à bon nombre de femmes et la chance à des enfants d'aller à l'école.²³⁶ - <u>La santé génésique</u> s'est beaucoup dégradée. En effet, la 	<ul style="list-style-type: none"> - Selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD de 2006, le Rwanda se situe au 119^{ème} rang de l'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH)²⁴³ - La mise en place de <u>structures pour la petite enfance et l'éducation préscolaire</u>: au cours de l'année 2004, des efforts de sensibilisation ont été fait auprès des parents, afin qu'ils amènent leurs enfants aux structures pour la petite enfance. Toutefois, le nombre d'enfants ayant accès à ces structures est encore faible.²⁴⁴ - Dans le secteur de la promotion de l'emploi, <u>la politique</u>

²³⁴ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 41

²³⁵ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain*, http://hdr.undp.org/reports/global/2003/francais/pdf/hdr03_fr_complete.pdf , PNUD, New York, 2003, p.310

²³⁶ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p 46

	<p>morbidity des femmes enceintes est passée de 500 pour 100 000 habitants en 1992, à 1071 pour 100 000 habitants de 1995 à 2000.²³⁷</p> <p>- On retrouve un faible <u>taux d'utilisation des moyens de contraception</u>.²³⁸</p> <p>- L'amélioration à long terme des <u>conditions d'hygiène et d'accès à l'eau potable</u> est primordiale.²³⁹</p> <p>- Le DSRP mise beaucoup sur les actions au niveau de l'éducation qui se situent en dehors du cadre du système d'éducation formel, à savoir : <u>la formation professionnelle et l'alphabétisation des adultes</u>.²⁴⁰</p> <p>- Le <u>taux élevé de croissance démographique</u> fait obstacle au développement du pays.²⁴¹</p>	<p>de l'emploi a principalement ciblé les jeunes, les femmes, le secteur public, le secteur informel et le secteur rural. De plus, un plan d'action quinquennal allant de 2005 à 2010 pour la promotion de l'emploi a été mis en place.²⁴⁵</p> <p>- Dans le domaine de l'égalité des genres, des progrès ont été accomplis avec l'élaboration, par la police nationale, d'un <u>projet de loi</u> pour lutter contre la violence à l'égard des femmes.²⁴⁶</p>
--	--	---

²⁴⁵ Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain : au-delà de la pénurie*, http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm, PNUD, New York, 2006, p.365

²⁴⁴ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper : Annual Progress Report*, [http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP\(July2005\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP(July2005).pdf), July 2005, p.56

²³⁷ *Ibid.* p.22

²³⁸ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf, June 2002, p.45

²³⁹ *Ibid.* p.51.

²⁴⁰ *Ibid.* p.22

²⁴¹ *Ibid.* p.22

	<p>- Le <u>taux de fécondité</u> moyen est de 5,8 enfants par femme, pour le groupe d'âge 15-49 ans. D'ailleurs, les chiffres indiquent que l'utilisation des moyens de contraception est passée de 13% en 1992 à 4,3% en 2000. Le taux de fécondité élevé contribue à empirer la santé génésique et à augmenter le nombre de complications au cours de la grossesse.²⁴²</p>	
<p>Le taux de scolarisation des filles et celui des garçons dans l'enseignement secondaire</p>	<p>- Le Rwanda avait, par le passé, un taux de scolarisation au niveau primaire parmi les plus élevés des pays africains, mais des taux de scolarisation secondaire et tertiaire plus bas. On estime le <u>taux d'alphabétisation des femmes</u> à 47,8% et 58,1% pour les hommes. De plus, il existe des différences considérables au niveau du taux de rétention selon le niveau de revenu des individus, toutefois peu de différences de genre sont visible à cet égard.²⁴⁷</p> <p>- Les chiffres indiquent que le fait de compléter l'école primaire, peut augmenter le revenu de 40%. De plus, <u>l'accès à l'éducation primaire</u> pour les filles a d'importants impacts au niveau de la santé, des taux de fécondité et du taux de mortalité infantile.²⁴⁸</p>	<p>- Les <u>inégalités de genre</u> dans le domaine de l'éducation sont surtout visibles dans le cycle supérieur d'enseignement et au secondaire.²⁴⁹</p> <p>- Parmi les objectifs du gouvernement rwandais, on retrouve la volonté <u>d'améliorer le taux de rétention</u> au niveau de l'éducation primaire d'ici 2015 et d'arriver à une égalité des genres dans l'éducation en 2005. Pour ce faire, le gouvernement rwandais a mis en place une série de mesures, à savoir en offrant une plus grande disponibilité et une éducation plus accessible sur le plan financier.²⁵⁰ Le gouvernement rwandais a décidé que les <u>trois premières années d'enseignement secondaires seraient gratuites</u>, au même titre que l'école primaire. Si le degré d'accès à l'enseignement est comparable pour les filles et</p>

²⁴⁵ *Ibid.*, p.67

²⁴⁶ *Ibid.*, p.82

²⁴⁷ *Ibid.*, p.22

²⁴⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.25

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 46

²⁴⁹ Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs stratégie sectorielle du Rwanda*, mai 2005, p.43

²⁵⁰ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, July 2005, p.54

		<p>les garçons, une différence majeure subsiste au niveau de la qualité des écoles fréquentées. Ainsi, une plus grande proportion de garçons fréquente des écoles publiques de niveau primaires et secondaires. Or ces écoles ont plus de ressources que les écoles privées. En effet, seuls 32% des filles ont accès à des écoles secondaires publiques comparativement à 60% des garçons.²⁵¹</p> <p>De plus, on constate des différences de genre au niveau de l'accès à l'éducation de niveau tertiaire, ou on retrouve une plus grande proportion de garçons.²⁵²</p> <p>- le DSRP établit que <u>l'alphabétisation des jeunes et des adultes</u>, en particulier celle des femmes et des filles, est primordiale pour le processus de développement.²⁵³</p>
<p>La part des femmes dans le travail non agricole rémunéré, dans les activités liées à l'industrie et les services.</p>	<p><u>Portrait de l'emploi au Rwanda en 2002 :</u> On compte un taux d'inactivité de 37,1% chez les femmes, contre 62,9% chez les hommes ; - Les femmes comptent pour 55,3% de la population active contre 44,7% chez les hommes ; - Parmi les femmes, on compte une proportion de 56,4% qui travaillent comme aide ménagère, contre 43,6% chez les hommes ; - 58,8% des propriétés foncières sont aux mains des femmes, contre 41,2% qui appartiennent à des hommes.²⁵⁴</p>	<p>Les données relatives à la proportion des femmes dans les trois secteurs économiques ne sont pas disponibles, que ce soit dans le DSRP ou dans le rapport du PNUD 2006 sur le développement humain dans le monde.</p> <p>- Les hommes dominent le <u>secteur de l'emploi</u>. Le secteur bancaire et des assurances emploie 31% de femmes, tandis que ceux de l'électricité, de l'eau et du gaz emploient 5% de femmes. Les femmes travaillent principalement dans le secteur agricole.</p> <p>Il est difficile d'élaborer un portrait de la situation dans le</p>

²⁵¹ *Ibid.*, p.57

²⁵² *Ibid.*, p.9

²⁵³ *Ibid.*, p. 58

²⁵⁴ *Ibid.*, p.68

		secteur de l'emploi informel. ²⁵⁵ - Le programme “ <i>PDL-HIMO (Labour Intensive Public Works)</i> ” contribue à la réduction de la pauvreté par le biais d'un investissement dans l'infrastructure de développement tout en générant des opportunités d'emploi. Dans ce secteur, 50 à 60% du personnel engagés sur ces projets sont des femmes. ²⁵⁶
Obstacles sociaux au renforcement du pouvoir d'action des femmes : taux de violence envers les femmes ; nombre de femmes atteinte du VIH/ SIDA ; part des femmes dans le travail non rémunéré.	- L'accès insuffisant à l'eau potable pose deux problèmes clés : le temps passé à collecter de l'eau et la qualité de l'eau rapportée et utilisée dans les foyers. ²⁵⁷ - 98% des ménages utilisent du bois ou du charbon pour cuisiner. Tandis que seulement 1% des foyers situés en zone urbaine utilisent de l'électricité, et 0% en zone rurale pour cuisiner. En ce qui concerne les besoins en éclairage, la proportion est de 39% d'utilisateurs d'électricité dans les zones urbaines et de 1% dans les zones rurales. Ainsi, les besoins en bois pour la cuisine et l'éclairage sont importants, or seules les femmes vont <u>ramasser du bois</u> ce qui constitue un fardeau supplémentaire en termes d'efforts physiques et de temps. ²⁵⁸ - Des campagnes de sensibilisation au VIH-SIDA ciblant les groupes les plus vulnérables seront menées, auprès des jeunes hommes et jeunes femmes, des femmes prostituées etc. ²⁵⁹	- La réduction de la pauvreté et l'intégration transversale des problématiques de genre sont considérées comme importants dans la stratégie de <u>lutte contre le VIH-SIDA</u> . Ainsi, 1010 associations de femmes ont été créées en vue de soutenir cet effort. ²⁶⁰ - L'investissement dans l' <u>approvisionnement en eau potable</u> est une intervention ciblée comme prioritaire. L'accès à l'eau potable aura également des conséquences sur les conditions d'hygiène et sur la santé de la population en général. ²⁶¹

²⁵⁵ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, October 2004, p.63

²⁵⁶ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, July 2005, p.103

²⁵⁷ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.27

²⁵⁸ *Ibid.*, p.27

²⁵⁹ *Ibid.*, p.45.

4) Renforcement du pouvoir de décision		
Indicateurs	DSRP ANNEE 2002	DSRP ANNEE 2005
Renforcement du pouvoir de décision	<p>Les élections présidentielles puis législatives tenue en avril 2000 ont vu un taux important de <u>sièges parlementaires</u> remporté par des femmes soit 49%.</p> <p>Des campagnes de sensibilisation ont été mises en place en vue d'encourager une plus forte <u>participation des femmes dans les organes de prise de décisions</u>;</p> <p>Les cours du soir offerts par certaines universités privées sont fréquentés en majorité par des femmes.</p> <p>Une association nommée « <i>Leader Caucus</i> », fut fondée en juillet 2002 avec pour but de faire la promotion de la participation des femmes rwandaises aux organes de prises de décision.²⁶²</p>	<p>- Les deux chambres qui composent le parlement compte 45% de femmes. Le gouvernement se compose de 32% de femmes.</p> <p>41% des juges de la Cour suprême sont des femmes.²⁶³</p> <p>- Même si des femmes ont été élues à des postes de responsabilités, les inégalités entre les sexes restent importantes, en particulier dans les zones rurales.</p> <p>- L'accès des femmes à des postes au sein des institutions militaires est encouragé.²⁶⁴</p>
Changements législatifs pour atteindre	- Les lois discriminatoires envers les femmes seront remplacées dès 2002. ²⁶⁵	- Adoption d'une nouvelle constitution en

²⁶⁰ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, July 2005, p.50

²⁶¹ *Ibid.*, p.61

²⁶² Izabiliza Jeanne, *The Role of Women in Reconstruction: Experience of Rwanda*, http://portal.unesco.org/shs/en/file_download.php/3fae5a9d99254bf277b57653406a1226Presentation+-+Jeanne+Izabiliza.pdf, June 2005, 7 p

²⁶³ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, October 2004, p75

²⁶⁴ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, July 2005, p.82

l'égalité entre les sexes	<p>- Afin d'augmenter la représentation des femmes dans la sphère politique, des conseils de femmes ont été mis en place à tous les niveaux de décisions, d'autres actions dans ce sens sont encouragées au niveau des administrations locales.</p> <p>Le nouveau code matrimonial et de succession a renforcé les possibilités de propriété conjointe des actifs pour les couples mariés. Des fonds pour les femmes ont été mis en place au niveau départemental.</p> <p>Ministère du Genre et des femmes dans le développement assiste les différents ministères en vue d'intégrer les objectifs de la politique nationale de genre « National Gender Policy » de façon transversale, dans les stratégies sectorielles de chaque ministère.²⁶⁶</p>	<p>mai 2003 qui stipule à :</p> <p><u>l'article premier</u> : « [...] l'attribution d'au moins trente pour cent des postes aux femmes dans les instances de prise de décision. »</p> <p><u>l'article 52</u> : « Les formations politiques concourent à l'éducation politique démocratique des citoyens ainsi qu'à l'expression du suffrage et prennent les mesures nécessaires en vue d'assurer l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives de l'État. »</p> <p><u>L'article 54</u> : « Les formations politiques doivent constamment refléter, dans [...] dans tout leur fonctionnement et leurs activités, l'unité nationale et la promotion du « gender ».</p> <p><u>L'article 187</u> : « Il est créé un Conseil National des Femmes. »²⁶⁷</p> <p>- Les maires et vice-maires reçoivent des <u>formations sur les droits des femmes</u> et des enfants²⁶⁸</p>
---------------------------	---	---

²⁶⁵ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p.61

²⁶⁶ *Ibid.*, p.70

²⁶⁷ Commission Juridique et Constitutionnelle, *The Constitution of the Republic of Rwanda*, http://www.cjcr.gov.rw/eng/constitution_eng.doc , 2003

²⁶⁸ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, October 2004, p 72

		<p>- Durant l'année 2004, une <u>femme policière</u> a été promue à la tête du plus haut poste dans le domaine, à la commission rwandaise de la police nationale.²⁶⁹</p> <p>- Création du Ministère du genre et de la promotion de la femme qui a le mandat de favoriser une stratégie axée sur le « genre » ; Adoption du Plan d'Action de Beijing et création d'un organe spécifique qui a le mandat de poursuivre le Plan d'Action de Beijing ; Réforme des politiques sociales et des lois qui ont un impact négatif sur l'éducation, la protection et le développement des filles et autres groupes vulnérables ; Adoption d'une loi sur l'héritage et les régimes matrimoniaux ; Adoption du « <i>National Gender Policy and Strategic Plan</i> » qui donne des directives pour une promotion efficace de l'égalité et de l'équité entre hommes et femmes et ce, à tous les niveaux au cours de l'ensemble du processus de développement ; Cueillette de données désagrégées selon le sexe afin de permettre une prise de décision éclairée.²⁷⁰</p>
--	--	---

²⁶⁹ Rwanda Ministry of Finance and Economic Planning, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*, July 2005, p.82

²⁷⁰ United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda: *Millennium Development Goals: status report*, http://www.unrwanda.org/undp/rwa_mdg_report_2003.pdf, 2003, 17p

5) Budgétisation sensible au genre		
Indicateurs	DSRP ANNEE 2002	DSRP ANNEE 2005
	On retrouve un budget détaillé divisé par ministère. ²⁷¹	Aucun budget détaillé n'est disponible.
6) Analyse de genre		
Indicateurs	DSRP ANNEE 2002	DSRP ANNEE 2005
Analyse selon le genre : transversale ou ponctuelle	L'analyse de genre est plutôt ponctuelle. Elle touche certains domaines précis.	L'analyse de genre est plutôt ponctuelle. Elle touche certains domaines précis.

²⁷¹ Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, June 2002, p. 126-142

Annexe B

Tableau 2 :

« Les indicateurs du développement économique et de la pauvreté au Rwanda »

Table 2.1 Indicators of Economic Development and Poverty in Rwanda (2000)

Indicator	Current level	Source	Year
Population ^j	7.979.930	EICV	2000
Female	4.276.787	EICV	2000
Male	3.703.142	EICV	2000
Kigali urban	7 %	EICV	2000
Other urban	2.9 %	EICV	2000
Rural	90.1 %	EICV	2000
Proportion of population below the poverty line	60.29%	EICV	2000
Life Expectancy	49 years	DHS	2000
Maternal mortality per 100 000 births	810	DHS	2000
Infant mortality per 1,000 (proportion who die before first birthday)	107	DHS	2000
Child mortality per 1,000 (proportion who die before 5 th birthday)	198	DHS	2000
HIV prevalence (15-49 years)	13.7	DHS	2000
Total fertility rate (average number of children during childbearing years)	5.8	DHS	2000
Contraceptive prevalence rate	4%	DHS	2000
Proportion of children completely immunised <5yrs	72%	MINISANTE	2000
Fertiliser used per ha	2 Kg/an	MINAGRI	2000
Gross primary enrolment (ratio of primary school children of any age to the primary-school age group)	100.0	MINEDUC	2000/1
Net primary enrolment (proportion of children of school going age going to school)	73.3	MINEDUC	2000/1
Gross secondary enrolment	10.2	MINEDUC	2000
Net secondary enrolment	6.0	MINEDUC	2000
Adult literacy (> 15years)	52,36 %	EICV	2000
-Female	47.79 %	EICV	2000
-Male	58,06%	EICV	2000
Malnutrition		DHS	2000
Low height for age (stunting)	42,7%		
Low weight for age (underweight)	29%		

Source: Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf, June 2002, p.13.

BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE

Banque Mondiale, *Genre et développement économique : vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*, www.worldbank.org, 2003, 237p.

Banque mondiale, *Partenaires dans la transformation du développement: nouvelles perspectives de l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté maîtrisées par les pays*,
<http://www.imf.org/external/np/prsp/pdf/fra/prspbroc.pdf> mars 2000, 9p.

Operationalizing Pro-Poor Growth Research Program, *Pro-poor Growth in the 1990's: Lessons and insights from 14 countries*, The World Bank, Ed. by Communications Development Incorporated, Washington, DC, 2005, 116 p.

The World Bank Operations Evaluation Department, *Evaluating a Decade of World Bank Gender Policy: 1990-99*,
[http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/\\$FILE/gender.pdf](http://lnweb18.worldbank.org/oed/oeddoclib.nsf/0/9adb7320f3bcb60d8525708f00559536/$FILE/gender.pdf) , The World Bank, Washington, 2005, 125p.

OUVRAGES THEORIQUES : FEMMES ET DEVELOPPEMENT

Anderson Jeanine, «Intérêts de genre, pouvoirs et justice dans le débat femmes et développement », In *Genre, pouvoirs et justice sociale*, sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2003

Barden Sally, « Pauvreté et absence de pouvoir ». In *Genre, mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2002, 298p.

Bisillat Jeanne, *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, Ed. Karthala, Paris, 2003, 316p.

Charlier Sophie et Hélène Ryckmans, *Les femmes dans la mondialisation*, Forum Mondial des Alternatives,
<http://www.mondefemmes.org/publications/femmesdsmondi.pdf> , 2003, 33p.

Dagenais Huguette et Denise Piché, *Femmes, féminisme et développement*, McGill-Queen's University Press, Montreal, 1994, 130p.

Marie France Labrecque, Centre de recherches pour le Développement International, Ottawa, 1994, p.258-290.

Falquet Jules, « Femmes, féminisme et développement : une analyse critique des politiques des institutions internationales ». In *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, sous la dir. de Jeanne Bisillat, Ed. Karthala, Paris, 2003, 316p.

Kaplan .T, "Women's Rights as Human Right's". In *Women, Gender and Human Rights*, by Majorie Agosin,, Rutgers University Press, 2001, 339 p.

Kerr Joanna, « Répondre au défi de la mondialisation : les féministes peuvent-elles transformer le développement ? ». In *Genre, Mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, Ed. l'Harmattan, 2002, p.215-235.

Leon Magdalena, « Le renforcement du pouvoir des femmes et l'importance du rapport entre genre et propriété ». In *Genre, pouvoirs et justice sociale* sous la dir. de Christine Verschuur et Reysoo Fenneke,, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2003.

Long Carolyn M., *The advocates guide to promoting gender equality at the World Bank*, Women's Edge, Washington, April, 2003, 33p.

Miller Carol & Shahra Razavi, *Gender Mainstreaming : a Study of Efforts by the UNDP, the World Bank and the ILO to institutionalize Gender Issues*, UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development), August 1995.

Moser Caroline O. N., « *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training* », Published by Routledge., London, 1993, 285p.

Nira Yuval-Davis, « Women, empowerment and coalition politics ». In *Gender, Ethnicity and political ideologies*,_Ed. By Nickie Charles and Helen Hintjens, Routledge, London and New York, 1998.

Rathgeber Eva, « WID, WAD, GAD : tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Femmes, féminisme et développement*,_ sous la dir. de Huguette Dagenais, McGill-Queen's University Press, Montreal, 1994.

Verschuur Christine et Reysoo Fenneke, *Genre, mondialisation et pauvreté*, Ed. l'Harmattan, Suisse, 2002, 298p.

DOCUMENTS DU GOUVERNEMENT DU RWANDA

Commission Juridique et Constitutionnelle, *The constitution of the Republic of Rwanda*, http://www.cjcr.gov.rw/eng/constitution_eng.doc , 2003

Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *The government of Rwanda Poverty Reduction Strategy Paper*, http://povlibrary.worldbank.org/files/Rwanda_PRSP.pdf , June 2002, 160 p.

Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper: Annual Progress Report*,
http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2-Mar2005.pdf , October 2004, 127p.

Ministry of Finance and Economic Planning of Rwanda, *Poverty Reduction Strategy Paper : Annual Progress Report*,
[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP\(July2005\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_PRSP(July2005).pdf)
 July 2005, 115 p.

SYSTEME DES NATIONS UNIES

Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/cedaw.htm>

Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), *Le progrès des femmes à travers le monde, 2000*, rapport biennal, publié par UNIFEM, juin 2000, 156p.

International Monetary Fund and International Development Association INTERNATIONAL
Republic of Rwanda : Joint Staff Advisory Note of the Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report,
[http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_JSAN\(Mar27-2006\).pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTPRS1/Resources/Rwanda_APR2_JSAN(Mar27-2006).pdf) March 27, 2006, 5p.

La coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, « *Stop à la violence à l'égard des femmes : échec au SIDA* », http://data.unaids.org/Publications/IRC-pub07/JCI184-StopViolence_fr.pdf
 ONUSIDA, Genève, numéro 2, 5p.

Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain : La coopération internationale à la croisée des chemins- L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*,
http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_HD1.pdf 2005, 388p.

Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le développement humain : au-delà de la pénurie*,
http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm , PNUD, New York, 2006, 400p.

Programme des Nations Unies pour le Développement, *Intégrer la dimension genre dans la budgétisation axée sur les résultats*, <http://www.undp.org/surf-wca/Workspaces/GenderTools/docref12.html>

Programme des Nations Unies pour le Développement, *Rapport mondial sur le Développement Humain*, http://hdr.undp.org/hdr2006/report_fr.cfm 2006, 430p.

Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : stratégie sectorielle du Rwanda*,
[http://www.belgium.iom.int/Mida2/mediapress/strategie%20RWANDA\(2\).doc](http://www.belgium.iom.int/Mida2/mediapress/strategie%20RWANDA(2).doc) mai 2005, 52 p.

Organisation Internationale pour les Migrations, *Programme MIDA Grands Lacs : Guide Rwanda*, http://www.belgium.iom.int/Mida2/guide_rwanda.asp#profil

United Nations Development Programme and the Republic of Rwanda, *Millennium Development Goals: status report*, http://www.unrwanda.org/undp/rwa_mdg_report_2003.pdf, 2003, 29 p.

United Nations Development Programme, *Annual Report ; Rwanda*, http://www.unrwanda.org/undp/annual_report_2004.pdf, 2004, 36 p.

United Nations Development Program, *Rwanda : Annual Report*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_Report_2005.pdf, 2005, 40p.

United Nations Development Programme Rwanda, *Annual Report 2006*, http://www.unrwanda.org/undp/Annual_report_2006.pdf, 2006, 40p.

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Rwanda: Humanitarian Country Profile* », <http://www.irinnews.org/country.aspx?CountryCode=RW&RegionCode=GL> March 2007

DIVERS

Bene E. Madunagu, « Programme d'action des femmes pour la justice entre hommes et femmes : les expériences des femmes africaines ». In *Genre, Mondialisation et pauvreté*, sous la dir. de Christine Verschuur et Fenneke Reysoo, Ed. l'Harmattan, 2002, p. 167-175.

Campbell Bonnie, *Qu'allons-nous faire des pauvres : Réformes institutionnelles et espaces politiques, ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres*, L'Harmattan, 2005, 208 p.

Centre de Recherche pour le Développement International, *Glossaire*, http://www.idrc.ca/fr/ev-42971-201-1-DO_TOPIC.html

Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), *Gender Budget Initiative in Rwanda*, Gender Advisory Project, http://www2.gtz.de/gender-budgets/english/budgetinitiative_ruanda.html, 2002.

Human Rights Watch, *Toujours en lutte: la justice, un parcours semé d'obstacles pour les victimes de viol au Rwanda*, <http://hrw.org/french/reports/2004/rwanda0904/1.htm>, septembre 2004.

International Institute for Democracy and Electoral Assistance 2004, *The Implementation of Quotas: African Experiences*, http://www.quotaproject.org/publications/Quotas_Africa.pdf, Ed. by Julie Ballington, 2004, 132 p.

Izabiliza Jeanne, *The Role of Women in Reconstruction: Experience of Rwanda*, http://portal.unesco.org/shs/en/file_download.php/3fae5a9d99254bf277b57653406a1226Presentation+-+Jeanne+Izabiliza.pdf, June 2005, 7 p.

Kabeer Naila, « *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement : manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention* », Centre de recherches pour le Développement International & Les Presses de l'Université Laval, <http://www.idrc.ca/openbooks/178-7/>, 2005, 305 p.

Marquès-Pereira .B, *La citoyenneté politique des femmes*, Coll. Compact, Ed. Armand Colin, Paris, 2003, 215 p.

Marquès-Pereira .B et Raes .F, « Trois décennies de mobilisations féminines et féministes en Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, Publié par le Centre national de recherche scientifique, 2002, p 17-36.

Mestrum Francine, « De l'utilité des femmes pauvres dans le nouvel ordre mondial ». In *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*, sous la dir. de Jeanne Bisillat, Ed. Karthala, Paris, 2002, p.35-73.

Miller Carol & Shahra Razavi, *Gender analysis alternative paradigms*, <http://www.sdn.undp.org/gender/resources/mono6.html>, Sustainable Development Networking Programme, May 1998.

OXFAM, *Intégration du genre dans les budgets éducatifs nationaux*, Série sur l'éducation et l'égalité des genres, http://www.oxfam.org.uk/resources/issues/education/downloads/edpaper7_fr.pdf décembre 2005, 12 p.

Profemmes, *Plans stratégiques de Profemmes*, <http://www.profemmes.org/1345.html>

Profemmes, *Perspectives*, <http://www.profemmes.org/1550.html>

Ryckmans Hélène, « La formation en genre : pratiques et enjeux dans les projets et politiques de développement en Afrique Francophone: le monde selon les Femmes », Colloque international genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 2001.

St-Hilaire Colette, *Du sexe au genre : comment penser la différence des sexes ? : Actes du colloque l'analyse différenciée par le sexe : levier pour l'égalité ? Le développement ? La paix ?* (UQAM, octobre 1997), Relais Femmes, 1997.

Simard Gisèle, « PAS, PASEC, PASAGE L'ajustement structurel en Afrique : des espaces de pouvoir à découvrir et à occuper ». In *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*, sous la dir. de Marie-France Labrecque, Ottawa, Centre de recherches pour le Développement International, 1994, p. 102-126

Taylor Vivienne, *La marchandisation de la gouvernance : perspectives féministes critiques du Sud*, Dawn / l'Harmattan, France, 2001, 205p.

Tripp Aili Mari. 2005. "Regional Networking as Transnational Feminism: African Experiences", *Feminist Africa : Women Mobilized*, <http://www.feministafrica.org/index.php/regional-networking>, Issue 4.

Verloo .M, *Another Velvet Revolution? : gender mainstreaming and the politics of implementation*, Institute for Human Sciences,
http://www.lfq.nrw.de/services/downloads/gender/implementierung_von_gender_mainstreaming.pdf, Working Paper No.5, Vienna, 2001

Women's Commission for refugee women and children, *Rebuilding Rwanda: a struggle men cannot do alone*, Delegation report, New York, <http://www.womenscommission.org/pdf/rw.pdf> June 2000, 32p.

Yokozki .Y, Gender in Education and Development, *Journal of International Cooperation in Education*, <http://home.hiroshima-u.ac.jp/cice/yokozeki1-1.pdf>, vol. 1, no.1, p.45-63

Zuckerman Elaine (Gender Action) and Ashley Garrett (IOM), *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs) Address Gender?: A Gender Audit of 2002 PRSPs*, Gender Action publication, www.genderaction.org, 2003, 46p.

Zuckerman Elaine, *Why Engendering PRSPs Reduce Poverty, and the Case of Rwanda*, Gender Action, Washington DC, <http://www.genderaction.org/images/dp2001-112.pdf> , October 2001, 27p.